

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA PROTECTION
DE LA CONFIDENTIALITÉ DES SOURCES JOURNALISTIQUES

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE
L'HONORABLE JACQUES CHAMBERLAND, Président
Me GUYLAINE BACHAND, Commissaire
M. ALEXANDRE MATTE, Commissaire

AUDIENCE TENUE AU
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC)

Montréal, le 23 mai 2017

Volume 17

NICOLAS PROVENCHER et MONIQUE J. LE CLERC
Sténographes officiels

COMPARUTIONS :

POUR LA COMMISSION :

Me LUCIE JONCAS, avocate en chef
Me CHARLES LEVASSEUR, avocat en chef adjoint
Me FRANÇOIS GRONDIN

INTERVENANTS :

Me MATHIEU CORBO
Service de police de la Ville de Montréal

Me JULIE CARLESSO
Me FRANÇOIS FONTAINE
Le Devoir inc.
Québecor Média inc.

Me CHRISTIAN LEBLANC
CBC/Radio-Canada
Cogeco Média inc.
Médias Transcontinental s.e.n.c.
La Presse ltée
Bell Média
Groupe Capitales Médias
Postmedia Network inc.

Me JEAN-NICOLAS LEGAULT-LOISELLE
Ville de Montréal

Me MICHEL DÉOM
Me BENOIT BOUCHER
Procureure générale du Québec

Me CATHERINE DUMAIS
Directeur des poursuites criminelles et pénales

Me PAUL CRÉPEAU
Cour du Québec

Me MARIE COSSETTE
Conférence des juges de paix et magistrats du Québec

Me MARIO CODERRE
Me DANIA SULEMAN
Fraternité des policiers et policières de Montréal

Me DOMINIQUE ST-LAURENT
M. Marc Parent

Me STEPHEN ANGERS
M. Iad Hanna

Me MATHILDE BARIL-JANARD
Fédération nationale des communications

Me CHARLES CÔTÉ
Représentant l'inspecteur-chef Costa Labos

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES PIÈCES	5
PRÉLIMINAIRES	6
IDENTIFICATION DES PROCUREURS	6
IAD HANNA	
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me FRANÇOIS FONTAINE	9
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me CHRISTIAN LEBLANC	51
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU	134
COSTA LABOS	
EXAMINED BY Me CHARLES LEVASSEUR	
CROSS-EXAMINED BY Me CHRISTIAN LEBLANC	274

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
101P : Échange de courriels de monsieur Hanna à monsieur Nantel du 13 octobre et réponse du 14 octobre	40
102P: Tab 66	224

1 EN L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT (2017), ce vingt-
2 troisième (23e) jour du mois de mai :

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA GREFFIÈRE :

7 Bonjour, bienvenue à la Commission. Veuillez vous
8 assurer que vos cellulaires et autres appareils
9 mobiles sont bien éteints. Et notez qu'il y a
10 interdiction de prendre des photos ou d'enregistrer
11 dans la salle d'audience, selon les règles de
12 procédure de la Commission. Veuillez vous lever.
13 Vous pouvez vous asseoir.

14 LE PRÉSIDENT :

15 Alors, bonjour. Bon retour au boulot. Alors, je
16 vais demander à madame la greffière de procéder à
17 l'appel des avocats, s'il vous plaît.

18 LA GREFFIÈRE :

19 Alors, pour l'identification, je demanderais à
20 chaque procureur de bien ouvrir leur micro pour les
21 fins de l'enregistrement. Alors, je demanderais
22 d'abord aux procureurs de la Commission de
23 s'identifier pour les fins de l'enregistrement.

24 IDENTIFICATION DES PROCUREURS

25

1 Me LUCIE JONCAS :

2 Bonjour, maître Lucie Joncas pour la Commission.

3 Me CHARLES LEVASSEUR :

4 Bonjour, Charles Levasseur pour la Commission.

5 LA GREFFIÈRE :

6 Et je demanderais maintenant aux procureurs des
7 parties de s'identifier et d'identifier ceux qu'ils
8 représentent.

9 Me CHRISTIAN LEBLANC :

10 Bonjour, Christian Leblanc pour La Presse, Radio-
11 Canada, Cogeco, Postmedia, Bell Média, Groupe
12 Capitales Médias et Transcontinental Médias.

13 Me MICHEL DÉOM :

14 Bon matin, Michel Déom, pour la Procureure générale
15 du Québec.

16 Me CATHERINE DUMAIS :

17 Bonjour, Catherine Dumais pour le Directeur des
18 poursuites criminelles et pénales.

19 Me PAUL CRÉPEAU :

20 Bon matin, Paul Crépeau pour la Cour du Québec.

21 Me MARIE COSSETTE :

22 Bonjour, Marie Cossette pour la Conférence des
23 juges de paix magistrats.

24 Me MATHIEU CORBO :

25 Bonjour, Mathieu Corbo pour le Service de police de

1 la Ville de Montréal.

2 Me STEPHEN ANGERS :

3 Bonjour, Stephen Angers pour monsieur Hanna.

4 Me JEAN-NICOLAS LEGAULT-LOISELLE :

5 Bonjour, Jean-Nicolas Loiselles pour la Ville de
6 Montréal.

7 Me MARIO CODERRE :

8 Bonjour, Mario Coderre pour la Fraternité des
9 policiers de Montréal.

10 Me JULIE CARLESSO :

11 Bonjour, François Fontaine et Julie Carlesso pour
12 Le Devoir et Québecor Média.

13 Me DOMINIQUE ST-LAURENT :

14 Bonjour, Dominique St-Laurent pour monsieur Parent.

15 LA GREFFIÈRE :

16 Merci.

17 LE PRÉSIDENT :

18 Très bien. Alors, Maître Fontaine, on continue avec
19 vos questions pour monsieur Hanna.

20 LE PRÉSIDENT :

21 Toujours sous le même serment, oui.

22 LA GREFFIÈRE :

23 Q. [1] Alors, Monsieur Iad Hanna, vous êtes toujours
24 sous le même serment.

25 R. Oui, bien sûr.

1 L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT (2017), ce vingt-troisième
2 (23e) jour du mois de mai, a comparu :

3

4 **IAD HANNA,**

5

6 LEQUEL, sous le même serment, dépose et dit :

7

8 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me FRANÇOIS FONTAINE :

9

10 Comme je l'ai dit à l'ajournement vendredi,
11 Monsieur le Président, ça ne devrait pas être très
12 long en ce qui me concerne ce matin, mais j'ai
quelques questions.

13 Q. **[2]** Bonjour, Monsieur Hanna.

14 R. Bonjour.

15 Q. **[3]** Vous avez passé un bon week-end?

16 R. Oui.

17 Q. **[4]** En révisant mes notes en fin de semaine, je

18 veux revenir juste un instant sur le début

19 d'Espion. Et j'ai compris de votre témoignage

20 qu'Espion commence le cinq (5) janvier, il y a une

21 réunion le cinq (5) janvier. Est-ce que j'ai bien

22 compris?

23 R. Est-ce que c'est... c'est une question?

24 Q. **[5]** Oui.

25 R. Bien, en fait, non. Le cinq (5) janvier, il y a une

1 réunion, comme j'ai mentionné. Par contre, au
2 meilleur de mon souvenir, à ce moment-là, il n'en
3 est pas... il n'est pas question de partir un
4 projet pour Espion ou quoi que ce soit. Je pense
5 que ça s'est discuté un peu, l'événement de
6 monsieur Vilcéus, le cinq (5) janvier, mais comme
7 tel il n'y a pas vraiment de... de plan. Je me
8 rappelle très bien que le plan d'action d'Espion
9 s'est fait rapidement. Comme je vous dis, le onze
10 (11), ça s'est décidé le onze (11) puis c'est pour
11 ça on l'a fait le onze (11).

12 Q. [6] O.K. Parce que c'est... encore une fois, ce que
13 je cherche ce sont les précisions là-dessus parce
14 que ce n'est pas clair. Le cinq (5) janvier, il y a
15 une première réunion, là, vous en avez parlé,
16 c'était dans votre agenda, avec vos supérieurs et
17 les gens de la Division des enquêtes spéciales.
18 Mais, comme vous le dites, le cinq (5), il n'y a
19 toujours pas d'articles. Qui seront les articles
20 qui vont être dans votre plan d'enquête pour
21 Espion, là, la pièce qu'on a vue la semaine
22 dernière, 82P, qui est datée du onze (11) janvier.

23 Alors, le cinq (5) janvier, est-ce que
24 c'est une rencontre qui concerne Escouade, est-ce
25 que c'est une rencontre qui concerne l'événement

1 Vilcéus? Vous comprenez?

2 R. Oui.

3 Q. **[7]** De quoi il est question? Parce que je vous l'ai
4 dit aussi, là, puis on est dans une commission
5 d'enquête, il n'y a pas de secret, pour ma part je
6 n'ai pas vu de date sur le moment où monsieur
7 Borduas et vous, ou enfin à la division vous avez
8 le résultat des... de la révision des mandats de
9 perquisition concernant les... voyons, les
10 registres téléphoniques de monsieur Lagacé. Je veux
11 être certain que c'est vraiment le douze (12) que
12 ça va arriver, que c'est pas le onze (11), que
13 c'est pas avant, puis je me questionne quant au
14 cinq (5) parce que peut-être que le cinq (5) ce qui
15 motive une rencontre c'est le fait qu'on a déjà des
16 résultats. Parce qu'on... on va parler de quelque
17 chose le cinq (5), là.

18 R. Si vous me permettez, je peux regarder mon calepin,
19 Monsieur le Président.

20 Q. **[8]** S'il vous plaît.

21 R. Puis je vais pouvoir vous en dire. J'avais deux...
22 j'avais deux calepins, Monsieur le Président, j'en
23 avais un... puisque je travaillais ailleurs, donc
24 j'avais mon calepin de tous les jours, puis j'avais
25 un nouveau calepin que j'avais pris juste pour le

1 projet Escouade. Puis dans les deux... dans le
2 premier le cinq (5) janvier c'est marqué « meeting
3 enquête Escouade » avec le numéro d'événement. Rien
4 de particulier. Et dans le deuxième calepin qui
5 appartient uniquement à Escouade c'est marqué :
6 « Début implication projet Fayçal Djelidi ». Donc
7 au cinq (5) il n'est pas question de média puisque
8 le onze (11) quand je vais inscrire... quand je
9 vais inscrire les inscriptions ça va être marqué
10 encore « Meeting projet Escouade ». Par contre, je
11 vais marquer : « Dossiers médiatisés » et là je
12 vais nommer les trois dossiers.

13 Q. **[9]** O.K.

14 R. Donc c'est le onze (11) réellement que, moi, je
15 vais comme parler du dossier Espion.

16 Q. **[10]** Donc on doit comprendre que quand vous avez la
17 rencontre du cinq (5) on n'est toujours pas dans le
18 dossier Espion encore.

19 R. Exactement.

20 Q. **[11]** Le dossier Espion et l'enquête Espion, là, qui
21 va immédiatement se greffer à Escouade ça ne
22 commence pas le cinq (5).

23 R. Non.

24 Q. **[12]** Alors est-ce qu'on peut dire que ça commence
25 véritablement le onze (11)? C'est le onze (11) que

1 ça va se passer?

2 R. C'est le onze (11) que ça va se passer. Par contre,
3 vous êtes comme... vous cherchez des précisions. Si
4 on me remet le onze (11) les articles de journaux,
5 donc j'imagine que du moins il y a quelqu'un qui
6 est en train de faire le recensement des articles
7 de journaux parce qu'il y en a qui ont eu... je
8 pense qu'ils sont sortis la fin de semaine. Donc
9 quand le onze (11)... quand le onze (11), moi, on
10 me remet les articles de journaux, bien il y a
11 quand même une revue qui s'est faite. Donc je ne
12 peux pas vous dire à quel point que quelqu'un s'est
13 intéressé à ça, mais moi je parle pour moi-même,
14 c'est le onze (11) que, moi, j'en prends
15 connaissance et que ça débute pour moi.

16 Q. **[13]** O.K. Maintenant, en ce qui concerne la pièce
17 90P qui est le mandat en fait d'autorisation
18 d'intercepter les communications. J'ai compris de
19 votre témoignage évidemment que vous n'êtes pas
20 l'auteur de... de l'affidavit ni du projet
21 d'autorisation qui sera soumis au juge de la Cour
22 du Québec. C'est ce que j'ai compris.

23 R. Oui, c'est bien ça.

24 Q. **[14]** Mais je comprends aussi que vous avez pris
25 connaissance de ce document-là Est-ce que vous en

1 avez pris connaissance avant que ce soit soumis à
2 la Cour ou après que ça ait été autorisé par la
3 Cour?

4 R. J'ai pris connaissance du document une fois qu'il
5 était signé par le... par le juge.

6 Q. **[15]** O.K. Mais vous avez eu connaissance de la
7 première version qui a été soumise et qui n'a pas
8 été... qui a été modifiée avant d'être autorisée
9 par la Cour?

10 R. Non, en fait...

11 Q. **[16]** Non.

12 R. ... j'ai pas pris connaissance de la version qui a
13 été soumise en premier lieu.

14 Q. **[17]** Ça, vous n'en avez pas pris connaissance. O.K.
15 Et vous avez pris connaissance de l'affidavit qui
16 n'est pas une pièce, si je comprends bien, donc
17 après que ça a été...

18 R. Oui.

19 Q. **[18]** ... émis. Vous avez dit dans votre témoignage
20 que rendu à cette époque-là à la fin mai deux mille
21 seize (2016), pour vous, il n'était plus question
22 d'enquêter ou enfin le volet abus de confiance, là,
23 c'était... ce n'était plus vraiment pertinent. Je
24 paraphrase, là, mais c'est ce que j'ai compris de
25 votre témoignage.

1 R. Bien en fait vous avez compris quand même l'essence
2 de...

3 Q. **[19]** L'essence, bon.

4 R. ... de ce que j'ai dit. Dans le sens que, moi,
5 étant donné que je m'occupais des opérations sur la
6 route, il était convenu avec les collaborateurs
7 avec qui je travaillais sur la route - comme vous
8 savez il y a d'autres partenaires qui étaient
9 impliqués là-dedans - qu'à partir d'un certain
10 moment dans le temps, que j'essayais de trouver
11 justement ce moment-là dans le temps, on ne faisait
12 plus... on ne faisait plus rien par rapport à... à
13 ce volet-là, c'est-à-dire on ne faisait plus aucune
14 technique d'enquête, on... si je peux m'exprimer
15 ainsi. J'essaie de trouver ça... j'ai en tête
16 une... le mois de mars.

17 Q. **[20]** Hum, hum.

18 R. Mais je peux me tromper, puis j'ai pas eu accès
19 comme aux notes des agents d'infiltration, mais je
20 me rappelle très bien qu'on a eu cette discussion-
21 là avec la personne qui était responsable des
22 agents d'infiltration par rapport à ce volet-là en
23 particulier.

24 Q. **[21]** Quand vous parlez des agents d'infiltration,
25 puis là, pour moi ce n'est pas clair ce que vous

1 venez de dire, là...

2 R. Oui.

3 Q. **[22]** ... quel volet... alors le volet abus de
4 confiance, à compter du mois de mars, pour
5 l'ensemble des enquêteurs, est-ce qu'on doit
6 comprendre que ce n'est plus un volet à enquêter,
7 ce n'est plus un volet pertinent?

8 R. Bien, c'est... je vais m'exprimer pour moi-même
9 parce que comme je vous dis, moi je m'occupais des
10 opérations puis je vais essayer d'être plus précis
11 pour que vous compreniez parce que des fois, on
12 prend pour acquis que vous comprenez des choses que
13 c'est du jargon policier. C'est-à-dire qu'avec les
14 agents d'infiltration, il avait été avancé, je
15 pense que monsieur Borduas en a parlé, d'une
16 technique d'enquête par rapport à la nouvelle, là,
17 à donner une nouvelle pour voir le cheminement de
18 ce renseignement-là. Et ça avait été mis de l'avant
19 ce volet-là au mois de mars.

20 Q. **[23]** Hum hum.

21 R. Puis il n'y avait pas eu d'avancement par rapport à
22 cette information-là. Et à partir de ce moment-là,
23 c'était clair qu'il n'y avait plus d'infiltration
24 par rapport à cet aspect-là. C'est-à-dire qu'il
25 n'était plus question qu'on fasse de l'infiltration

1 par rapport à communiquer un renseignement pour
2 voir le cheminement du renseignement ou quoi que ce
3 soit.

4 Q. **[24]** Et on va s'entendre, quand vous parlez
5 d'infiltration, vous voulez dire qu'on n'allait
6 plus déployer de techniques d'enquête du genre de
7 celle que vous décrivez?

8 R. Exactement.

9 Q. **[25]** C'est-à-dire une fausse nouvelle qui aurait
10 été lancée pour voir si elle était reprise dans les
11 médias, c'est ça?

12 R. Bien on... oui, une nouvelle.

13 Q. **[26]** Une nouvelle?

14 R. Une nouvelle, oui, c'est ça.

15 Q. **[27]** Une fausse nouvelle ou une vraie nouvelle?

16 R. Bien moi je la trouvais pas mal vrai la nouvelle.
17 Elle était pas mal très proche de la réalité.

18 Q. **[28]** Mais ça n'a pas été une nouvelle parce qu'elle
19 n'a pas été reprise, c'est ça?

20 R. Bien en fait, ça a été reprise, ça a été reprise
21 mais beaucoup plus tard par un autre moyen puis
22 c'était sûr que ce n'était plus... ça ne venait pas
23 de nos tentatives à nous, de notre tentative.

24 Q. **[29]** Alors, dans la mesure où... puis je vais
25 essayer de comprendre, dans la mesure où le volet,

1 ce que j'appellerai le volet Espion après cette
2 tentative-là, j'utilise le mot, on ne le déploie
3 plus dans les médias... dans la technique
4 d'enquête, on ne l'utilise plus, si je comprends
5 bien, et on se consacre sur les autres infractions,
6 est-ce que je comprends bien?

7 R. Bien en fait, comme vous voyez, dans le plan
8 Espion, il y avait une personne d'intérêt, le
9 policier ciblé. Mais une fois qu'on a validé que ce
10 n'était pas lui... bien en tout cas, selon ce qu'on
11 a fait comme technique, moi j'étais pas mal
12 convaincu que ce n'était pas la personne, donc il
13 n'y avait plus lieu de déployer quoi que ce soit
14 envers cette personne-là par rapport à ce volet-là.

15 Q. [30] O.K. Est-ce que je dois comprendre de votre
16 réponse que le volet Espion se déployait néanmoins
17 par rapport à monsieur Djelidi?

18 R. Bien... non, plus ou moins parce que je vais vous
19 expliquer pourquoi, c'est que comme je vous
20 explique, vu qu'on travaille avec des partenaires,
21 on ne faisait plus de techniques d'enquête en ce
22 sens, même vis-à-vis monsieur Djelidi. Ça fait
23 qu'il n'était pas question qu'on fasse une
24 technique d'enquête vis-à-vis monsieur Djelidi par
25 rapport au dossier abus de confiance médiatique.

1 Q. [31] O.K. Dans la mesure où, ce que vous venez de
2 dire, on ne fait plus de technique d'enquête par
3 rapport au policier ciblé, c'est clair?

4 R. Oui.

5 Q. [32] Ni par rapport à monsieur Djelidi au mois de
6 mai deux mille seize par rapport au volet « abus de
7 confiance », comment on explique le fait qu'au
8 vingt-sept (27) mai, on obtient un mandat d'écoute
9 qui va cibler deux journalistes comme étant des
10 personnes, on les appelle d'intérêt, là, des
11 personnes d'intérêt? Et je comprends la différence
12 que monsieur Borduas a faite entre la personne
13 visée par le mandat et les personnes d'intérêt,
14 c'est une question de vocabulaire. Reste qu'on
15 s'autorise ou on cherche l'autorisation à écouter
16 des conversations, y compris avec des journalistes,
17 en sachant que c'est des journalistes. Alors,
18 comment on explique ça dans la mesure où on n'a
19 plus de déploiement d'enquêtes sur le volet « Abus
20 de confiance »?

21 R. Bien moi, comment je me l'explique, ces faits-là,
22 c'est qu'en fait, en termes d'infiltration, il n'y
23 avait plus de question de faire d'infiltration par
24 rapport à ce volet-là. Ça c'est un volet des
25 techniques d'enquête. Si je comprends bien, c'est

1 qu'au vingt-sept (27) mai, lorsqu'on présente cette
2 demande-là, de ce que moi je comprends de cette
3 demande-là, puis l'esprit que je comprends de ça,
4 c'est qu'étant donné que les... les... monsieur
5 Djelidi, plutôt, a déjà communiqué avec des
6 journalistes, bien il allait de soi d'aviser le
7 juge que c'était des personnes qui étaient connues
8 pour être entrées en contact avec des journalistes.
9 Donc, il fallait prévoir les modalités. C'est comme
10 ça que moi je le vois puisque je sais que dans
11 le... je sais que dans l'affidavit il est mention
12 d'une technique d'enquête qui était projetée pour
13 faire vis-à-vis monsieur Djelidi en lien avec les
14 communications avec les journalistes, mais ça n'a
15 pas été mis de l'avant, puis ça n'aurait pas été
16 mis de l'avant de toute façon, étant donné, comme
17 je vous dis, les observations qui nous ont amenés
18 avec l'équipe d'infiltration qu'on n'allait plus
19 dans ce sens-là.

20 Q. **[33]** Là vous m'avez perdu là. Quand vous parlez,
21 dites ce qui n'a pas été mis de l'avant, est-ce que
22 vous parlez de la rencontre dans un café où on
23 aurait écouté la conversation entre monsieur Lagacé
24 et monsieur Djelidi?

25 R. Bien, en fait, c'est ça que je voulais dire, c'est

1 qu'en termes d'infiltration, on ne faisait plus
2 d'infiltration par rapport à l'aspect médiatique.

3 Q. **[34]** Et à l'aspect abus de confiance?

4 R. Abus de confiance, c'est ça. Par rapport...
5 d'infiltration je parle. Pour ce qui est de la
6 surveillance physique, bien étant donné que
7 monsieur Djelidi, il faisait l'objet de
8 surveillance physique et que, plus tard, parce que
9 là quand vous parlez de la rencontre dans le café,
10 c'est une fois sous écoute qu'on va comprendre
11 qu'il va y avoir une rencontre. Mais, avant ça, on
12 ne savait pas qu'il allait y avoir une rencontre,
13 puis il n'y avait rien.

14 Donc, la surveillance physique continuait,
15 pour ce qui est des autres infractions qui étaient
16 l'objet, mais pour ce qui est de l'abus de
17 confiance, comme je vous dis, il n'y avait plus de
18 moyen d'infiltration qui était déployé.

19 Q. **[35]** Je m'excuse, Monsieur Hanna, c'est moi qui ne
20 suis pas clair, sans doute là. Ce que je ne
21 comprends pas, c'est, dans la mesure où ça n'existe
22 plus là, c'est un volet qui est évacué la question
23 d'abus de confiance et par rapport au policier
24 ciblé et par rapport à monsieur Djelidi, comment se
25 fait-il que le vingt-sept (27) mai on recherche un

1 mandat d'écoute électronique qui va avoir, dans la
2 liste des personnes d'intérêt, parce que je
3 comprends, on sait que monsieur Djelidi a parlé à
4 ces personnes-là, mais il a parlé à plein de monde,
5 j'imagine. Alors, on retient certaines personnes
6 comme étant des personnes d'intérêt, à l'égard
7 desquelles on veut écouter les conversations, ce
8 n'est pas juste, on sait qu'il leur parle, on veut
9 les écouter les conversations. Comment se fait-il
10 qu'au vingt-sept (27) mai on a encore deux
11 journalistes qui sont dans les personnes d'intérêt,
12 dont on recherche à écouter les conversations?
13 C'est ça ma question.

14 R. Bon. Bien, elle est longue votre question.

15 Q. **[36]** Je m'excuse.

16 R. Mais, je vais essayer d'y répondre. C'est que...

17 LA COUR :

18 Q. **[37]** Elle est peut-être longue, mais je comprends
19 maître Fontaine là. C'est une question relativement
20 simple. Vous dites que les techniques
21 d'infiltration sont abandonnées à l'égard et du
22 policier ciblé et de monsieur Djelidi. Si c'est
23 exact, comment expliquez-vous qu'on ait obtenu un
24 mandat le vingt-sept (27) mai deux mille seize
25 (2016) qui permettait d'intercepter des

1 conversations entre, prenons monsieur Lagacé, entre
2 monsieur Lagacé et monsieur Djelidi? C'est aussi
3 simple que ça. C'est quoi l'explication, du point
4 de vue policier?

5 R. Bon. Bien... Parfait. De ce que... Peut-être que
6 c'est moi qui s'est mal exprimé, c'est que par
7 rapport au policier ciblé, il n'y avait plus
8 d'infiltration par rapport à l'aspect médiatique.
9 Mais, pour ce qui est de monsieur Djelidi, étant
10 donné que monsieur Djelidi, ce n'était pas lui qui
11 était visé dans Espion, il était visé dans
12 Escouade, pour ce qui est de monsieur Djelidi,
13 l'enquête se poursuivait et c'est pour ça que le
14 mandat d'écoute était demandé, bien, demandé dans
15 ce sens, comme je vous ai expliqué, c'est pour voir
16 s'il y a des futurs contacts avec les journalistes,
17 bien, que ces futurs contacts-là soient analysés,
18 du moins, ou soient écoutés, comme vous dites.
19 Donc, pour le policier ciblé, il n'y avait plus de
20 moyens d'infiltration, pour monsieur Djelidi,
21 l'enquête se poursuivait. C'est ça la distinction.

22

23 Me FRANÇOIS FONTAINE :

24 Q. **[38]** Oui. Pour monsieur Djelidi, l'enquête se
25 poursuit, y compris à l'égard du volet abus de

1 confiance?

2 R. Visiblement, parce que, puisque dans l'affidavit,
3 ça a été mentionné, c'est mentionné au juge
4 autorisateur et on parle de cet aspect-là.

5 Q. **[39]** O.K. Parlons-en de ce qui est soumis au juge
6 autorisateur et de l'affidavit. Encore une fois, je
7 le sais que vous n'êtes pas l'auteur de cet
8 affidavit-là, mais j'aimerais quand même voir si
9 vous pouvez nous donner des explications sur,
10 Monsieur le Président, c'est l'affidavit d'écoute
11 qui n'est pas produit là, qui est le document
12 plutôt secret.

13 LA COUR :

14 Bien il est sous scellé.

15 Me FRANÇOIS FONTAINE :

16 Sous scellé.

17 LA COUR :

18 Alors, c'est pour ça qu'on le traite comme ça.

19 Me FRANÇOIS FONTAINE :

20 C'est ça. C'est ce que je voulais dire.

21 Q. **[40]** Alors, je voudrais attirer votre attention...

22 LA COUR :

23 Q. **[41]** Est-ce que vous l'avez, Monsieur Djelidi...
24 pardon, Monsieur Hanna, ce document-là?

25 R. Non. Je ne l'ai pas.

1 Q. **[42]** On peut, peut-être, vous... Parce qu'on ne
2 l'affichera pas à l'écran. Voilà.

3 R. Merci.

4 LA COUR :

5 Allez-y, Maître Fontaine.

6 Me FRANÇOIS FONTAINE :

7 Merci.

8 Q. **[43]** Je voudrais aller, Monsieur Hanna, à la page
9 28 de 34.

10 R. O.K.

11 Q. **[44]** Où on est sous l'article 3.46, où on parle de
12 procédures concernant toute enquête qui implique un
13 journaliste là. Puis là on décrit les nécessités
14 pour fins d'enquête, je vais vous amener
15 immédiatement à la page, donc, 28, au point c), au
16 deuxième paragraphe où on mentionne qu'il n'y a pas
17 eu d'autorisation demandée concernant le profil
18 financier, mais à la dernière phrase, on lit ceci :

19 Des démarches seront toutefois
20 effectuées à la fin du projet afin
21 d'établir les montants déboursés pour
22 les paiements de services sexuels et
23 possiblement de déterminer les raisons
24 qui motivent monsieur Djelidi à
25 communiquer des informations

1 privilégiées aux médias.

2 Quand vous avez lu ça et quand on lit ça, est-ce
3 que j'ai raison de penser qu'en réalité, ce qu'on
4 cherche, c'est à savoir si monsieur Djelidi reçoit
5 de l'argent pour fournir de l'information aux
6 médias qui pourraient l'aider dans les paiements
7 qu'il doit faire pour d'autres services?

8 R. Bien, en tant que policier, puis qui traite des
9 sources couramment dans...

10 Q. **[45]** C'est ça que vous comprenez?

11 R. C'est ça que je comprends, oui.

12 Q. **[46]** O.K. Alors est-ce qu'il faut comprendre que
13 les raisons pour lesquelles on va rechercher une
14 autorisation judiciaire d'écouter des conversations
15 avec des journalistes, c'est pour découvrir s'il se
16 fait payer pour transmettre de l'information?

17 R. Bien encore là, Maître, moi, ce que je comprends de
18 l'esprit de l'affidavit, quand je le lis après sa
19 signature, c'est qu'on avise le juge autorisateur
20 que les journalistes parlent avec monsieur Djelidi
21 ou ça peut arriver, du moins c'était déjà arrivé,
22 donc il faut prévoir des modalités. C'est ça que je
23 comprends.

24 Q. **[47]** Oui, mais écoutez...

25 R. Oui, oui, je...

1 Q. **[48]** On avise le juge autorisateur qu'il y a des
2 journalistes qui parlent, on avise le juge
3 autorisateur qu'on veut écouter les conversations.
4 Le fait qu'il y ait des journalistes qui parlent en
5 soi, ça n'oblige pas à dévoiler quoi que ce soit
6 dans l'affidavit si on ne cherche pas à les
7 écouter.

8 R. Non, non, je comprends... je comprends quand on lit
9 l'ensemble de l'affidavit, c'est ça que vous
10 arrivez à déduire, mais je ne pense pas que c'est
11 uniquement pour savoir de quelle façon qu'il... ou
12 pourquoi qu'il se faisait payer ou pas, je pense
13 que c'est plus pour couvrir l'abus de confiance
14 comme tel, tout l'esprit de l'affidavit d'écoute,
15 là.

16 Q. **[49]** Alors pour vous, c'est encore en lien avec une
17 accusation ou une infraction possible d'abus de
18 confiance, ça n'a rien à voir avec une tentative de
19 prouver d'autres infractions?

20 R. Non, c'est... en fait, de connaître comment
21 qu'il... s'il se faisait payer ou pas pour
22 l'échange d'information, bien ça fait partie,
23 justement, de l'infraction d'abus de confiance. Ou
24 ça fait partie de cette enquête-là.

25 Q. **[50]** Mais vous êtes d'accord avec moi, là, par

1 rapport à la réponse que vous donnez, quand vous
2 dites on mentionne le fait qu'il y a des
3 journalistes qui communiquent parce qu'il faut
4 prendre des mesures, en réalité, il n'y a pas de
5 mesures à prendre si l'objectif... si l'enquête...
6 la personne qui est visée par l'enquête est le
7 policier Djelidi et qu'on ne veut pas écouter les
8 conversations. La raison pour laquelle on veut
9 prendre des mesures ou on offre des mesures au
10 juge, c'est parce qu'on veut écouter les
11 conversations avec les journalistes, on veut avoir
12 la permission de le faire. Si on n'avait pas la
13 permission de le faire, on n'aurait pas besoin de
14 moyens pour les protéger, là.

15 R. Bien, après avoir pris connaissance qu'il y a eu
16 une première version qui a été soumise au juge,
17 vous avez raison de dire ça.

18 Q. **[51]** Hum hum.

19 R. Mais moi, quand je prends connaissance de la
20 version finale, ce n'est pas ce que je comprends de
21 la version finale.

22 Q. **[52]** O.K. Mais de la version... en raison de la
23 version précédente...

24 R. Bien oui.

25 Q. **[53]** ... on est conscient que l'objectif, c'est

1 d'écouter les conversations et c'est la raison pour
2 laquelle...

3 R. Bien...

4 Q. **[54]** ... on propose des mesures qui se retrouvent
5 dans l'autorisation, là, au paragraphe 4... non, au
6 paragraphe 6, c'est pour ça qu'on va proposer des
7 mesures, c'est parce qu'on veut écouter les
8 conversations.

9 R. Bien oui, parce que si je prends connaissance de la
10 première version et je mets les deux ensemble,
11 c'est... dans le fond, c'est pour pouvoir les
12 écouter de cette façon-là, avec les modalités qui
13 s'imposent.

14 Q. **[55]** O.K. J'ai une question sur les courriels que
15 vous avez envoyés... que vous avez échangés au
16 moment de l'entiercement des données. Je ne pense
17 pas que c'est un courriel qui est produit, à moins
18 qu'on ait produit toute la chaîne. C'est un
19 courriel du treize (13) octobre deux mille seize
20 (2016) à douze heures treize (12 h 13), que vous
21 envoyez à monsieur Nantel. À vos souhaits. Dans ce
22 courriel-là, Monsieur Hanna, je...

23 LE PRÉSIDENT :

24 Attendez une seconde, on va essayer de le trou...
25 est-ce qu'il a été produit comme pièce?

1 Me FRANÇOIS FONTAINE :

2 Ce n'est pas une pièce, parce qu'on a produit, si
3 j'ai bien compris, seulement certains courriels
4 dans la...

5 LE PRÉSIDENT :

6 Oui, oui.

7 Me FRANÇOIS FONTAINE :

8 ... dans la petite liasse. Alors moi, je n'ai pas
9 de notes qu'il est coté, là.

10 Me CHARLES LEVASSEUR :

11 Ça n'a pas été produit, de ce que je... Non, ça n'a
12 pas été produit. On va en donner une copie au
13 témoin, là.

14 LE PRÉSIDENT :

15 Est-ce qu'il faisait partie des documents qui ont
16 été distribués, si oui, à quel onglet peut-on le
17 retrouver?

18 Me FRANÇOIS FONTAINE :

19 Ça faisait partie des documents qui ont été
20 distribués aux parties en début de séance vendredi
21 et qui vous avaient été distribués également, là...
22 On ne le retrouve pas à un onglet, c'était des
23 pièces supplémentaires qui nous avaient été
24 communiquées...

25 LA COUR :

1 Je comprends. Ça va.

2 Me FRANÇOIS FONTAINE :

3 82, on me dit.

4 R. Oui, je vous écoute.

5 Q. **[56]** Vous l'avez, Monsieur?

6 R. Oui.

7 Q. **[57]** Dans ce courriel-là vous dites que, c'est la
8 dernière phrase, « je dois absolument les enlever
9 le plus vite possible », alors vous témoignez d'une
10 certaine urgence à enlever, si je comprends bien,
11 les informations qui sont stockées, si je peux
12 employer l'expression, sur votre système le plus
13 vite possible. On est le treize (13) octobre, je
14 comprends l'urgence, mais ce que je voudrais c'est
15 que vous expliquiez pourquoi vous écrivez et en
16 quoi il faut que cela soit fait le plus vite
17 possible?

18 R. Bien comme j'ai expliqué à monsieur le président,
19 je pensais avoir une brillante idée en début
20 septembre de faire l'entiercement. J'ai fait des
21 téléphones à monsieur Nantel, ensuite je lui ai
22 écrit un courriel, je pense, le cinq (5) ou le...
23 le cinq (5) octobre et là, il me réécrit le six (6)
24 pour me demander si j'ai des précisions, des
25 documents juridiques à lui donner puis à lui faire

1 une démonstration de tout ça.

2 Je pense que le treize (13) ça témoigne un
3 peu de mon désarroi, là, t'sais, je commence à être
4 tanné. T'sais, à un moment donné, là, je veux dire
5 là c'est urgent, j'ai besoin de savoir de quelle
6 façon. Si vous ne me donne pas de façon, bien je
7 vais le faire comme que je pensais depuis le début.
8 Parce que c'est souvent... t'sais, je veux dire on
9 a une bonne idée, mais après ça quand les gens s'en
10 mêlent...

11 Q. **[58]** Mais pourquoi vous dites à monsieur Nantel
12 qu'il faut que ce soit fait, là. Vous dites que
13 vous pouvez aller chercher... étant donné que nous
14 avons... nous avons besoin... vous avez dit
15 rapidement le trente et un (31) octobre, mais le
16 treize (13) octobre, là, il faut les enlever le
17 plus vite possible.

18 R. Bien ça, c'est... c'est... je ne sais pas si je
19 comprends bien votre question. Comme je vous ai
20 expliqué c'est que... moi, quand j'arrive... je
21 retourne de vacances au mois de septembre, je sais
22 qu'il faut faire l'entiercement parce que je l'ai
23 déjà fait dans un autre dossier.

24 Q. **[59]** Hum, hum.

25 R. Puis je suis un peu... je suis sensible à ça, puis

1 je le sais c'est quoi les... c'est quoi les
2 obligations en vertu de la jurisprudence, pas en
3 vertu de... pas en vertu juridique, mais en vertu
4 de la jurisprudence ou du moins ce qui peut être
5 appliqué. Ça fait que, là, moi, j'ai cette idée-là,
6 j'avise monsieur Labos que je vais faire
7 l'entiercement, monsieur Labos me dit : « Oui,
8 c'est bon. » J'appelle monsieur Nantel, je lui
9 laisse quelques messages, j'ai pas de retour. Le
10 cinq (5) octobre, toujours pas de réponse. Là, je
11 lui ai écrit, j'ai dit : « Là, Monsieur Nantel,
12 j'ai besoin de faire une procédure
13 d'entiercement », comme je l'ai expliqué dans un
14 courriel précédent. Il va me répondre le six (6)
15 pour me dire qu'il a besoin... il a besoin de
16 documentation, puis il a besoin de savoir c'est
17 quoi ces affaires-là, ces données-là juridiques. Et
18 là, je ne sais pas si je vais lui reparler au
19 téléphone parce que là je vais être un peu
20 désespéré. Et là, le treize (13), toujours pas de
21 réponse puis pas de façon comment le faire. Bien
22 là, je lui ai écrit, là, c'est : « Au plus vite il
23 faut les enlever ». Puis c'est ça. Puis là, lui, il
24 va me répondre le quatorze (14) pour me dire que
25 monsieur Bouzid va prendre...

1 Q. [60] Oui, ça, je comprends ça. Ma question c'est :
2 pourquoi est-ce que... c'est quoi l'urgence à ce
3 moment-là? Pourquoi est-ce qu'il faut les enlever
4 le plus vite possible? Est-ce qu'il y a un
5 événement qui s'en vient? Est-ce qu'il y a une...
6 vous réalisez quelque chose à ce moment-là? C'est
7 pas juste... vous n'écrivez pas juste « il faut que
8 le fasse, quelle est la bonne méthode », etc. Il y
9 a un sentiment d'urgence qui se dégage de votre
10 courriel, qu'est-ce qui motive cette urgence-là?

11 R. Bien l'urgence c'est la jurisprudence comme telle.
12 C'est pas parce qu'il y a quelqu'un qui me l'a dit
13 qu'il faut le faire. Du moment où est-ce que, moi,
14 je suis conscient qu'il faut le faire il faut que
15 je le fasse, puis là je me rends compte que je suis
16 prisonnier d'un système bureaucratique puis que ça
17 avant à pas de tortue. Ça fait que là, je suis un
18 peu désespéré, là, dans le sens que là j'ai besoin
19 que... t'sais, j'ai besoin de les enlever le plus
20 vite possible ça fait que là... Puis quand je dis
21 les enlever, c'est pas les enlever, c'est les
22 entiercer, c'est ça que je veux. Il n'y a pas
23 d'urgence comme telle puis... je ne sais pas c'est
24 quoi votre... la prochaine question, mais je pense
25 que...

1 Q. **[61]** Il n'y a pas d'urgence parce... mais vous...
2 c'est parce que t'sais... il n'y a pas de piège
3 dans ma question, là. Je veux juste savoir c'est
4 quoi l'urgence parce que vous écrivez : « Je dois
5 absolument les enlever le plus vite possible. »
6 C'est...

7 R. Mais...

8 Q. **[62]** ... ça traduit une certaine urgence en raison
9 - et c'est ça ma question - pourquoi c'est urgent?
10 Est-ce qu'il y a quelque chose qui s'en vient? Est-
11 ce que... est-ce que vous avez eu des discussions
12 qui font en sorte que, oups, on réalise qu'il faut
13 absolument le faire puis c'est maintenant, puis ça
14 ne peut plus attendre? Parce que vous l'avez dit,
15 là, depuis le mois de septembre que... il n'y avait
16 pas d'urgence en septembre.

17 R. Bien en fait...

18 Q. **[63]** Qu'est-ce qui fait qu'il y a une urgence le
19 treize (13) octobre?

20 R. En fait qu'est-ce que je veux dire c'est qu'au mois
21 de septembre quand je reviens, là, on fait la
22 divulgation. À partir du moment où est-ce qu'on
23 fait la divulgation à la défense, on n'a plus à
24 garder ces données-là sur notre serveur. Du moment
25 où est-ce que, moi, je sais ça, parce que c'est une

1 obligation jurisprudentielle, du moment où est-ce
2 que, moi, j'en suis conscient, bien là il n'y a
3 peut-être pas d'urgence la première fois que je
4 l'appelle, il n'y a peut-être pas d'urgence la
5 deuxième fois que je l'appelle, mais là à un moment
6 donné ça commence à être urgent parce que là ça ne
7 bouge pas. Puis on va attendre jusqu'à quand? Puis
8 effectivement, par après, le procureur va... va
9 nous... va nous mentionner cet aspect-là puis je
10 vais lui dire : bien, inquiétez-vous pas, ça j'ai
11 déjà pris soin de faire ça. Parce que si j'avais
12 attendu que le procureur me le demande de faire
13 l'entiercement, bien l'entiercement se serait fait
14 au mois de janvier deux mille dix-sept (2017).
15 T'sais, c'est... au rythme que les choses
16 avançaient, là.

17 Q. **[64]** Mais est-ce que c'est parce qu'il y a une
18 communication de la preuve à la défense qui est
19 imminente, qui s'en vient, que c'est urgent? Parce
20 que la communication et l'entiercement c'est deux
21 choses, là?

22 R. Oui.

23 Q. **[65]** L'entiercement c'est pour les fins de
24 conservation future, c'est ce que je comprends?

25 R. Oui.

1 Q. [66] Bon. Alors, ça ne sera plus sur vos systèmes,
2 vous allez garder de l'information quelque part
3 pour le futur qui va être protégée, vous l'avez
4 expliqué, avec une clé militaire entiercée, sur une
5 clé militaire?

6 R. Oui.

7 Q. [67] Ma question, c'est, au treize (13) octobre,
8 cet entiercement-là devient, ou semble devenir
9 urgent et je veux savoir, ma question, c'est,
10 pourquoi c'est urgent le treize (13) octobre?

11 R. Parce que... je vais vous expliquer, c'est, début
12 septembre, ce n'est pas urgent parce que début
13 septembre, la divulgation n'est pas faite. C'est
14 deux choses. Mais une fois que la divulgation est
15 faite, puis la divulgation est faite, si je me
16 rappelle bien, début octobre, mais une fois que la
17 divulgation est faite et on n'a plus besoin d'avoir
18 ces données-là, là ça devient urgent de les
19 enlever, là. À un moment donné, à chaque jour qui
20 compte, vu que moi... tu sais, dans le fond, c'est
21 toujours... on est toujours victime de nos idées,
22 là, à chaque fois qu'on est conscient de quelque
23 chose, bien là, on devient... je deviens prisonnier
24 de ma propre idée parce que là, moi je suis
25 conscient qu'il ne faut plus les garder les

1 données. Ça fait que s'il y a un blâme à porter à
2 quelqu'un, ça sera moi parce que c'est moi qui suis
3 conscient de ça. Donc c'est pour ça que moi, là, je
4 me dis : « Bien là, il faut les enlever. On a fait
5 la divulgation, là, on n'a plus besoin de les
6 garder sur notre serveur, il faut les enlever. »
7 Puis quand je dis « les enlever », on les met sur
8 la clé, comme vous dites, mais c'est moi qui
9 continue à être le... comme dans la chaîne de
10 possession, c'est moi qui vais garder la clé avec
11 moi, ça va être sous ma responsabilité pareil.

12 Q. **[68]** Donc, c'est parce que la divulgation a été
13 faite que ça devient urgent?

14 R. Bien oui, parce que là, la divulgation est faite,
15 ces données-là n'ont plus besoin d'être ici.

16 Q. **[69]** Mais vous voulez les entiercer dès le mois de
17 septembre, avant la divulgation?

18 R. Non, non, non, ce n'est pas ça que j'ai dit,
19 Monsieur. C'est... Maître. Qu'est-ce que j'ai dit,
20 c'est qu'en revenant du mois... en revenant de
21 vacances, au mois de septembre, je suis conscient
22 qu'il faut faire une procédure d'entiercement. Puis
23 je suis conscient aussi que l'entiercement ne peut
24 se faire tant et aussi longtemps que la divulgation
25 n'est pas faite parce que si, dans la divulgation,

1 on doit prendre des données qui sont dans les
2 données entières, bien on ne peut pas le faire
3 l'entierement ça serait comme...

4 Q. [70] Hum hum.

5 R. ... ça ne vaudrait rien. Donc, je sais qu'il faut
6 le faire, je sais que c'est important de le faire
7 l'entierement puis là, au mois de septembre, il
8 n'y a pas d'urgence, comme je vous dis, parce que
9 la divulgation n'est pas faite. Mais la journée où
10 la divulgation est faite, la journée où on a donné
11 à la défense la divulgation, bien à partir de cette
12 minute-là, bien je deviens imputable pour chaque
13 minute que les données se retrouvent dans notre
14 réseau parce que je suis le seul... bien je suis le
15 seul... je suis le premier à avoir soulevé l'idée
16 qu'il faut l'entiercer.

17 Q. [71] O.K. Alors, c'est vraiment après que la
18 divulgation est faite où là, c'est important de les
19 sortir, entre guillemets, de votre système et de
20 les entiercer le plus rapidement possible?

21 R. Exact.

22 Q. [72] O.K. Je vais revenir très brièvement sur
23 l'affaire Larivière. J'ai compris...

24 LE PRÉSIDENT :

25 Maître Fontaine, est-ce que vous voulez qu'on cote

1 la pièce?

2 Me FRANÇOIS FONTAINE :

3 On peut coter le document, oui.

4 LA GREFFIÈRE :

5 Ça serait l'échange de courriels de monsieur Hanna

6 à monsieur Nantel du treize (13) octobre et la

7 réponse du quatorze (14) octobre, c'est ça?

8 Me FRANÇOIS FONTAINE :

9 Oui.

10 LA GREFFIÈRE :

11 Ça serait sous 101P.

12 Me FRANÇOIS FONTAINE :

13 Merci.

14

15 101P : Échange de courriels de monsieur Hanna à

16 monsieur Nantel du 13 octobre et réponse du

17 14 octobre

18

19 LE PRÉSIDENT :

20 Excusez-moi, là.

21 Me FRANÇOIS FONTAINE :

22 Il n'y a pas de quoi. Et j'ai presque fini.

23 Q. [73] Je veux rapidement aller sur le dossier

24 Larivière, Monsieur Hanna. J'ai compris de votre

25 témoignage que quand vous avez... que vous avez dit

1 à... lorsque monsieur Borduas a parlé de cette
2 enquête-là, que vous, vous ne voyiez pas de
3 possible abus de confiance, c'est ce que j'ai
4 retenu de ce que vous avez dit en témoignage
5 principal?

6 R. Bien, de ce que je connaissais de l'histoire, là,
7 moi je n'en voyais pas.

8 Q. **[74]** Mais ça, c'est avant de savoir... là, je veux
9 être certain de ne pas me tromper, d'avoir eu de
10 l'information quant à une source, si j'ai bien
11 compris, qui vous a parlé? Autrement dit, dès le
12 départ, en raison de ce qui a déclenché, si je peux
13 employer l'expression, l'enquête pour abus de
14 confiance, là, les policiers qui rencontrent
15 monsieur Larivière, qui le voient parler avec le
16 journaliste Bert...

17 R. Berthomet.

18 Q. **[75]** Berthomet. Vous, à ce moment-là, vous ne voyez
19 pas de raison de faire une enquête pour abus de
20 confiance, si j'ai bien compris?

21 R. Bien de faire... Pour moi, faire une enquête
22 criminelle, c'est grave, c'est quelque chose de
23 grave.

24 Q. **[76]** On est d'accord.

25 R. Ça a des conséquences sur des gens, là, je veux

1 dire, ça c'est... Ça fait que moi je suis très
2 prudent avec l'aspect criminel. Dans tous les
3 aspects, là, il faut faire attention, le criminel,
4 on parle de cinq pour cent (5 %) de la population
5 qui font des actes criminels, ça fait qu'il faut
6 toujours garder à l'esprit qu'il y a une
7 présomption de bonne foi des gens, là.

8 Et là, de ce que je comprends de cette
9 enquête-là, c'est que monsieur Larivière rencontre
10 un journaliste dans un restaurant, ils s'en vont
11 rapidement, puis on découvre qu'il a accédé à un
12 dossier dont il avait le droit d'accéder.

13 Q. [77] C'est ça.

14 R. Par après, je pense, par après qu'il ait accédé à
15 ce dossier-là. Et moi, quand il me parle de
16 monsieur Larivière, il me mentionne que le dossier
17 qu'il a accédé, c'est monsieur Lambert. Mais moi,
18 ça me sonne une cloche que v'là quelques mois, il y
19 a quelqu'un qui m'a parlé de ce que monsieur
20 Lambert avait l'intention de faire.

21 Q. [78] Hum hum.

22 R. Monsieur Lambert avait l'intention de diffuser des
23 informations dans les médias le concernant lui-
24 même. Mais à ce que je sache, ça, comme tel, ce
25 n'est pas quelque chose de... tu sais, le contexte,

1 là, que monsieur Lambert veut diffuser quelque
2 chose le concernant, ce n'est pas un abus de
3 confiance. Donc, quand moi je donne l'information à
4 monsieur Borduas, c'est pour expliquer ce contexte-
5 là.

6 Q. **[79]** Mais, je veux juste comprendre, vous là, à la
7 lumière de ce que vous savez, c'est-à-dire vous
8 savez que monsieur Larivière est vu avec un
9 journaliste.

10 R. Oui.

11 Q. **[80]** Subséquemment, il accède à un dossier auquel
12 il a le droit d'accéder. Et, pour vous, si j'ai
13 bien compris, ces faits-là en soi ne sont pas des
14 faits qui devraient déclencher une enquête pour
15 abus de confiance. Est-ce que je comprends bien?

16 R. Bien, vous comprenez bien, dans le sens que ça peut
17 être soumis à un enquêteur, dans le sens, mettons
18 que monsieur Labos vient, puis il vous donne le
19 dossier, parce que souvent c'est les enquêteurs qui
20 sont les experts de contenu, ce n'est pas... tu
21 sais, monsieur Labos, oui, c'est le gestionnaire,
22 mais souvent c'est l'enquêteur qui regarde les
23 faits, bien, moi, si on me soumet ces faits-là, je
24 ne pense pas que j'aurais... comme vous avez dit
25 là. Moi, pour moi, je ne voyais pas d'abus de

1 confiance à première vue.

2 Q. [81] Maintenant, monsieur Borduas, quand il a
3 témoigné, il a dit avoir connaissance d'allégations
4 de collusion entre des affiants et sous-affiants,
5 je ne suis pas certain que je sais ce que je sais
6 ou que je comprends ce que c'est un sous-affiant,
7 dans certains dossiers d'enquête. Vous, est-ce que
8 vous êtes au courant de ces pratiques-là?

9 R. Bien, Monsieur, oui je suis au courant, puis c'est
10 moi qui suis responsable au SPVM, avec le DPCP,
11 pour justement trouver des façons pour, pas
12 remédier à ça parce qu'il n'y a pas vraiment de, il
13 n'y a pas de collusion là, il n'y a pas de faille
14 dans le système là, il n'y a pas une craque qu'on
15 peut rentrer les choses dedans là, ce n'est pas
16 vraiment ça. C'est, je vous l'explique, c'est comme
17 dans toute chose, s'il y a deux personnes ou deux,
18 trois personnes qui font une collusion ensemble
19 pour cacher des faits, bien, ça va être plus
20 difficile de les trouver, surtout quand ces deux
21 personnes-là ont une responsabilité de, mettons, de
22 vérifier ou de voir des vérifications. Si les deux
23 personnes sont ensemble, bien, ça va être difficile
24 de trouver, mais il existe des façons pour retracer
25 ces choses-là. C'est juste que le mécanisme qui est

1 en place, on arrive à retracer, mettons, ces
2 irrégularités-là, mais on arrive à les retracer
3 quand? C'est une fois que le dossier est déjà à la
4 cour, une fois que les vérifications se font après
5 que le mandat ait été octroyé.

6 Q. **[82]** Mais là, vous m'avez perdu un peu là.

7 R. Je sais, je comprends.

8 Q. **[83]** Est-ce qu'on est en matière de sources?

9 R. Oui.

10 Q. **[84]** On est en matière de sources. Alors, c'est par
11 rapport à l'utilisation de sources?

12 R. Bien, en fait, oui. C'est en matière d'utilisation
13 de source, exemple, je vous donne un exemple pour
14 simplifier la chose là. C'est que, exemple, vous,
15 vous avez une source, puis vous me donnez
16 l'information de la source. Et là, vous, moi, je ne
17 pose pas de question sur votre source, puis là, je
18 me rends compte que votre source, moi je fais les
19 vérifications qui me sont dues, parce que j'écris
20 mon mandat, puis je jure sur la bible que c'est la
21 vérité. Bien, je fais les vérifications ou, si je
22 fais des vérifications, je vais me rendre compte
23 qu'il y a des irrégularités. À ce moment-là, c'est
24 des irrégularités administratives. Vous comprenez
25 ce que je veux dire jusque là?

1 Q. **[85]** Hum, hum.

2 R. Et là, je ne ferai pas mon mandat avec votre
3 information source. Mais si la personne qui écrit
4 le mandat est de connivence avec vous, bien, là les
5 deux, on va cogiter ensemble, puis on va dire, bon,
6 parfait, moi je sais que cette source ça n'existe
7 pas. Moi, je vais l'écrire dans mon mandat et je
8 vais le caviarder et comme ça personne ne va s'en
9 rendre compte. Sauf que tôt ou tard, on va s'en
10 rendre compte parce que le DPCP, on a un mécanisme
11 en place, que le DPCP quand il y a un affidavit
12 scellé, avec des informations de source, bien, on
13 va faire appel au MCI, qui est le Module de
14 contrôle de l'informateur pour venir valider ce qui
15 est écrit dans l'affidavit, nonobstant les
16 participants à ce mandat-là.

17 Q. **[86]** Mais, ce que vous décrivez comme processus, ce
18 que vous venez de décrire comme processus, par
19 rapport à, je vous donne l'information, vous savez
20 que ce n'est pas exact, vous allez vous en
21 servir...

22 R. Exact.

23 Q. **[87]** Pour obtenir une autorisation judiciaire, ça
24 veut dire que comme technique d'enquête, on peut
25 utiliser... déclarer l'existence d'une source qui

1 n'en est pas une, si je comprends bien?

2 R. Mais, c'est-à-dire que vous pouvez toujours faire
3 ça, comme je vous explique. C'est qu'on a un
4 mécanisme en place pour, justement, révéler ces
5 choses-là.

6 Q. **[88]** Mais, à votre connaissance, est-ce que ça
7 existe?

8 R. Qu'est-ce qui existe?

9 Q. **[89]** Cette façon de faire là, c'est-à-dire
10 l'utilisation dans des demandes d'autorisations
11 judiciaires, l'allégation de sources qui n'en sont
12 pas.

13 R. Bien, en fait, c'est ça que je veux, je veux qu'on
14 soit très prudent, c'est que les dossiers qui ont
15 été mentionnés ici, qui a des dossiers que ça
16 existe puis il en a eu connaissance, de toute façon
17 c'est moi qui a utilisé ces dossiers-là, ça fait
18 que je suis le premier bien placé pour en parler,
19 ça reste que c'est des présomptions là, puis ça
20 reste que ce c'est, oui, des dossiers sous enquête,
21 puis oui, on regarde ça, mais les gens qui sont
22 intéressés à ça, les deux parties je parle, le
23 contrôleur puis l'affiant, bien, ils n'ont jamais
24 eu le temps, ils n'ont jamais eu l'occasion de
25 donner leur version des faits, ça fait que je ne

1 peux pas conclure moi qu'il y a eu ça tant et aussi
2 longtemps que je n'ai pas tous les faits. Puis,
3 comme je vous dis, c'est important d'avoir tous les
4 faits avant de dire que c'est ça qu'ils ont fait,
5 parce que ça se peut que ce ne soit pas ça, ça se
6 peut qu'il y ait une explication qui peut être
7 aussi simple que le rapport de source que, vous,
8 vous avez écrit, exemple, mais qui soit resté au
9 niveau régional et qui n'a pas été transféré au
10 Module de contrôle des informateurs. Vous
11 comprenez? Ça fait qu'il y a beaucoup d'éléments en
12 jeu qui peuvent venir justifier ça, puis je pense
13 que, tu sais, ces gens-là, ils ont quand même la
14 présomption d'innocence, ça fait que c'est pour ça
15 que je ne veux pas sauter aux conclusions, pour
16 dire que ça existe.

17 Je peux vous dire qu'il y a eu... qu'est-ce
18 que je peux dire, par contre, c'est qu'on s'est
19 rendu compte que ça pouvait peut-être se faire. Ça
20 s'est... je ne dis pas que ça s'est fait, mais vous
21 comprenez la...

22 Q. [90] Mais sans dire que c'est empreint d'une
23 volonté de mauvaise foi, est-ce que ça peut être
24 aussi le résultat d'une négligence dans la
25 vérification de ce qu'on va écrire dans la

1 demande... dans l'affidavit, dans la dénonciation?

2 R. Mais, absolument, parce que c'est sûr qu'il faut
3 qu'il y ait une négligence quelque part pour qu'il
4 y ait des apparences d'irrégularité. S'il n'y a pas
5 de négligence, il ne peut jamais y avoir de... puis
6 comme monsieur le Président l'a dit, le soupçon,
7 c'est l'ennemi de la vérité. Ça fait que tant et
8 aussi longtemps qu'on ne va pas au bout de chaque
9 vérification qu'on doit faire, bien nécessairement,
10 il va subsister des soupçons, puis là, c'est là que
11 ça va amener des questionnements, puis on va se
12 poser la question est-ce que c'est des bons
13 rapports, des mauvais rapports, puis tout, c'est ça
14 qui... c'est là que ça va subsister. Puis
15 malheureusement, dans le travail policier, ça
16 existe.

17 LE PRÉSIDENT :

18 Q. [91] La citation exacte, c'était que la confusion
19 est l'ennemi de la vérité.

20 R. Ah, excusez-moi, oui, je l'ai changé pour des
21 soupçons.

22 Me FRANÇOIS FONTAINE :

23 Q. [92] Merci Monsieur Hanna, je n'ai pas d'autres
24 questions, Monsieur le Président.

25 LE PRÉSIDENT :

1 Merci, Maître Fontaine. Maître Corbo?

2 Me MATHIEU CORBO :

3 Pas de questions, merci.

4 LE PRÉSIDENT :

5 Très bien. Alors, Monsieur Hanna, merci beaucoup de
6 vous être présenté ici...

7 Me MARIO CODERRE :

8 Monsieur le Président...

9 Me FRANÇOIS FONTAINE :

10 C'est à ton tour d'être oublié.

11 Me MARIO CODERRE :

12 Vous m'avez oublié.

13 LE PRÉSIDENT :

14 Est-ce que je suis allé dans le mauvais... oui,
15 oui, oui. Oui, oui, oui, vous avez parfaitement
16 raison.

17 Me MARIO CODERRE :

18 Merci.

19 LE PRÉSIDENT :

20 J'ai... c'est la deuxième fois que ça m'arrive,
21 j'ai remonté la liste plutôt que de la descendre.

22 Me FRANÇOIS FONTAINE :

23 Ça me rassure, Monsieur le Président.

24 Me MARIO CODERRE :

25 Je suis un être très sensible, vous le savez.

1 LE PRÉSIDENT :

2 Oui, ah, bien on va... on prend soin des
3 sensibilités de tout le monde, vous savez, ici.

4 Me MARIO CODERRE :

5 Merci, j'apprécie.

6 LE PRÉSIDENT :

7 Alors Maître Leblanc, ce serait... dans l'ordre, ce
8 serait à votre tour, oui. Dans le fond, je me suis
9 réjoui un peu trop vite, ça revient à ça. C'est un
10 excès d'enthousiasme de ma part.

11 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me CHRISTIAN LEBLANC :

12 Moi aussi, je suis un être sensible, Monsieur le
13 Président. Ceci dit, ça ne devrait pas être très
14 long, sans blague. Et peut-être juste un
15 commentaire qui n'est vraiment pas une critique,
16 mais je veux juste savoir, parce qu'on a fait un
17 tout petit peu de travail ce week-end...

18 LE PRÉSIDENT :

19 Ça, ça annonce généralement une critique.

20 Me CHRISTIAN LEBLANC :

21 Non, non. On a fait un tout petit peu de travail ce
22 week-end et je me rendais compte que les
23 transcriptions de jeudi et vendredi n'étaient pas
24 sur le site. Je ne sais pas si les transcriptions,
25 on les reçoit le matin ou il y a peut-être eu un

1 imbroglio, là, avec ces journées-là en particulier,
2 mais...

3 LE PRÉSIDENT :

4 Je sais qu'on les a maintenant, là, je les ai
5 reçues...

6 Me CHRISTIAN LEBLANC :

7 Oui. Je sais qu'hier soir...

8 LE PRÉSIDENT :

9 C'est que le délai est de trente-six heures (36 h).

10 Me CHRISTIAN LEBLANC :

11 Ah, d'accord.

12 LE PRÉSIDENT :

13 C'est... alors, ça peut arriver, je suppose, que
14 vous le recevez un peu plus tard, mais c'est
15 vraiment...

16 Me CHRISTIAN LEBLANC :

17 Non, c'est... je suis au courant du...

18 LE PRÉSIDENT :

19 Le rythme de vingt-quatre heures (24 h) était
20 impossible à suivre...

21 Me CHRISTIAN LEBLANC :

22 O.K.

23 LE PRÉSIDENT :

24 On s'en est rendu compte...

25

1 Me CHRISTIAN LEBLANC :

2 O.K.

3 LE PRÉSIDENT :

4 Alors on a convenu avec la maison qui fait les
5 transcriptions qu'ils pouvaient extensionner
6 jusqu'à trente-six heures (36 h). C'est
7 l'explication.

8 Me CHRISTIAN LEBLANC :

9 Merci de la précision, Monsieur le Président.

10 Me GUYLAINE BACHAND, commissaire :

11 Mais sur vidéo, on peut... je sais que c'est un
12 autre outil, là, qui permet moins...

13 Me CHRISTIAN LEBLANC :

14 Oui.

15 Me GUYLAINE BACHAND, commissaire :

16 ... de moteurs de recherche, mais lui, par contre,
17 il est disponible... ce midi, on aura cet avant-
18 midi, là, des fois, pour dépanner.

19 Me CHRISTIAN LEBLANC :

20 Oui, tout à fait. Mais effectivement, des fois,
21 avec des mots clés dont je ne révélerai pas la
22 teneur, ça va plus facile... c'est plus facile de
23 chercher, mais merci, Madame la Commissaire. Je
24 vais juste reprendre la balle au bond.

25 Q. [93] Bonjour, Monsieur Hanna. Je vais juste

1 reprendre la balle au bond eut égard au dossier
2 Larivière, puis vous nous avez bien expliqué votre
3 point de vue, là, sur... sur l'existence, ou plutôt
4 la non-existence d'un acte criminel. Est-ce que,
5 aussi, ça rejoint votre point de vue lors de votre
6 témoignage en chef, puis corrigez-moi si j'ai tort,
7 vous disiez... bon, dans ce cas-là, vous ne voyiez
8 pas d'acte criminel, mais parfois, si à priori, on
9 peut voir un acte criminel, ça ne veut pas dire
10 qu'à chaque fois, on déploie tout l'arsenal des
11 techniques d'enquête, j'ai raison de dire ça?

12 R. Oui, vous avez raison.

13 Q. **[94]** Et si on prend l'affaire Larivière et que je
14 vous dis qu'ultimement, le policier Larivière s'est
15 vu installer un logiciel espion, le Spector, sur
16 son téléphone, je présume que ça aussi, ce n'est
17 pas quelque chose avec lequel, disons-le comme ça,
18 là, vous seriez... vous êtes très à l'aise dans ce
19 dossier-là. Si vous ne voyiez même pas d'acte
20 criminel au départ, là.

21 R. Bien en fait, pour ce qui est juste de...
22 admettons, on va parler juste du logiciel...
23 encore, je vais reprendre les paroles de monsieur
24 le Président, c'est une sauce piquante, là,
25 c'est... pour moi, c'est un logiciel qui est très

1 piquant, là, c'est...

2 Q. [95] Ça va loin.

3 R. Ça va loin puis... je veux dire, j'ai eu ces
4 conversations-là avec plusieurs enquêteurs... bien,
5 plusieurs enquêteurs! En tout cas, avec certains
6 enquêteurs, à l'effet que ça allait à un point où
7 ça pouvait être de l'écoute, dans un sens, là. Tu
8 sais, on intercepte des courriels, là on parle de
9 délais, les délais sont variables, on parle de
10 courts délais. De toute façon, en écoute
11 électronique, de toute façon il y a un délai. Je
12 veux dire, même en écoute électronique, pour avoir
13 les emails souvent ça va au lendemain. On les
14 intercepte « live » mais ça va au lendemain avant
15 qu'on puisse avoir accès.

16 Donc, moi, un délai de quelques minutes,
17 pour moi ça reste que c'est du temps réel. Donc,
18 c'est ça la sensibilité. Puis quand, moi, j'ai un
19 outil, que je ne connais pas l'ampleur de l'outil,
20 c'est comme une arme, si je ne connais pas tout
21 l'effet destructeur de cette arme-là, bien, je vais
22 me garder une réserve pour ne pas l'utiliser pour
23 ne pas dire que je ne l'utiliserais pas.

24 Donc, oui, vous avez raison, dans le sens
25 que, pour moi, c'est une technique d'enquête qui

1 est assez... assez puissante.

2 Q. [96] Dans le dossier Larivière, là, vous n'auriez
3 pas utilisé ça, vous, Monsieur Hanna?

4 R. Moi, je ne l'aurais pas utilisé.

5 Q. [97] Puis je comprends aussi que c'est encore pire
6 quand on pense qu'on peut intercepter des choses
7 journalistiques, vous faisiez référence à la
8 jurisprudence tantôt, je sais que vous avez un bac
9 en droit, je ne veux pas aller trop loin là-dedans,
10 mais, en plus, quand il s'agit de journalistes?

11 R. Bien, en fait, c'est qu'il faut faire attention.
12 C'est que le... je sais que, dans le dossier
13 Larivière, ça a été utilisé avec des autorisations
14 judiciaires. Donc, ça reste que l'enquêteur en
15 question a quand même fait ses devoirs, il est allé
16 voir un juge de paix pour... qui lui a donné une
17 autorisation judiciaire. Donc, là-dessus, je pense
18 que c'est... juridiquement parlant, c'est bien
19 fondé.

20 Pour ce qui est de... ce qui me faisait
21 peur dans... Bien, en fait, mon implication dans
22 Larivière est arrivée à la fin. À la fin, lorsqu'il
23 y a eu des développements dans le dossier, puis
24 comme j'étais en fonction supérieure, on m'a mis en
25 charge avec un avocat qui était mandaté par le

1 Service de police de la Ville de Montréal, pour
2 justement finir le dossier. Étant donné que le DPCP
3 avait débarqué du dossier, il fallait continuer le
4 dossier. Et là je me suis rendu compte qu'il y
5 avait justement des courriels d'avocats et non pas
6 de journalistes là-dedans.

7 Donc, c'est là que j'ai vu les limites de
8 ce logiciel-là. C'est qu'on pouvait intercepter pas
9 mal tout, on pouvait accéder à tout, incluant des
10 courriels d'avocats. Donc, c'est ça la sensibilité
11 qu'il faut tenir compte.

12 Q. **[98]** Est-ce que vous êtes au courant de, parfois,
13 de l'utilisation par des policiers de ce logiciel-
14 là sans autorisation judiciaire?

15 R. En fait, je sais qu'il n'y a personne au SPVM qui a
16 déjà utilisé ce logiciel-là, de connaissance, là,
17 sauf... sauf les fois qu'ils ont été utilisés.
18 Donc, je ne connais pas d'enquêteurs qui utilisent
19 ce logiciel-là.

20 Q. **[99]** Dans le fond, la seule utilisation du
21 logiciel, à votre connaissance, au SPVM, en
22 enquête, ça a été dans ce dossier-là, c'est ça que
23 vous dites?

24 R. Et dans le dossier Djelidi.

25 Q. **[100]** Et dans le dossier Djelidi.

1 R. Oui.

2 Q. **[101]** Donc, ces deux fois là seulement.

3 R. À ma connaissance.

4 Q. **[102]** Au cours de votre carrière.

5 R. Oui.

6 Q. **[103]** D'accord. Justement, revenons au rôle de
7 l'entiercement, quand vous arrivez... ou votre rôle
8 eu égard à l'entiercement, parce que je pense que
9 vous jouez un rôle eu égard à l'entiercement des
10 données Larivière, n'est-ce pas?

11 R. Bien, moi, je pensais que j'avais joué un rôle
12 positif mais là, avec toutes les questions qu'on me
13 pose, on dirait que j'ai commis une erreur en le
14 soulevant.

15 Q. **[104]** Monsieur Hanna, je ne m'en vais pas là, pas
16 du tout.

17 R. Non, non, je sais, je sais.

18 Q. **[105]** Je reconnais vos efforts, là, je ne m'en vais
19 pas là du tout.

20 R. Oui, j'ai joué un rôle puis je pensais que c'était
21 pour le bien, justement, que j'ai fait ce rôle-là.

22 Q. **[106]** Et ça, juste comprendre, l'entiercement dont
23 on parle, c'est le... donc, des données Larivière,
24 là, c'est les mêmes ou c'est en même temps ou à
25 l'occasion de l'entiercement dont on vient de

1 parler, au mois d'octobre, ou c'est une procédure
2 différente?

3 R. Non, en fait, dans le dossier Larivière, à la fin
4 du dossier Larivière, comme je vous explique, quand
5 le DPCP n'y était plus, j'étais en collaboration
6 avec un avocat mandaté par le SPVM, et là on s'est
7 rendu compte qu'il y avait des documents d'avocats
8 qui étaient dans nos données ou, du moins, qui
9 avaient été interceptées.

10 Q. [107] O.K.

11 R. Et là il fallait faire une procédure
12 d'entiercement. Là c'est facile parce que, je veux
13 dire, c'est une procédure Lavallée, c'est... tu
14 sais, je veux dire, tout le monde connaît ça, on
15 sait comment la faire. C'était facile pour moi de
16 faire ça. Puis d'autant plus qu'il n'y avait plus
17 de procédure judiciaire dans ce dossier-là, donc
18 c'était facile, je les avais mis sur une clé USB,
19 je n'ai pas posé de question à personne, je n'ai
20 pas voulu en faire plus que le client en demande.
21 J'ai mis ça sur une clé USB, c'était convenu avec
22 l'avocat désigné, on a remis ça à l'avocat de la
23 défense puis ça a bien été.

24 Donc, ce n'était pas un entiercement...
25 malgré que c'est des données d'avocats, oui, c'est

1 un entiercement mais c'était facile, je l'ai mis
2 sur une clé USB, je l'ai donné puis ça a fini là.
3 Donc, ça...

4 Q. **[108]** Vous dites que vous l'avez remise à l'avocat
5 de la défense. Vous étiez dans le processus de
6 divulgation de la preuve, c'est ça?

7 R. Non. En fait, non, c'est que... qu'est-ce qui est
8 arrivé dans ce dossier-là, juste pour bien vous
9 situer, c'est que le DPCP, dans ce dossier-là,
10 alors qu'il y avait eu des autorisations
11 judiciaires...

12 Q. **[109]** Oui.

13 R. ... le DPCP s'est retiré du dossier et là le SPVM
14 était comme pris devant des procédures ou devant
15 des tribunaux mais il avait... le DPCP ne voulait
16 plus représenter le SPVM. Donc, il a fallu aller
17 chercher un avocat externe pour venir représenter
18 le SPVM. Et là les représentations, somme toute, ce
19 n'était plus... il n'y avait plus d'accusation,
20 parce que là le DPCP s'est retiré, ça fait qu'il
21 n'y avait plus...

22 Q. **[110]** C'est ça que j'essayais... devant les
23 tribunaux, on sait que le dossier Larivière il n'y
24 a pas eu d'accusations portées.

25 R. Oui.

1 Q. [111] Donc il y a eu d'autres procédures?

2 R. Bien en fait c'est ça c'est que, pour bien vous
3 expliquer, c'est que le DPCP... je veux juste voir
4 comment je pourrais vous l'expliquer pour que tout
5 le monde comprenne. C'est qu'il y a eu des
6 autorisations judiciaires.

7 Q. [112] Oui.

8 R. L'enquêteur avait été chercher des autorisations
9 judiciaires.

10 Q. [113] Hum, hum.

11 R. Et là, à ce moment-là il voulait... ils ont déposé
12 un dossier au DPCP pour les accusations, donc il y
13 a un procureur du DPCP qui a été nommé au dossier.

14 Q. [114] Oui.

15 R. Et lorsqu'il a pris connaissance de la preuve, il a
16 pris connaissance également des autorisations
17 judiciaires.

18 Q. [115] Hum, hum.

19 R. Et là, le DPCP a jugé que les autorisations
20 judiciaires n'étaient pas... il y avait eu la
21 revue, il y avait eu plusieurs arrêts en matière de
22 fouille dans les ordinateurs et tout ça et le DPCP
23 avait jugé que les autorisations judiciaires
24 étaient... étaient trop larges, avaient une portée
25 trop large et a demandé à ce que soient faites

1 d'autres autorisations judiciaires plus précises.
2 Et là, il y a eu... je ne sais pas ce qui s'est
3 passé entre l'enquêteur et le DPCP, mais je sais
4 que le DPCP suite à ces négociations-là, il s'est
5 retiré du dossier complètement. Donc...

6 Q. **[116]** O.K.

7 R. ... ce qui est arrivé c'est que monsieur Larivière,
8 lui, il poursuivait ses recours à ouvrir les... les
9 mandats pour aller voir les mandats.

10 Q. **[117]** C'est à ça que vous faites allusion. O.K.

11 R. Et là, le DPCP a dit : bien nous autres on se
12 retire, ça fait qu'on n'est pas pour aller vous
13 représenter devant... devant les tribunaux pour
14 l'ouverture des scellés alors qu'on n'est plus
15 partie dans le dossier. Et là, c'est à ce moment-là
16 qu'il y a un avocat externe qui a été nommé pour
17 représenter la SPVM pour pouvoir pallier à ce
18 retrait-là.

19 Q. **[118]** Pour défendre en quelque sorte les
20 autorisations judiciaires obtenues par le SPVM?

21 R. Bien en fait on n'était plus... on n'était plus à
22 la phase de défense, c'était plus pour justement
23 répondre aux demandes de la partie défenderesse
24 pour voir de quelle façon qu'on pouvait leur
25 remettre les CD sans... sans pour autant nuire à

1 des tiers innocents, comme des sources ou des
2 techniques d'enquête.

3 Q. **[119]** Quand vous faites allusion à la partie
4 défenderesse, vous faites allusion à monsieur
5 Larivière?

6 R. Absolument, oui.

7 Q. **[120]** Qui, lui, voulait obtenir les...

8 R. Lui, il voulait avoir les...

9 Q. **[121]** ... les mandats.

10 R. ... les autorisations judiciaires. Et il fallait...
11 il fallait trouver la bonne façon pour lui
12 remettre.

13 Q. **[122]** Et ce que vous savez donc c'est que le DPCP
14 aurait dit que les... les autorisations étaient
15 trop larges, aurait voulu refaire des autorisations
16 plus précises. Et là, prochaine étape, le DPCP se
17 retire.

18 R. Oui.

19 Q. **[123]** C'est ça qui est à votre connaissance?

20 R. Exact.

21 Q. **[124]** Vous ne savez pas pourquoi davantage le DPCP
22 se retire, autre que ça?

23 R. Bien en fait je suis convoqué... je suis convoqué
24 dans le bureau de monsieur... monsieur Labos et de
25 monsieur Werrote.

1 Q. [125] Oui.

2 R. En compagnie... moi, je suis comme superviseur des
3 enquêtes nouvellement nommé en fonction supérieure.
4 On me convoque et là on me dit : « C'est quoi cette
5 affaire-là, le DPCP se retire, est-ce que... »
6 Puis, moi, de mes connaissances juridiques, je ne
7 voyais pas comment qu'on pouvait... comment que le
8 DPCP pouvait se retirer, là. Donc là, à ce moment-
9 là, je... j'ai demandé à monsieur Borduas de venir
10 pour voir c'est quoi... qu'est-ce qui se passe avec
11 ce dossier-là. Et là, avec les explications de
12 monsieur Borduas je comprenais que le DPCP voulait
13 se retirer, donc on appelé le DPCP qui était au
14 dossier. Je ne me rappelle plus son nom, je le
15 connaissais parce qu'il m'a reconnu puis là, lui,
16 il explique qu'il a demandé à ce que des
17 autorisations judiciaires soient refaites dans un
18 terme plus précis pour, justement, quant à la
19 fouille dans les ordinateurs. Et l'enquêteur ne
20 voyait pas l'utilité de le faire, donc le DPCP a
21 décidé de se retirer en accord avec son... avec le
22 chef de... le chef adjoint, madame Brissette,
23 maître Brissette, qu'ils ont pris la décision de se
24 retirer. Donc, moi, j'ai parlé avec le procureur en
25 question, je lui ai dit : « O.K. Mais si on refait

1 les mandats est-ce que vous êtes... est-ce que vous
2 allez rester au dossier? » Pour eux autres
3 c'était... c'était terminé, c'était... c'était
4 comme...

5 Q. **[126]** Et monsieur Borduas, lui, les explications
6 qu'il donne lors de la rencontre avec messieurs
7 Labos et Werotte?

8 R. Bien à ce moment-ci les arguments qu'il donne...
9 puis c'est des arguments quand même valables dans
10 le sens que, oui, le procureur voulait avoir des
11 autorisations judiciaires plus précises, mais je
12 pense que la charge de travail allait être un peu
13 plus élevée dans le sens que refaire tous les
14 mandats et... et la spécificité... et le besoin, il
15 ne voyait pas le besoin. Puis c'est à ce niveau-là,
16 Mais, moi, quand on me convoque dans cet appel
17 conférence-là, moi, je suis à l'étape des
18 négociations parce que dans le fond on appelle le
19 DPCP pour pouvoir avoir une entente, puis on fait
20 souvent ça avec le DPCP, il y a des malentendus.
21 Mais il était trop tard, le DPCP ne voulait pas...
22 il ne voulait pas poursuivre dans ce dossier-là.

23 Q. **[127]** Puis plus précises à quel égard, Monsieur
24 Labos... Monsieur Hanna, pardon.

25 R. Vous voulez dire par rapport aux autorisations

1 judiciaires?

2 Q. **[128]** Oui.

3 R. Je pense que c'est plus au fait que... puis là je
4 vous parle au meilleur de ma connaissance, là, je
5 ne les ai pas lues d'ailleurs, ces autorisations
6 judiciaires, je pense aux portées... je pense que
7 les autorisations judiciaires demandées avaient une
8 portée trop large dans la fouille de l'ordinateur.
9 Et le DPCP aurait aimé que la fouille dans les
10 ordinateurs ou dans les supports informatiques soit
11 d'une portée plus restreinte, c'est-à-dire être
12 plus... plus ciblée.

13 Q. **[129]** Il n'y avait pas de balises, il n'y avait pas
14 de...

15 R. C'est plus ça, c'est plus dans les... dans les
16 modalités. Je pense qu'il voulait avoir plus de
17 modalités pour justement restreindre la fouille.

18 Q. **[130]** D'accord. Et... et je comprends donc que vous
19 expliquez que le DPCP se retire, qu'un avocat à
20 l'externe, pour le SPVM, entre en jeu dans les
21 contestations de monsieur Larivière sur les
22 mandats. Si j'en reviens à l'entiercement, qu'est-
23 ce que vous avez fait pour... je dis « vous » parce
24 que je crois comprendre, mais corrigez-moi si j'ai
25 tort, que ça a été une partie de votre travail,

1 qu'est-ce que vous avez fait pour l'entiercement?

2 R. Bien rapidement, bien comme je l'expliquais la
3 semaine passée, c'est que des fois, quand on se
4 rend compte qu'il y a quelque chose qui ne va pas
5 dans le dossier ou il y a eu quelque chose, du
6 moins, irrégulier ou des affaires qui n'ont pas
7 bien fonctionné, bien on n'essaie pas de se battre
8 jusqu'à la fin puis avoir raison.

9 Q. **[131]** Incidemment, est-ce que le fait que des
10 journalistes et que des sources journalistiques
11 étaient en jeu, que ça faisait partie de l'enquête
12 d'abus de confiance, ça a été soulevé, ça, à ce
13 moment-là, soit dans la rencontre avec monsieur
14 Labos ou avec le DPCP?

15 R. Je pense que... Non, ça n'a pas été soulevé parce
16 que... ça n'a pas été soulevé. Je pense qu'on
17 n'était comme... on n'était pas rendu là, on était
18 vraiment au départ puis ça ne fonctionnait pas, ça
19 ne fonctionnait pas.

20 Q. **[132]** O.K.

21 R. Ça fait que c'était... Puis comme je vous disais,
22 donc...

23 Q. **[133]** Donc, je suis désolé. Donc, au niveau de
24 l'entiercement?

25 R. C'est ça, donc à partir de là, nous autres, on

1 savait qu'il fallait, justement, remédier à cette
2 situation-là. Donc c'est pour ça qu'immédiatement,
3 on ne s'est pas battu pour garder les mandats, on a
4 essayé juste d'accommoder monsieur Larivière et son
5 avocat, de quelle façon on pouvait transmettre les
6 données pour ne pas nuire à qui que ce soit.

7 Q. **[134]** Hum hum. Et...

8 R. C'est ça qu'on a fait. Donc, qu'est-ce que j'ai
9 fait dans ce dossier-là?

10 Q. **[135]** Oui.

11 R. C'est qu'on a pris les données qui avaient été
12 récoltées concernant monsieur Larivière et les
13 mettre sur une clé USB, une clé USB ordinaire, dans
14 le fond, pas de sécurité, là, parce qu'on la
15 remettait de main à main, ainsi qu'on remettait
16 tout ce qui avait été saisi, tous les biens qui
17 avaient été saisis, les ordinateurs qui avaient été
18 saisis, les disques durs saisis, on a tout remis ça
19 à monsieur. Donc, la partie de l'entiercement, je
20 ne me rappelle pas très bien combien de données il
21 y avait, mais à mon souvenir, il n'en avait pas
22 tant que ça puisqu'on lui a remis tout ce qu'on
23 avait, c'est-à-dire les ordinateurs saisis, les
24 disques durs saisis on lui a remis.

25 Q. **[136]** Et est-ce que vous avez effacé toutes les

1 données qui auraient pu se retrouver sur des
2 serveurs ou ailleurs au SPVM?

3 R. À ce moment-là, on avait effacé les données, mais
4 pas de la façon qu'on l'a fait dans le dossier
5 Djelidi, d'une façon exhaustive. Comme je vous dis,
6 à ce moment-là, moi je ne savais pas qu'on pouvait
7 avoir des données « back up » qui étaient en
8 virtuel. Donc ça n'avait pas été fait à ce moment-
9 là.

10 Q. **[137]** C'est ça, je pense que vous avez dit, dans
11 votre témoignage, qu'en fait, il y avait... dans
12 Djelidi, en tout cas, il y avait... vous vous êtes
13 rendu compte qu'il y avait trois serveurs sur
14 lesquels des données se situaient?

15 R. Oui.

16 Q. **[138]** Celui de la DAI, celui des renseignements et
17 celui des services technologiques, si je ne me
18 trompe pas?

19 R. Soutien technique, oui.

20 Q. **[139]** Soutien technique, pardon, O.K. Dans le cas
21 de Larivière, je comprends que vous avez effacé les
22 données, mais pas dans tous les serveurs ou vous
23 n'en avez pas effacé du tout? Je pense que vous
24 m'avez dit que vous en aviez effacé?

25 R. Bien moi j'ai effacé celles qui étaient dans le

1 serveur local des Affaires internes à ce moment-là.

2 Q. **[140]** De la DAI, d'accord.

3 R. Puis comme je vous dis, mes connaissances
4 informatiques, je n'avais pas à l'esprit qu'on
5 pouvait avoir d'autres données ailleurs.

6 Q. **[141]** Je comprends.

7 R. Et puis je n'ai pas cherché non plus, honnêtement,
8 je n'ai pas cherché à savoir si elles étaient
9 ailleurs.

10 Q. **[142]** O.K. Et donc... et par la suite, lorsque vous
11 apprenez que ça peut être dans d'autres serveurs,
12 est-ce qu'il y a quelqu'un ou vous-même qui les a
13 effacées ou vous n'avez juste jamais retourné sur
14 ce dossier-là?

15 R. Bien en fait, c'est que j'ai demandé à quelqu'un
16 qui est comme en support informatique puis il m'a
17 dit que si j'avais supprimé les données que moi
18 j'avais dans mon lecteur, puis ça faisait plusieurs
19 années, bien c'est qu'étant donné qu'on a beaucoup
20 de données au SPVM, bien que ces données-là étaient
21 déjà effacées. Je n'ai pas besoin de revenir deux
22 ans en arrière pour, justement, réeffacer ces
23 données-là, ces données-là ont été compressées avec
24 le temps et effacées parce que pour faire de la
25 place. Donc...

1 Q. **[143]** Est-ce qu'il vous a parlé du temps où ces
2 données-là sont effacées? Vous dites deux, trois
3 ans, à votre connaissance, vous souvenez-vous de la
4 période de temps?

5 R. Il ne m'a pas parlé de temps, c'est moi qui lui ai
6 dit, je lui ai dit : « Bien c'est des données, je
7 pense, qui datent d'à peu près deux ans. » À ce
8 moment-là.

9 Q. **[144]** Oui.

10 R. Il m'a dit : « Ah, deux ans, c'est sûr. » Ça fait
11 que crois que j'avais compris un an, mais comme je
12 vous dis, je ne me rappelle pas du temps qu'il m'a
13 dit, combien de temps qu'il faut attendre. Le but,
14 c'est de les effacer immédiatement, là, on
15 s'entend, c'est ça que je cherchais à comprendre.

16 Q. **[145]** Oui. Je comprends que si vous l'aviez su,
17 vous l'auriez fait, là, on n'ira pas là, mais...

18 R. Oui, oui, c'est ça mais non, je ne le savais pas.

19 Q. **[146]** Ce qu'il vous dit, c'est deux ans sûr, mais
20 peut-être une année, c'est...

21 R. C'est ça, il m'a dit : « Ah, ça fait combien de
22 temps? » J'ai dit : « Ça fait deux ans. » Il m'a
23 dit : « Tu n'as pas besoin de t'inquiéter, c'est
24 déjà effacé. »

25 Q. **[147]** Et ça, ça inclut les données, donc, dans le

1 serveur du soutien technologique et les données
2 dans le serveur de renseignements?

3 R. Oui. Oui, mais à ce moment-là, dans les... je ne
4 sais pas si... je crois, de mémoire, parce que je
5 n'ai pas eu accès à ce dossier-là et je n'ai pas
6 participé activement à ce dossier-là, je crois
7 qu'il n'y avait pas de données aux renseignements
8 pour la simple et unique raison que je ne suis pas
9 sûr qu'il y avait... je ne sais pas s'il y a eu un
10 registre d'appels de monsieur... Peut-être qu'il y
11 en a eu un, mais je ne peux pas vous dire.

12 Q. **[148]** Dans Larivière?

13 R. Dans Larivière. Je ne peux pas vous dire, non.

14 Q. **[149]** Est-ce que le serveur des... Je pensais, moi,
15 que ce qu'on avait dans le serveur du Renseignement
16 c'était toujours conservé, justement, pour faire
17 des corrélations, s'il y a cinq ans, on a vu
18 quelqu'un dans le parc puis on découvre maintenant
19 des ossements, ah, peut-être qu'on pourra faire...
20 C'est un serveur qui collige tout, une espèce de
21 méga serveur dans lequel on garde tout?

22 R. Ce n'est pas à ce niveau-là. Je vais vous expliquer
23 dans quel sens. C'est que... On va parler du
24 dossier Djelidi pour que vous compreniez, c'est
25 que, ou exemple du registre de monsieur Lagacé.

1 Q. [150] Oui.

2 R. Le registre de monsieur Lagacé, lorsque le registre
3 entre au SPVM, il va entrer à madame Annie Landry.
4 C'est un registre, avec tous les numéros de
5 téléphone.

6 Q. [151] Oui.

7 R. Madame Landry va demander aux renseignements de
8 vérifier ces numéros de téléphone-là, voir c'est
9 qui les propriétaires, c'est qui les personnes
10 abonnées. Donc, elle va envoyer ce registre-là aux
11 renseignements. Donc, ce registre-là va aller
12 informatiquement aux renseignements, eux autres,
13 ils vont vérifier les noms et ils vont mettre un
14 nom à côté de chaque numéro de téléphone, à peu
15 près là, tu sais, je veux dire, grossièrement,
16 c'est ça qu'ils font. Et, ensuite, ils vont
17 communiquer ces résultats-là à madame Landry avec
18 les noms, mais ils vont garder une copie, non pas
19 pour le garder dans le SARC, vous, vous parlez plus
20 du SARC, ça, ça n'a rien à voir avec le SARC, c'est
21 vraiment à l'externe. Ils vont garder ça à leur
22 niveau, si jamais madame Landry, elle perd ses
23 données, bien, elle a des « back ups » aux
24 Renseignements. Et, la façon qu'ils détruisent ça,
25 je ne sais pas c'est de quelle façon, mais ces

1 données-là ne sont pas versées dans le SARC, où
2 est-ce que vous dites qu'on, mettons, voilà deux
3 ans, il y avait quelqu'un dans le parc, c'est deux
4 systèmes complètement parallèles.

5 Q. **[152]** C'était ma prochaine question là. Ce n'est
6 pas... Le serveur des Renseignements n'est pas
7 partagé avec aucune autre base de données de type
8 SARC.

9 R. Non. Pas dans ces cas-là de registre de données.

10 Q. **[153]** O.K. Est-ce qu'à ce moment-là, au niveau de
11 l'entiercement, vous en discutez avec vos
12 supérieures, soit monsieur Labos, soit monsieur,
13 c'est Werotte, je pense, qui est là à cette époque-
14 là?

15 R. Werotte, oui.

16 Q. **[154]** Est-ce que c'est discuté ça avec vos
17 supérieurs, des mécanismes de ce que vous allez
18 faire ou c'est vous, de votre propre chef, qui
19 décidez de le faire?

20 R. Dans le dossier Larivière, vous voulez dire, à ce
21 moment-là?

22 Q. **[155]** Oui.

23 R. Non. C'est de mon propre chef, mais je tiens à
24 informer monsieur Labos, du moins, dans le fond, ce
25 n'est même plus entre les mains de monsieur Labos,

1 parce que c'était monsieur... le responsable des
2 Services juridiques, c'était lui qui avait pris,
3 justement, étant donné qu'il fallait qu'ils
4 engagent un avocat externe.

5 Q. **[156]** Oui.

6 R. Donc, c'était lui qui était en charge de cette
7 procédure-là. Donc, il était informé via l'avocat
8 qui avait été engagé par le SPVM et via moi, par
9 email des procédures qu'on faisait à monsieur
10 Larivière et j'en glissais un mot à monsieur Labos
11 pour lui dire, bien, on s'occupe du dossier, voici,
12 on lui a redonné ses effets, on lui avait redonné
13 ses données, ça avait terminé comme ça.

14 Q. **[157]** Dans le fond, puis après je passe à autre
15 chose, mais dans le fond, dans le dossier
16 Larivière, ce n'est pas un entiercement comme tel
17 qui s'est faire, c'est...

18 R. Une remise...

19 Q. **[158]** Monsieur Larivière veut les documents,
20 comment fait-on?

21 R. Exact.

22 Q. **[159]** C'est ça?

23 R. C'est ça. L'entiercement, que moi je décris à ce
24 moment-là, c'est de prendre les données, de les
25 mettre à l'extérieur du serveur du SPVM et de lui

1 redonner. C'est ça, comme je vous dis, ce n'est pas
2 un entiercement parfait.

3 Q. **[160]** Parfait. Alors, j'ai dit que je saisissais la
4 balle au bond dans Larivière, je veux juste revenir
5 maintenant un peu à l'arrière. Je voulais débiter
6 en disant, quand vous arrivez à la DAI, mais ce
7 n'est pas si simple la situation. Donc, lorsque
8 vous êtes en contact avec la DAI, ne serait-ce que
9 parce que vous êtes prêté ou parce que vous avez,
10 effectivement, je pense que c'est en octobre deux
11 mille quatorze (2014), été officiellement assigné à
12 la DAI, dans toute cette période de temps là, est-
13 ce qu'on vous donne des instructions, des
14 directives ou on vous demande de focusser sur, en
15 particulier, les fuites médiatiques policières.
16 Est-ce que c'est à votre connaissance ça?

17 R. Non.

18 Q. **[161]** Est-ce que, que ce soit monsieur Labos,
19 Werotte, monsieur Renaud plus tard même, je ne sais
20 pas si vous avez travaillé sous monsieur Renaud?

21 R. Oui.

22 Q. **[162]** Est-ce que ça déjà été discuté, et là je
23 parle de façon organisationnelle, DAI, là. Est-ce
24 que ça déjà été discuté avec vous, à votre
25 connaissance, que la DAI devait d'abord ou peut-

1 être s'orienter davantage sur les fuites
2 médiatiques?

3 R. Non. Absolument pas. Puis, ça va dans le sens que
4 vous savez qu'il y a eu une autre enquête qui a été
5 menée par monsieur Guérin, chapeauté par monsieur
6 Guérin concernant des fuites, je pense, dans
7 Montréal-Nord ou quelque chose en rapport avec ça,
8 puis ça été fait à l'extérieur de la DAI. Donc,
9 pour moi, ce n'était pas un mandat de la DAI ou on
10 ne m'a jamais parlé de ça comme tel à la DAI.

11 Q. **[163]** O.K. Je vais y revenir tantôt là, je ne veux
12 pas que, parce que ce n'est pas clair pour moi,
13 dans Montréal-Nord s'il y avait une autre enquête
14 ou si c'était... On a eu des témoignages, puis on
15 peut peut-être l'aborder maintenant. On a eu un
16 témoignage, entre autres, de monsieur Pichet, qui
17 effectivement reconnaissait qu'on avait demandé de
18 passer le test du polygraphe, eu égard à Montréal-
19 Nord et aux fuites. Mais, moi, je n'étais pas au
20 courant et peut-être que vous pouvez clarifier pour
21 la Commission, est-ce qu'il y a eu une enquête en
22 bonne et due forme de déclenchée sur les fuites
23 médiatiques, à votre connaissance, suit à l'affaire
24 Montréal-Nord? Et, Montréal-Nord, pour que tout le
25 monde comprenne là, je comprends que c'est

1 l'affaire où ce qui est rapporté dans les médias,
2 c'est que certaines interventions policières
3 auraient été stoppées pour des raisons politiques
4 là. Je résume là, mais... On parle de cette
5 affaire-là là?

6 R. Oui. De cette affaire-là.

7 Q. **[164]** O.K.

8 R. À ce moment-là, à ce moment-là... bien, de cet
9 événement-là, moi, je suis à la Moralité-Est et
10 la... bien, la fuite ou l'information qui a été
11 diffusée provient de l'Est, parce que c'était une
12 opération Montréal-Nord appartient à la région Est.

13 Q. **[165]** Hum hum.

14 R. Donc, j'ai vu se mettre en branle ces travaux-là...

15 Q. **[166]** Oui.

16 R. ... et c'était des commandants, c'était deux
17 commandants et une personne de la DAI...

18 Q. **[167]** Oui.

19 R. ... mais du côté discipline qui participait à ces
20 travaux-là, à l'enquête. Dans mon esprit à moi,
21 c'était une enquête...

22 Q. **[168]** Oui.

23 R. ... peut-être pas une enquête criminelle, puis même
24 que je vous dirais que ce n'était pas une enquête
25 criminelle selon moi...

1 Q. [169] O.K.

2 R. ... tu sais, ce n'était pas une enquête criminelle,
3 c'était plus une enquête disciplinaire, à ce que
4 j'ai compris, là, ou du moment où mes confrères qui
5 ont eu à aller... tu sais, à aller se faire
6 interroger par rapport à ça, mes confrères de
7 l'Est, c'est une enquête qui était, somme toute,
8 administrative, disciplinaire.

9 Q. [170] D'accord. Par deux commandants, je pense
10 qu'un commandant, c'est monsieur Guérin?

11 R. Non.

12 Q. [171] Non?

13 R. Monsieur Guérin, c'est l'assistant-directeur.

14 Q. [172] O.K.

15 R. Il y avait deux commandants... deux commandants, un
16 de l'Est, un de la Division du crime organisé, puis
17 un enquêteur, un sergent-enquêteur de la Division
18 des affaires internes, côté discipline.

19 Q. [173] O.K. Et donc, ce... à votre connaissance,
20 c'est une enquête disciplinaire, à votre
21 connaissance, aussi, donc, il y a certains de vos
22 confrères, comme vous dites, qui ont été
23 interrogés...

24 R. Oui.

25 Q. [174] ... eut égard aux fuites médiatiques, c'est

1 ça?

2 R. Bien en fait, moi aussi, j'étais... on était prévu,
3 tous les gens de l'Est, à se faire interroger, moi
4 et ma gang... je veux dire, ma gang, mon équipe de
5 la Moralité aussi, on devait... on devait se
6 faire...

7 Q. **[175]** Ça fait que c'est tous les policiers affectés
8 à la région Est?

9 R. Bien en fait, c'est que l'enquête... bien,
10 l'enquête ou les travaux, là, je ne sais pas
11 comment l'appeler, je suis...

12 Q. **[176]** Oui.

13 R. Admettons l'enquête comme telle, ça visait des gens
14 qui étaient au courant de l'opération. Les gens qui
15 étaient censés participer à l'opération.

16 Q. **[177]** O.K.

17 R. Donc beaucoup de personnes de l'Est, il y avait
18 quelques personnes du Crime organisé qui
19 participaient à cette enquête-là et beaucoup de
20 policiers de la gendarmerie aussi qui participaient
21 à cette opération-là, là, tu sais.

22 Q. **[178]** Gendarmerie Royale du Canada?

23 R. Non, non, non, excusez-moi, la gendarmerie... la
24 patrouille enquêteur. Exact, tu sais, des gens,
25 oui, comme nous, de la patrouille.

1 Q. **[179]** Non, gendarmerie, les agents enquêteurs. Les
2 gens de patrouille, excusez-moi. O.K. O.K. Donc
3 eux, c'était prévu qu'ils soient rencontrés pour
4 interrogatoire, à votre connaissance.

5 R. Oui, exactement.

6 Q. **[180]** O.K. Puis toujours, là, parce que c'est là-
7 dessus que porte la Commission, c'était en lien ou
8 eu égard à des fuites médiatiques?

9 R. Oui.

10 Q. **[181]** O.K. Est-ce que vous, vous avez été
11 rencontré?

12 R. Non.

13 Q. **[182]** Non. Les deux commandants, vous souvenez-vous
14 de leurs noms?

15 R. Oui. Est-ce que vous voulez...

16 Q. **[183]** S'il vous plaît.

17 R. Monsieur Guy Bianchi et monsieur Milano.

18 Q. **[184]** O.K. Et l'enquêteur du DAI côté
19 disciplinaire, là.

20 R. C'est monsieur Richard Bergeron.

21 Q. **[185]** O.K. Vous n'êtes pas au courant de ce qui est
22 advenu de cette enquête-là, vous, personnellement,
23 ou...

24 R. Non.

25 Q. **[186]** ... êtes-vous au courant?

1 R. Non, je ne suis pas au courant des dénouements. De
2 ce que je... de ce que je comprends, comme le
3 commun des policiers, là, c'est que ça n'a mené
4 nulle part.

5 Q. **[187]** O.K. Et savez-vous pourquoi vous, vous n'avez
6 pas été interrogé dans le contexte?

7 R. Bien, je pense qu'ils ont pensé nous interroger,
8 mais étant donné que mon équipe et moi, on ne
9 pouvait pas participer à cette opération-là. On
10 n'était même pas... on était au courant, mais
11 comme, par après, donc ce n'était pas pertinent de
12 nous interroger, c'était aussi simple que ça.

13 Q. **[188]** Parfait. O.K. Et juste pour qu'on fasse le
14 lien puis qu'on parle de la même chose, est-ce que
15 c'est... à votre connaissance, est-ce que c'est
16 dans ce cadre-là, parce qu'on a fait aussi allusion
17 à un communiqué de la fraternité des policiers et
18 policières du SPVM faisant état du fait que les
19 policiers et policières n'étaient pas obligés de se
20 soumettre à un polygraphe, est-ce qu'on parle de
21 cette enquête-là?

22 R. Oui, puis c'est la...

23 Q. **[189]** O.K.

24 R. ... c'est ça, ce que je vais mentionner à monsieur
25 Lagacé quand on le rencontre, c'est de ça que je

1 parle, moi.

2 Q. **[190]** Dans la rencontre du vingt-huit (28) octobre.

3 R. Oui, du vingt-huit (28) octobre, quand je parle
4 d'une enquête qui est parallèle ou... c'est de
5 celle-là que... je parle de cette enquête-là.

6 Q. **[191]** O.K. Je comprends. Je reviens à la genèse...

7 R. Oui.

8 Q. **[192]** ... est-ce que vous avez eu de la formation
9 spécifique sur la... et je le dis au sens large,
10 là, lors de votre passage à la DAI ou avant, sur la
11 surveillance de journalistes, hein, vous savez que
12 maintenant, je pense, parce que vous avez fait
13 allusion à une dans votre témoignage, là, National
14 Post, je pense, vous savez qu'il y a de la
15 jurisprudence...

16 R. Oui, oui, oui.

17 Q. **[193]** ... qui existe là-dessus.

18 R. Oui, il y en a plusieurs, oui.

19 Q. **[194]** Au moment où vous enquêtez, est-ce que vous
20 avez eu de la formation comme policier eu égard à
21 ça?

22 R. Non. Comme policier, non, comme... je veux dire,
23 comme étudiant en droit...

24 Q. **[195]** Votre bac en droit.

25 R. ... oui, tu sais, je veux dire, j'ai lu Lessard,

1 j'ai eu un petit travail sur le Privacy Act des
2 États-Unis, quelques petites affaires comme ça,
3 mais pas dans le domaine policier.

4 Q. **[196]** O.K. Et votre bac en droit, vous le faites
5 entre quelle année et quelle année?

6 R. Je le fais... je le fais entre deux mille sept
7 (2007) et deux mille douze (2012).

8 Q. **[197]** O.K. Non, non, mais écoutez, c'est admirable,
9 je comprends que vous avez un travail à temps plein
10 pendant ce temps-là, n'est-ce pas?

11 R. Oui, oui...

12 Q. **[198]** Oui, donc...

13 R. ... mais j'ai des bons professeurs qui étaient
14 conciliants quand même.

15 Q. **[199]** O.K. Non, non, mais quand même. O.K. Donc...
16 et donc, c'est dans ce contexte-là seulement que
17 vous lisez Lessard...

18 R. Oui.

19 Q. **[200]** ... puis que vous avez un travail sur
20 Privacy. O.K. Je reviens maintenant à l'événement
21 Coderre, plus particulièrement...

22 R. Hum hum.

23 Q. **[201]** ... au rapport d'enquête. Parce que je veux
24 éclaircir certaines petites choses. Le rapport 78P,
25 d'ailleurs peut-être qu'on peut le prendre, ça va

1 être plus simple, je pense, pour votre témoignage.
2 Je ne sais pas si ça fait partie de votre petite
3 pile?

4 R. Non, je ne l'ai pas. Je ne penserais pas.

5 Q. **[202]** On peut peut-être l'afficher, alors, comme
6 ça, vous pourrez suivre, ou vous en donner une
7 copie. Il est à l'écran. Alors, vous voyez que...

8 LE PRÉSIDENT :

9 Madame la Greffière, peut-être lui en remettre une
10 copie parce que ça... l'écran est à sa droite,
11 maître Leblanc est à sa gauche puis on est devant
12 lui, alors ça commence à être compliqué pour
13 monsieur Hanna de regarder au bon endroit. Avec le
14 document devant lui ça va être plus facile.

15 R. Merci.

16 Me CHRISTIAN LEBLANC :

17 Q. **[203]** Alors, si vous regardez en bas, à gauche,
18 Monsieur Hanna, vous voyez... puis c'est le
19 témoignage de monsieur Borduas, qui l'a signé le
20 trente (30) juin deux mille quinze (2015).

21 R. Oui.

22 Q. **[204]** Ce que monsieur Borduas nous dit c'est
23 qu'avant de partir en vacances, il vous remet le
24 rapport d'enquête. Est-ce que c'est à votre
25 souvenir, ça, qu'il... l'avez-vous eu autour du

1 trente (30) juin, est-ce que vous vous souvenez
2 quand il vous le remet et dans quelles
3 circonstances?

4 R. Non, je ne me rappelle pas quand est-ce qu'il me le
5 remet...

6 Q. **[205]** Vous, si vous regardez, là, il est signé, en
7 bas, à droite, en septembre, le seize (16)
8 septembre deux mille quinze (2015).

9 R. Oui, j'ai... comme je vous dis, je n'étais pas au
10 courant de ce rapport-là avant que monsieur Borduas
11 m'en fasse part, justement, qu'il y a un dossier à
12 signer. Puis je crois que, quand il me demande,
13 justement, de le signer et de l'envoyer, je le lis
14 comme la même journée. Tu sais, la journée où il me
15 dit qu'il y a ce dossier-là à envoyer, bien, c'est
16 la même journée que je vais le lire et je vais le
17 signer. Je ne vais pas le prendre pour étude.

18 D'habitude, mettons, des fois on peut prendre des
19 dossiers à étudier ou à regarder ou essayer de
20 relever des choses à améliorer mais, dans ce cas-
21 ci, je me rappelle qu'il y avait une urgence, que
22 monsieur Borduas m'avait souligné qu'il fallait
23 envoyer le dossier rapidement au DPCP.

24 Q. **[206]** Je vais revenir là-dessus mais donc, juste
25 pour comprendre votre témoignage, selon vous, vous

1 en prenez connaissance la journée où vous le
2 signez, donc ce serait le seize (16) septembre deux
3 mille quinze (2015)?

4 R. Oui.

5 Q. **[207]** Pas le trente (30) juin deux mille quinze
6 (2015)...

7 R. Non.

8 Q. **[208]** ... ou pas aux alentours, peu de temps après,
9 début juillet, là.

10 R. Non, non.

11 Q. **[209]** Ce n'est pas ça votre témoignage.

12 R. Non, non.

13 Q. **[210]** C'est le seize (16) septembre.

14 R. Exactement. La journée que j'en prends
15 connaissance, c'est la journée que je le signe et
16 je le remets à monsieur Labos.

17 Q. **[211]** O.K. Est-ce qu'il vous explique cette urgence
18 de l'envoyer au DPCP, monsieur Borduas?

19 R. Il m'explique qu'il faut l'envoyer puis que... que
20 ça faisait comme quelque temps que, le dossier, il
21 y avait eu des modifications, là. Il dit que... je
22 pense que Costa lui avait parlé de ce dossier-là à
23 plusieurs reprises puis que là, maintenant, il
24 avait tout arrangé les choses qui étaient
25 soulignées, à améliorer. Souvent on parle de forme,

1 là, pas de fond. Puis là, il était rendu là, à
2 l'envoyer. Ça fait que c'était plus... de ce que je
3 comprends, je pense qu'il y a une prescription, tu
4 sais, à peu près de ce que je comprends de cette
5 conversation-là, mais, comme je vous dis, ce n'est
6 pas quelque chose qui me marque, en deux mille
7 quinze (2015), lorsque je le signe. Donc, je me
8 rappelle vaguement, je me rappelle que je l'ai
9 fait, je me rappelle que je suis allé le porter...
10 moi, je voulais l'envoyer direct... en passant par
11 madame Lemieux, qui est la secrétaire de monsieur
12 Labos, pour l'envoyer directement au DPCP. Et là il
13 y a eu un « hold » de monsieur Labos sur ce
14 dossier-là.

15 Q. **[212]** Et savez-vous pourquoi il y a eu un « hold »
16 de monsieur Labos?

17 R. Bien, monsieur Labos, il va me dire... il va me
18 dire, cette journée-là, il dit : « Non, non, non,
19 il dit... il dit, non, non, on ne l'envoie pas, il
20 dit, je vais en prendre soin de ce dossier-là », de
21 toute façon c'est lui qui était dans cette enquête-
22 là dès le début, je n'étais pas au courant. Puis il
23 va m'expliquer qu'il y a un troisième policier
24 d'impliqué et que, ce policier-là, il y a quelque
25 chose avec ce policier-là qu'il faut valider avant.

1 Et là, moi, je ne pose pas plus de questions, je
2 veux dire, ça ne me concerne pas vraiment puis...
3 puis je n'ai rien à apprendre... tu sais,
4 d'habitude tu poses des questions pour apprendre
5 quelque chose de... là il n'y avait rien à
6 apprendre, donc je lui ai laissé, j'ai dit :
7 « O.K., parfait, je vous laisse vous en occuper. »

8 Q. [213] Donc, lorsque vous lui remettez... et est-ce
9 que ça fait... est-ce que c'est la procédure
10 normale, ça, de lui remettre ou c'est comme...
11 pardon, comme l'enquêteur est... vous êtes
12 superviseur d'enquête, à ce moment-là, c'est pour
13 ça que vous le signez?

14 R. Oui, c'est ça, je suis...

15 Q. [214] Comme si l'enquêteur et le superviseur
16 d'enquête le signent, normalement c'est vous qui
17 l'envoyez au DPCP directement?

18 R. Dans le fond, c'est madame Lemieux, qui est la
19 secrétaire de monsieur Labos, c'est pour soit une
20 question de forme, elle doit le disposer d'une
21 certaine façon pour le DPCP, là, ils ont comme des
22 prérequis. Il le fait boudiner, et caetera. Et
23 monsieur Labos doit en prendre connaissance avant
24 de l'envoyer.

25 Q. [215] Ça c'est la procédure normale?

1 R. Ça c'est la procédure normale. Des fois j'ai
2 tendance à essayer « bypasser » pour que ça aille
3 plus vite, là, parce que... je veux dire... Dans ce
4 dossier-là, j'ai essayé de passer tout de suite par
5 madame Lemieux mais monsieur Labos était à côté,
6 donc c'est monsieur Labos qui l'a pris. Donc, c'est
7 normal que monsieur Labos en prenne connaissance.
8 Mais, des fois, on peut... lorsqu'un... la façon
9 que là je... je ne veux pas dire, « bypasser » le
10 système, mais la façon pour que les choses aillent
11 souvent plus vite...

12 Q. **[216]** Vous accélérez.

13 R. Accélérer les choses, c'est souvent, sans passer
14 par monsieur Labos, mais juste par le superviseur
15 d'enquête, on peut envoyer un dossier pour
16 consultation au DPCP. À ce moment-là on n'est pas
17 obligé de passer par madame Lemieux pour le monter,
18 t'sais, sous une forme. On peut envoyer simplement
19 un précis d'enquête au DPCP, en marquant que c'est
20 pour consultation. Souvent ça nous permet d'avoir
21 l'orientation du DPCP par rapport à ce dossier-là.
22 T'sais, quand qu'on parle d'acte criminel ou pas.

23 Q. **[217]** Mais je comprends que dans ce dossier-là, ce
24 n'était pas un envoi pour consultation?

25 R. Non.

- 1 Q. [218] C'était vraiment un envoi pour savoir...
- 2 R. Ah oui, c'était...
- 3 Q. [219] ... si le DPCP porterait des accusations?
- 4 R. Exact. Exactement.
- 5 Q. [220] Donc, vous passez par madame Lemieux,
6 procédure dont vous parlez...
- 7 R. Oui.
- 8 Q. [221] ... et c'est par hasard que monsieur Labos
9 est là, puis...
- 10 R. Non non, c'est son bureau, il est à côté d'elle.
- 11 Q. [222] Oui?
- 12 R. Et là elle me dit, elle me dit : « O.K., c'est ce
13 dossier-là? Oui, je dis, mais ça c'est le dossier à
14 Costa », puis Costa est comme... la porte est à
15 côté, fait que je...
- 16 Q. [223] Costa... Costa Labos?
- 17 R. Costa Labos.
- 18 Q. [224] Oui?
- 19 R. Je dis : « Monsieur Labos, donc, ce dossier-là on
20 va l'envoyer, c'est pour le... c'est le
21 dossier... » C'est le dossier, mettons... Moi, à ce
22 moment-là, je... Là je sais que c'est le nom du
23 maire, le dossier du maire...
- 24 Q. [225] Oui?
- 25 R. ... mais à ce moment-là ce n'est pas le dossier du

1 maire.

2 Q. **[226]** O.K. Vous identifiez le dossier?

3 R. De la façon, là, je veux dire, sans... sans parler
4 du maire, je... Et là lui il me dit, il dit : « Non
5 non, il dit, ce dossier-là, on ne peut pas
6 l'envoyer tout de suite. Il faut que je vérifie des
7 choses. » Là je dis : « O.K., mais qu'est-ce qu'il
8 y a à vérifier? » T'sais, parce que là, pour
9 l'envoyer. Il me dit, il dit : « Ça a rapport avec
10 le troisième policier. » Et là, j'avais vu qu'il y
11 avait peut-être un troisième policier là-dedans, ou
12 j'avais compris. Là je lui laisse à lui, puis je
13 m'en vais.

14 Q. **[227]** O.K. Donc, finalement, c'est madame Lemieux
15 qui dit, et je reprends vos termes, là : « Ça c'est
16 un dossier à monsieur Labos, je vais devoir lui en
17 parler », puis monsieur Labos est là et intervient
18 sur le moment.

19 R. Ce n'est pas... Ce n'est pas dans ces termes-là.
20 C'est que moi je lui dis, je dis : « Ça c'est un
21 dossier que je pense c'est Costa qui avait remis ça
22 à Normand, c'est un dossier que Costa lui avait
23 fait. »

24 Q. **[228]** Oui?

25 R. Puis là Normand me l'a donné, je l'ai signé, je

1 pense qu'on peut l'envoyer. Là elle me dit : « Oui
2 mais, elle dit, tu es sûr qu'on peut l'envoyer? Je
3 dis, bien, je dis, sûrement, je dis, on va deman...
4 t'sais, je vais demander à Costa. » Ça fait que je
5 dis...

6 Q. **[229]** O.K.

7 R. ... « Monsieur Labos, est-ce qu'on peut
8 l'envoyer? » Là il me dit : « Non, stand-by. »

9 Q. **[230]** O.K. Est-ce que... Puis je comprends la
10 raison du troisième policier. Monsieur Borduas est
11 venu nous dire aussi que c'est parce que, l'autre
12 raison c'est parce que le maire aurait été sous
13 enquête par l'EPIM. Vous savez qu'est-ce que...

14 R. Bien...

15 Q. **[231]** ... ce qu'est l'EPIM, là, vous y avez...

16 R. Oui, j'ai travaillé à l'EPIM.

17 Q. **[232]** Est-ce que ça, c'est à votre connaissance?

18 R. C'est que... Non. Je pense qu'il y avait eu des
19 plaintes par rapport, justement... Ce policier-là
20 s'était plaint par rapport aux paroles prononcées.
21 Là je vous parle de connaissance personnelle...

22 Q. **[233]** C'est...

23 R. ... et non pas de connaissance...

24 Q. **[234]** ... tout... Oui. C'est tout ce qu'on vous
25 demande.

1 R. ... officielle. Il s'était plaint des paroles, et
2 pour être transparent, par mesure de transparence,
3 l'EPIM, le dossier a été remis à l'EPIM, pour
4 justement faire la lumière là-dessus. C'est pour ça
5 que je vous dis, t'sais, quand qu'on dit sous
6 enquête - on est des policiers, là - quand qu'on
7 dit enquêter quelqu'un, c'est au criminel. Puis
8 souvent c'est péjoratif, puis souvent ça peut
9 porter préjudice à la personne. Donc il faut faire
10 attention quand qu'on dit sous enquête.

11 Donc, je me rappelle très bien que c'était
12 par mesure de transparence que l'EPIM avait pris le
13 dossier, et...

14 Q. **[235]** Mais vous ne savez pas de quelle façon l'EPIM
15 a pris le dossier. C'est ça que vous nous dites.

16 R. Bien, c'était que... Je sais que le policier, il
17 allait être rencontré par l'EPIM, à peu près, là,
18 dans ces termes-là, puis que c'est eux autres qui
19 allaient regarder le dossier ou voir qu'est-ce
20 qu'il en était exactement.

21 Q. **[236]** Et ça, est-ce que monsieur Labos vous le dit
22 au moment du...

23 R. Non.

24 Q. **[237]** ... du fait que vous l'apportez... au moment
25 que vous lui apportez 78P, là, le rapport

1 d'enquête?

2 R. Non.

3 Q. **[238]** Non?

4 R. Ce n'est pas à ce moment-là. C'est plus tard que je
5 vais comprendre, après, que ce dossier-là a été...
6 Parce que ce policier-là, le troisième policier, je
7 le connaissais.

8 Q. **[239]** Oui?

9 R. Donc, plus tard je vais... Je vais m'informer, je
10 pense, auprès de Normand, ou auprès de Costa, mais
11 plus tard que le seize (16) décembre. Que le seize
12 (16) septembre. Et là, c'est là que je vais
13 apprendre que c'est en raison, parce qu'il s'est
14 présenté à l'EPIM, et... par rapport aux paroles
15 qui ont été prononcées, et là c'est, par mesure de
16 transparence, c'est l'EPIM qui ont fait le... qui
17 font le dossier. Qui font la lumière sur le
18 dossier.

19 Q. **[240]** O.K. Mais je ne pense pas, cependant, que les
20 paroles ont rapport avec le troisième policier.

21 R. Bien, je pense que, de ce que je comprends - encore
22 une fois je vous dis ce que moi j'ai compris de ce
23 dossier-là - c'est que le troisième policier, c'est
24 comme si lui il se faisait le porte-parole de la
25 personne qui avait eu ces paroles-là.

1 Q. [241] Ah bon.

2 R. De ce que je comprends, là.

3 Q. [242] O.K.

4 R. Je veux dire, c'est... Pour aller dire : « Bien, il
5 a dit ces paroles-là. Moi je ne veux pas porter
6 plainte, mais je veux mettre ça à votre
7 connaissance. »

8 Q. [243] O.K. Ultimement - et c'est sous 63P - il y
9 aura un rapport un peu différent qui va être signé
10 par monsieur Borduas et monsieur Labos, le dix-huit
11 (18) novembre. En aviez-vous pris connaissan... ou
12 en avez-vous pris connaissance, à l'époque, de ce
13 rapport-là? C'est 63P.

14 R. Non, parce que, juste par la date, je... Je le dis
15 souvent comme ça, on se situe par rapport à la
16 date. Le dix-huit (18) novembre, je suis déjà parti
17 à la Moralité. Donc, je n'en prends pas
18 connaissance de ce rapport-là.

19 Q. [244] O.K. Juste, si jamais vous aviez
20 connaissance, évidemment, donc ce rapport-là ajoute
21 le fait que le troisième policier a été rencontré?

22 R. Oui.

23 Q. [245] Il y a aussi une technique d'enquête qui
24 disparaît. Est-ce que ça c'est à votre
25 connaissance? Vous souvenez-vous de discussions à

1 cet égard-là, soit avec monsieur Labos ou monsieur
2 Borduas? Vous comprenez ce que je veux dire? Donc
3 entre le rapport que vous, vous signez, et celui
4 qui ultimement sera signé par monsieur Labos?

5 R. Bien, en fait, moi, quand je signe le rapport... Je
6 ne sais pas si ça répond à votre question, oui, je
7 me rends compte qu'on parle d'une technique
8 d'enquête mais, au meilleur de mon souvenir, ça a
9 été fait avec une autorisation judiciaire puis ce
10 n'est pas, tu sais, ce n'est pas quelque chose
11 d'extrême. Donc moi, je n'y porte pas attention
12 puis là, j'apprends ici à la Commission que c'est
13 celle-là, c'est ça qui a fait l'objet de caviardage
14 ou d'enlèvement par rapport au rapport du mois de
15 novembre. Mais ce n'est pas à ma connaissance cette
16 discussion-là pour l'enlever.

17 Q. **[246]** Selon vous, ce n'était pas une technique
18 d'enquête extrême donc...

19 R. Bien, je veux dire...

20 Q. **[247]** ... très secrète?

21 R. ... ce n'est pas une sauce piquante mais c'est...

22 Q. **[248]** O.K.

23 R. Non, mais je comprends aussi l'enjeu. Tu sais, je
24 peux comprendre l'enjeu, pourquoi qu'il l'aurait
25 enlevé. Je peux comprendre l'enjeu.

1 Q. **[249]** Même qu'on ne veuille pas la divulguer au
2 DPCP? Parce que ça, ça s'en va au DPCP, là.

3 R. Bien, il y a deux écoles. Tu sais, je veux dire,
4 oui, je comprends pourquoi qu'il ne le divulgue pas
5 au DPCP mais il y a deux écoles de pensée. Souvent,
6 on peut faire un rapport en ombragé puis le
7 soumettre au DPCP pour qu'il y ait la lumière de
8 tous les faits et, à ce moment-là, lui, il va
9 caviarder le document pour le remettre à la
10 défense. Il y a deux façons de faire.

11 Q. **[250]** O.K. Mais ça, ce n'est pas discuté selon
12 vous...

13 R. Bien pas avec moi, en tout cas.

14 Q. **[251]** O.K. Parfait. Si on en arrive à l'affaire
15 Djelidi, cette fois-là, Monsieur Hanna, je
16 comprends que vous nous avez expliqué que le onze
17 (11) janvier deux mille seize (2016), donc la
18 rencontre, la fameuse journée où vous rédigez le
19 plan d'enquête et vous, malheureusement, vous ratez
20 la fête de votre fils, vous avez dit que cette
21 rencontre-là était déjà prévue mais dans le projet
22 Escouade, possiblement, c'est ça?

23 R. Oui.

24 Q. **[252]** O.K. Mais sauf que lorsque vous arrivez à la
25 rencontre, puis là, je ne veux pas vous mettre de

1 mots dans votre bouche, mais ce que j'ai compris,
2 c'est rapidement le focus devient plus sur les
3 fuites médiatiques. J'ai raison de dire ça?

4 R. Oui, sur les articles qui sont apparus récemment.
5 Oui.

6 Q. **[253]** O.K. Est-ce que dans cette rencontre-là on
7 discute à quelque moment, est-ce que c'est à votre
8 connaissance que monsieur Vilcéus a fait une
9 plainte eu égard aux fuites qui portent notamment
10 sur le vol du sac.

11 R. Pas à ma connaissance.

12 Q. **[254]** Pas à votre connaissance?

13 R. Non.

14 Q. **[255]** Et est-ce que c'est discuté à ce moment-là
15 lors du onze (11), vous souvenez-vous?

16 R. Moi, je vous dirais que non. À mon souvenir, ça n'a
17 pas été discuté si lui il a porté plainte.

18 Q. **[256]** Oui.

19 R. Je n'ai pas, j'ai aucune information ou mémoire de
20 ça.

21 Q. **[257]** O.K. Est-ce que c'est discuté, en fait, les
22 Affaires internes enquêtent sur monsieur Vilcéus
23 pour une plainte relativement à de l'ingérence de
24 monsieur Vilcéus puis on en a parlé avec monsieur
25 Borduas, je ne veux pas trop m'étendre là-dessus,

1 mais ça aurait été de l'ingérence dans
2 l'arrestation des fils d'une dame qui siège à un
3 comité de liaison.

4 R. Oui.

5 Q. **[258]** Vous savez de quoi je parle?

6 R. Bien oui, à partir des articles.

7 Q. **[259]** O.K. Vous savez de quoi je parle à cause des
8 médias?

9 R. À cause des médias.

10 Q. **[260]** O.K. Et monsieur Borduas est venu nous dire
11 que cette plainte-là, ce n'est pas les Affaires
12 internes qui l'ont enquêtée parce qu'il y avait
13 conflit d'intérêts parce que monsieur Vilcéus a été
14 aux Enquêtes internes, que... On verra dans les
15 transcriptions, là. Je ne veux pas... Mais je pense
16 que monsieur Borduas a dit « Tout le monde le
17 connaissait. ». En tout cas, lui a expliqué ça.

18 R. Oui, c'est exact. C'est exact.

19 Q. **[261]** O.K. Est-ce qu'il est discuté du conflit
20 d'intérêts lors du onze (11), d'un possible conflit
21 d'intérêts le onze (11) sur le fait que vous vous
22 apprêtez à enquêter sur des fuites médiatiques qui
23 portent sur lui, en tout cas, l'article de la
24 mallette.

25 R. Oui, oui.

1 Q. **[262]** Est-ce que c'est discuté, ça?

2 R. Non, ce n'est pas...

3 Q. **[263]** O.K. Vous avez dit que vous n'étiez pas,
4 vous, à la fête de Noël où il y a le fameux vol de
5 sac, n'est-ce pas?

6 R. J'ai...

7 Q. **[264]** J'ai bien compris ça?

8 R. Oui.

9 Q. **[265]** O.K. Est-ce que vous le connaissez monsieur
10 Vilcéus? L'avez-vous côtoyé aux Affaires internes?

11 R. Oui. Oui, je l'ai côtoyé.

12 Q. **[266]** O.K. Est-ce que, à quelque moment donné dans
13 cette enquête-là, vous lui parlez de l'enquête ou
14 est-ce que lui vous en parle? Avez-vous eu des
15 discussions avec monsieur Vilcéus au sujet de cette
16 enquête-là?

17 R. Non. Je n'ai pas eu de discussions. Par contre, je
18 lui ai parlé, là, je ne m'en rappelle plus par quel
19 moyen je lui ai parlé pour, parce que suite aux
20 apparitions dans les médias avec sa face puis sa
21 photo, tout ça, je pense que je lui ai envoyé un
22 message de soutien pour lui dire. Je ne savais pas
23 que ça allait être mon tour un jour mais je lui ai
24 dit « Lâche pas. »

25 Q. **[267]** J'espère qu'il vous redonnera la pareille.

1 R. Oui.

2 Q. **[268]** Est-ce que ses fréquentations ou les tumultes
3 qu'il pourrait avoir avec le policier visé sont
4 discutés lors de la rencontre du onze (11) ou à
5 tout autre moment?

6 R. Non. Par contre, moi j'ai des discussions
7 régulières avec le policier visé, étant donné par
8 ma fonction.

9 Q. **[269]** Vous le connaissiez parce que vous travaillez
10 dans...

11 R. Bien, tu sais, je travaillais à la Moralité, tu
12 sais, Moralité, Éclipse, on est toujours ensemble,
13 on est... tu sais, ils nous soutiennent dans les
14 opérations qu'on fait, ça fait que c'est normal
15 qu'on discute. Tu sais, en plus, lui il est
16 superviseur, moi j'étais superviseur, ça fait qu'on
17 discutait ensemble.

18 Q. **[270]** Parce que Eclipse, c'est les bars aussi.

19 R. C'est ça, eux autres, en uniformes, nous on est des
20 enquêteurs, ça fait que pendant qu'on fait la
21 visite, eux autres ils nous soutiennent, ils
22 assurent notre sécurité, ils nous aident dans notre
23 travail, ils enquêtent les gens.

24 Q. **[271]** O.K.

25 R. Donc, ça été discuté du fait que, tu sais, je veux

1 dire, j'ai partagé ce que moi je connaissais de
2 l'individu là, professionnellement. Ça fait que
3 oui, ça été discuté dans ce sens-là.

4 Q. [272] Là, vous parlez de donc...

5 R. Du policier ciblé.

6 Q. [273] O.K. Donc, vous avez partagé de ce vous
7 connaissez du policier ciblé avec monsieur Vilcéus.

8 R. Non, non, non. Lors du « meeting » du onze (11).

9 Q. [274] O.K.

10 R. C'était ça votre question?

11 Q. [275] Oui. Et ça, je pense, que c'est ce que vous
12 avez dit vendredi, je crois, que selon vous ce
13 n'est pas le genre de chose qu'il ferait.

14 R. Ça, c'est selon mon avis personnel.

15 Q. [276] O.K. Donc, c'est un peu, c'est ça le partage
16 d'opinion dont vous parlez.

17 R. Oui.

18 Q. [277] Mais, est-ce que... Il a été dit là, devant
19 la Commission, que, ça été aussi écrit dans les
20 médias, que monsieur Vilcéus et notamment le
21 policier visé auraient des tensions entre eux et
22 notamment parce que, à cause de la plainte
23 d'ingérence contre monsieur Vilcéus. Est-ce que ça
24 c'est à votre connaissance le onze (11), lors de la
25 rencontre et est-ce qu'on en discute?

1 R. Bien, oui, c'est à ma connaissance du simple fait
2 que je discute avec l'individu et non pas avec
3 monsieur Vilcéus.

4 Q. **[278]** Oui. Le policier visé là.

5 R. Et, du policier visé, et je suis au courant qu'il y
6 a une tension, tu sais, je veux dire, veut, veut
7 pas, on se parle, on se rend compte de nos
8 réalités, puis je suis conscient qu'il y a une
9 tension, puis c'est ce que je vais partager aussi,
10 qu'il me dit, mais en aucun temps, je veux dire, il
11 ne se défoule sur monsieur Vilcéus, puis ça c'est
12 important de dire, tu sais, qu'il m'en parle, mais
13 d'une façon quand même professionnelle. Ça c'est...

14 Q. **[279]** Puis, ça, c'est discuté, donc, le onze (11)?

15 R. Oui. C'est discuté le onze (11).

16 Q. **[280]** Puis, est-ce que c'est vous qui amenez ça sur
17 le terrain ou si c'est monsieur Labos ou monsieur
18 Borduas ou toute autre personne qui participe à la
19 rencontre le onze (11), qu'il y aurait cette
20 tension entre le policier visé et monsieur Vilcéus?

21 R. Ah! Bien, c'est sûr que c'est discuté lors du onze
22 (11), comme vous dites, mais je ne peux pas vous
23 dire qui a amené le sujet. Je le sais qu'on en a
24 parlé, tous, mais je ne sais pas qui a amené ce,
25 qui a abordé ce sujet-là ou cet élément-là.

1 Q. **[281]** Et, c'était dans quel contexte? Pourquoi on
2 parle de ça?

3 R. Bien, en fait, ça faisait partie, on peut le voir
4 de deux façons, ça peut être, il y a des
5 motivations, tu sais, ça peut être en discutant des
6 motivations, c'est ça, peut-être dans ce sens-là ça
7 été amené, pour discuter des motivations, qu'est-ce
8 qui pourrait pousser cet individu-là à faire ça,
9 pour le faire. Puis, c'est dans ce sens-là que ça
10 été abordé. Puis après ça, la discussion, elle
11 s'est construite là-dessus.

12 Q. **[282]** Est-ce qu'à tout moment donné dans cette
13 rencontre-là ou après, monsieur Labos vous fait
14 part du fait que monsieur Vilcéus aurait demandé à
15 monsieur Labos de faire enquête?

16 R. Non. En aucun temps.

17 Q. **[283]** O.K. Et là je comprends donc que vous rédigez
18 ce rapport, le rapport d'enquête?

19 R. Oui. Du onze (11), oui.

20 Q. **[284]** Pardon, oui, du onze (11). Toute la journée,
21 vous le finissez parce qu'il y aura une rencontre
22 le lendemain. C'est ça?

23 R. Oui. C'est exact.

24 Q. **[285]** Cette rencontre-là, à votre connaissance,
25 est-ce qu'elle était déjà prévue?

1 R. Mais, je pense que oui, parce qu'il y a un aspect
2 d'urgence à ce que je le finisse, le rapport. Pour
3 que je puisse rester, puis continuer ce rapport-là,
4 je le savais qu'il y avait une rencontre, puis je
5 le savais pertinemment que c'était pour une
6 présentation à la direction ce rapport-là.

7 Q. **[286]** Puis, à votre connaissance, donc, cette
8 rencontre-là, elle est pour, donc, la présentation
9 de, appelons ça le projet Espion, c'est ça?

10 R. Oui.

11 Q. **[287]** O.K. Et, savez-vous quand on a planifié cette
12 rencontre-là avec la haute direction? Est-ce qu'on
13 l'a planifiée le lundi le onze (11)?

14 R. Moi, je pense que oui. Mais, en même temps, comme
15 je vous dis, je n'étais pas là, tu sais, le mardi,
16 mercredi, jeudi, vendredi de la semaine d'avant je
17 n'étais pas là physiquement, donc, je ne sais pas
18 si ça été prévu là. Mais, moi, on me dit qu'il y a
19 une urgence à faire un plan d'enquête le plus
20 détaillé possible pour remettre à la direction et
21 de me forcer parce qu'ils vont présenter ça à la
22 direction.

23 Q. **[288]** Puis, est-ce qu'on vous explique quelle est
24 l'urgence? Il n'y a pas mort d'homme là. Pourquoi
25 il faut rencontrer la haute direction le lendemain?

1 R. Mais, quand je parle d'urgence, les mots...

2 Q. **[289]** C'est à finir votre rapport, c'est ce que je
3 comprends.

4 R. Oui. Ce n'est pas une urgence tactique, c'est une
5 urgence administrative, mettons. Il faut que je le
6 finisse parce qu'ils ont une rencontre, puis là il
7 faut présenter le document, puis il faut qu'il soit
8 présenté...

9 Q. **[290]** Ça je l'ai bien compris.

10 R. C'est ça, c'est dans ce sens-là.

11 Q. **[291]** Mais, votre urgence à vous, administrative,
12 elle naît du fait qu'il y a cette rencontre le
13 lendemain.

14 R. Exact.

15 Q. **[292]** Est-ce qu'on vous a parlé de pourquoi la
16 rencontre devait absolument avoir lieu le
17 lendemain? Est-ce qu'il y avait une urgence qu'on
18 rencontre la haute direction rapidement?

19 R. Non.

20 Q. **[293]** Est-ce que c'est discuté?

21 R. Ce n'est pas discuté, comme je vous dis, moi, à mon
22 niveau, c'était vraiment une urgence administrative
23 pour finir le rapport, c'est tout.

24 Q. **[294]** Est-ce que c'est, toujours à votre
25 connaissance et votre expérience d'enquêteur, est-

1 ce que ça arrive souvent qu'on va rencontrer la
2 haute direction, pour ne pas dire la très haute,
3 parce que le chef Pichet est là, avec un plan
4 d'enquête?

5 R. En fait, je vais juste faire une comparaison avec
6 l'est. À l'est, de la façon que ça fonctionne quand
7 on fait un plan d'enquête, c'est remis jusqu'à
8 l'inspecteur-chef qui est le chef de la région.

9 Q. **[295]** Hum hum.

10 R. Et lui, je pense qu'il faut qu'il l'amène à
11 l'assistant-directeur ou le directeur adjoint, tout
12 dépendant du projet d'enquête.

13 Q. **[296]** Hum hum.

14 R. Étant donné que les affaires internes relèvent de
15 monsieur Pichet, donc, ça allait de soi que c'était
16 présenté à lui, ça fait que moi, je n'y voyais pas
17 quelque chose d'anormal à ce moment-là. Tu sais, la
18 raison pourquoi qu'ils vont présenter ça au chef,
19 je ne voyais pas quelque chose d'anormal, puis je
20 comprenais la sensibilité, par contre, je voyais la
21 sensibilité puis je voyais pourquoi qu'ils
22 voulaient présenter ça au chef ce plan d'enquête-
23 là, mais ça faisait partie de mon enseignement que
24 j'avais à l'est, qu'il fallait que tous les plans
25 d'enquête montent dans la hiérarchie pour que la

1 décision soit prise.

2 Q. **[297]** Est-ce que la sensibilité à laquelle vous
3 faites allusion, c'est le fait qu'on parle de
4 journalistes, c'est ça?

5 R. Non, ce n'est pas dans ce sens-là, c'est plus dans
6 le sens que ça... tu sais, ça visait, justement,
7 l'organisation comme telle, tu sais, il y avait un
8 aspect d'enjeu organisationnel, dans le sens que
9 c'est du renseignement organisationnel. Je sais
10 que, comme je vous ai dit, lors de cet événement-
11 là, il y a eu un déploiement quand même assez
12 majeur pour les sources, tout ça, ça fait que je
13 sais que c'est plus un enjeu organisationnel. Je ne
14 pense pas, à ce moment-là, aux fuites comme telles.

15 Q. **[298]** Est-ce que c'est discuté dans votre rencontre
16 du onze (11), cette... le fait qu'on va présenter
17 le plan d'enquête à la haute direction et les
18 raisons possibles?

19 R. Non. Bien, c'est... Non, je ne pense pas que c'est
20 décidé... comme je vous dis, c'est à la fin de la
21 rencontre, j'ai dit O.K., bon, bien, je vais... il
22 me demande là, il faut faire un plan d'enquête, il
23 faut le présenter à la direction, ce plan
24 d'enquête-là, donc je le fais, mais dans la
25 rencontre, on discute de cet enjeu-là

1 organisationnel, on discute aussi que c'est... tu
2 sais, que dans le fond, ces fuites-là, tout ce
3 qu'ils font, c'est un enjeu organisationnel comme
4 tel par rapport aux sources, par rapport à ça, mais
5 pas au niveau de la direction.

6 Q. **[299]** Est-ce que vous en avez soumis d'autres plans
7 d'enquête comme ça à la haute direction dans le
8 cadre de vos fonctions à la DAI?

9 R. Non. Dans la DAI, non.

10 Q. **[300]** C'est le seul plan d'enquête, à votre
11 connaissance, qui a été soumis à la haute
12 direction?

13 R. Comme plan d'enquête, oui, j'ai soumis un autre
14 document en ce qui a trait, justement, par rapport
15 aux sources puis aux affidavits, là, qu'il y a des
16 allégations d'irrégularité, j'ai soumis comme une
17 démarche à la haute direction pour, justement,
18 prévenir ce genre de problème-là, mais pas de plan
19 d'enquête comme tel.

20 Q. **[301]** Donc ça, c'était dans le cadre de votre
21 mandat que vous avez expliqué tantôt...

22 R. Oui.

23 Q. **[302]** ... pour essayer de prévenir ce...

24 R. C'est ça.

25 Q. **[303]** ... appelons-le ce problème.

1 R. Exact.

2 Q. [304] Mais en termes de plan d'enquête, c'est le
3 seul...

4 R. C'est le seul.

5 Q. [305] ... dans votre... est-ce que je peux dire
6 dans votre carrière, que vous avez préparé pour
7 soumettre à la haute direction, au chef Pichet, à
8 l'assistant-chef, là, je n'ai pas les bons, à
9 l'assistant-directeur Deramond, puis je ne veux
10 pas... je m'excuse auprès de monsieur Deramond...

11 R. Je ne pen...

12 Q. [306] ... si je n'ai pas son grade correctement.

13 R. Je peux raisonnablement vous dire que oui, je ne
14 pense pas que tous mes plans d'enquête... j'en ai
15 fait beaucoup de plans d'enquête ailleurs, mais je
16 ne pense pas qu'ils se sont rendus jusqu'au
17 directeur.

18 Q. [307] O.K. Je comprends qu'il y a la réunion, donc,
19 du douze (12) janvier avec la haute direction,
20 celle dont on parle, est-ce que vous avez eu des
21 nouvelles de ça, est-ce qu'on vous a rapporté des
22 échos de ce qui s'était dit?

23 R. Pas le douze (12). Comme j'ai expliqué, moi, le
24 douze (12), c'est une journée très...
25 particulièrement chargée pour moi à mon travail

1 habituel, donc, mais je vais avoir des nouvelles,
2 pas de la rencontre comme telle, mais du fait que
3 l'enquête, elle va se poursuivre, mais rapidement,
4 on va m'informer qu'il n'y aura pas d'Es... il n'y
5 en aura pas d'Espion, ça va être Escouade, ça va
6 être annexé à Escouade. Donc c'est ça les nouvelles
7 que j'ai de... on... oui, pendant que vous le
8 dites, monsieur Renaud va m'informer que le plan
9 d'enquête était bien fait, il va me dire tu sais,
10 merci, c'était un bon document...

11 Q. [308] Il vous félicite.

12 R. ... ils l'ont apprécié. Ils l'ont apprécié, ça,
13 c'est vrai qu'ils vont me le dire.

14 Q. [309] Hum hum.

15 R. Puis que... c'est ça à peu près que j'ai comme écho
16 de la haute direction.

17 Q. [310] Est-ce qu'il vous donne un peu plus de
18 détails sur le fait qu'ils aient discuté de
19 techniques d'enquête, par exemple, sur le fait que
20 certaines techniques ont été abordées...

21 R. Non.

22 Q. [311] Vous n'avez pas ça.

23 R. Non, je n'ai pas ce détail-là.

24 Q. [312] Ce que vous avez à votre souvenir, c'est ce
25 que vous venez de dire...

1 R. Oui, exact.

2 Q. **[313]** ... eut égard au douze (12). O.K. Monsieur
3 Borduas nous dit que le douze (12) au matin, il
4 apprend ou il obtient les registres de monsieur
5 Djelidi puis c'est là qu'il apprend, là, les...
6 vous avez peut-être entendu...

7 R. Oui.

8 Q. **[314]** ... les fameux quatre-vingt-cinq (85)
9 contacts.

10 R. Oui.

11 Q. **[315]** Est-ce qu'il vous en parle, le douze (12), de
12 ça?

13 R. Comme j'ai mentionné, je pense que si j'en prends
14 connaissance, c'est le douze (12)... plus tard,
15 comme, en après-midi, comme, une fois rendu chez
16 moi.

17 Q. **[316]** O.K.

18 R. Ou peut-être le treize (13) au matin ou dans la
19 journée le treize (13) que je vais l'apprendre.
20 Mais je vais l'apprendre dans cet intervalle de
21 temps-là.

22 Q. **[317]** Puis quand vous l'apprenez, est-ce qu'il est
23 discuté des liens, par exemple, entre le
24 journaliste Lagacé puis les journalistes qui sont
25 dans les articles?

1 R. Non, parce qu'il va me mentionner qu'il y a eu...
2 que mettons, exemple, le chiffre quatre-vingt-cinq
3 (85), où il a eu plusieurs contacts avec... au
4 début ça va être les médias, ça va être... c'est ça
5 le terme qu'on va employer.

6 Q. **[318]** Il ne vous précise pas Lagacé
7 particulièrement?

8 R. Non, il ne me précise pas... Bien en tout cas, de
9 souvenir, là, il ne me précise pas Lagacé, ou il va
10 me le nommer mais moi je ne vais pas le retenir
11 comme tel, là, comme...

12 Q. **[319]** Hum hum.

13 R. C'est tout.

14 Q. **[320]** Est-ce que... Donc, je présume qu'il ne vous
15 parle pas non plus de... Il vous a fait part, là,
16 peut-être que vous l'avez vu, de la théorie que les
17 journalistes peuvent se parler, y incluant entre
18 concurrents. Est-ce que ça c'est discuté?

19 R. Pas... Je vous dirais pas rapidement comme le
20 lendemain ou le surlendemain, mais moi je vais
21 m'informer auprès de lui de cette théorie-là plus
22 tard, pour savoir c'est...

23 Q. **[321]** Oui.

24 R. Puis il va...

25 Q. **[322]** Dans quel contexte vous vous informez auprès

1 de lui de ça?

2 R. Mais je lui demande d'où ça sort. D'où ça sort,
3 cette théorie, t'sais, d'où qu'il retient cette
4 théorie-là. C'est-tu par expérience, c'est-tu il
5 l'a lue, c'est-tu par formation? Parce que t'sais,
6 je veux dire, il y a plusieurs façons...

7 Q. **[323]** Ce n'est pas à votre connaissance à vous, en
8 tout cas.

9 R. Bien moi, je veux dire, on est dans un système
10 capitaliste, fait que, chacun pour soi. Fait que
11 c'est pour ça que je lui demande d'où ça sort,
12 cette information-là. Il va me le dire, que c'est
13 d'une ancienne enquête. Il va me mentionner une
14 ancienne enquête qu'il a faite, puis qu'il avait
15 découvert ça. Fait que j'ai dit : « Ah? Mais c'est
16 bon. » T'sais, je vais...

17 Q. **[324]** O.K.

18 R. Je vais adhérer un peu à cette...

19 Q. **[325]** Il ne vous donne pas plus de détails sur
20 l'ancienne enquête, ou dans quelles circonstances?

21 R. Non. Ou, peut-être qu'il va le faire, mais je ne
22 m'en rappelle pas vraiment des détails, mais il va
23 me dire que c'est par une ancienne enquête, puis
24 qu'il a déjà vu, je pense, un article là-dessus. Où
25 est-ce qu'il y a un journaliste qui parle,

1 justement, de la façon de brouiller des pistes.

2 Q. [326] O.K. Puis ce n'est pas à votre souvenir, plus
3 précisément, de quel article il...

4 R. Non.

5 Q. [327] O.K. Là je comprends que, aux questions
6 précédentes, vous avez dit que quant à vous, assez
7 rapidement, le volet abus de confiance n'est plus
8 examiné. Je pense que vous parlez de mars. Je ne
9 veux pas revenir là-dessus, là.

10 R. Hum hum.

11 Q. [328] Dans la rencontre du vingt-huit (28) octobre,
12 quand vous allez à La Presse rencontrer notamment
13 maître Bourbeau, monsieur Lagacé, Éric Trottier...
14 En fait, ce n'est pas notamment, c'est ces trois
15 personnes-là. C'est dit, ça, que rapidement, ce
16 n'est pas la facette de l'enquête, puis on peut le
17 regarder si vous voulez, mais je ne pense pas que
18 c'est nécessaire.

19 R. Non non.

20 Q. [329] Je présume que c'est ce que vous voulez dire?
21 C'est ça?

22 R. Oui oui, c'est ce que j'ai dit, oui.

23 Q. [330] O.K. Parfait. Et je comprends que - puis on
24 en a discuté aussi - que la demande d'écoute
25 électronique au vingt-sept (27) mai, vous, vous

1 n'en avez pas connaissance. C'est monsieur Borduas
2 qui la fait. C'est ça?

3 R. Oui.

4 Q. **[331]** O.K.

5 R. Avec madame Legault.

6 Q. **[332]** Oui. Puis on comprend que, dans le fond, ce
7 qu'on demandait, ça allait même au-delà de ce qui a
8 été autorisé. En fait, je dis on comprend... Je
9 devrais vous poser la question : avez-vous vu cette
10 nuance-là, soit dans le témoignage de monsieur
11 Borduas ou à votre connaissance à l'époque?

12 R. Est-ce que vous pourriez répéter juste votre
13 question?

14 Q. **[333]** On a vu à la Commission, là, pendant le
15 témoignage de monsieur Borduas, que monsieur
16 Borduas en demandait plus que ce qui a été octroyé.
17 Et puis là je veux être très clair, là : ce n'est
18 pas juste dans les modalités, mais dans aussi
19 l'écoute comme telle.

20 R. Hum hum.

21 Q. **[334]** Est-ce que ça c'est à votre... Quand vous
22 apprenez qu'il y a eu de l'écoute, est-ce que c'est
23 à votre connaissance, ça, qu'on a demandé plus que
24 ce qu'on a obtenu?

25 R. Non mais il va y avoir une discussion après... Je

1 m'en rappelle, il va y avoir une discussion avec
2 l'autre super... avec le superviseur des enquêtes,
3 monsieur Larbi Zouaoui. Je vais discuter avec lui,
4 et avec monsieur Borduas par après, sur le fait de
5 comment... des modalités, puis au début j'avais
6 compris que les modalités allaient être... C'est ça
7 qui explique peut-être qu'il y a eu une première
8 version de présentée, parce que moi j'avais compris
9 qu'il allait y avoir des modalités, et là après ça
10 je comprends que ce n'est pas les mêmes affaires
11 qu'on m'a dites au début par rapport aux modalités,
12 ça a changé, fait que... Mais moi je n'en fais pas
13 un... Je n'en fais pas, t'sais, pour moi ça ne
14 soulève pas de questionnement, puis on poursuit le
15 projet, fait que c'est...

16 Q. **[335]** Cette discussion-là, quand vous dites « J'en
17 parle avec monsieur... », là vous allez m'aider,
18 là...

19 R. Zouaoui.

20 Q. **[336]** Zouaoui?

21 R. Oui.

22 Q. **[337]** Avec monsieur Zouaoui et monsieur Borduas. On
23 se situe quand environ, le savez-vous?

24 R. Peut-être le vingt-sept (27) ou le vingt-six (26),
25 ou... Parce que je... Je pense que monsieur Zouaoui

1 va me dire : « C'est signé, ou... ou ce n'est pas
2 signé, il faut qu'il modifie quelque chose », puis
3 là je dis : « Ah oui, mais c'est quoi? » Puis là il
4 me dit : « Ah, c'est par rapport aux modalités. »
5 Fait que c'est une discussion soit le vingt-six
6 (26) ou le vingt-sept (27), la journée de la
7 signature.

8 Q. **[338]** O.K. Outre les modalités, là, je veux juste
9 qu'on se comprenne sur une chose...

10 R. Oui.

11 Q. **[339]** ... puis, encore là, je pense que vous l'avez
12 dit dans la rencontre puis on pourra l'examiner,
13 mais pour vous - puis on le voit dans le plan
14 d'enquête et votre explication, et corrigez-moi si
15 j'ai tort - écouter Patrick Lagacé, ce n'est pas
16 utile à l'enquête.

17 R. Bien, écoutez... Vous voulez dire juste monsieur
18 Lagacé? Non. Ce n'est pas utile.

19 Q. **[340]** O.K. Si on en vient, donc, un peu plus en
20 détail à cette rencontre du vingt-huit (28)
21 octobre.

22 R. Hum, hum.

23 Q. **[341]** On peut prendre le courriel 89-P qu'on a
24 exploré aussi avec monsieur Borduas, c'est le
25 courriel des Communications, Monsieur Hanna.

1 R. Le feu, le fameux feu.

2 Q. [342] Oui, éteindre le feu.

3 R. Éteindre le feu, O.K.

4 Q. [343] Est-ce que, bien, est-ce que vous comprenez
5 que c'est certainement un des objectifs « éteindre
6 le feu », d'aller rencontrer La Presse?

7 R. Bien moi, honnêtement, moi je ne vois pas ça comme
8 ça parce que, comme monsieur Borduas a souligné,
9 c'est que ça faisait partie des conversations
10 auparavant, justement, d'aller voir monsieur Lagacé
11 et de l'informer parce que je trouve... Tu sais,
12 moi j'ai de la misère un peu avec le concept, bien,
13 je n'ai pas de misère avec le concept, au
14 contraire, c'est ce concept-là qui me cause ça à
15 moi, c'est le tiers innocent. Puis dans ce dossier-
16 là, il y a comme, tu sais, je veux dire, on parle
17 de tiers innocents, qu'on a leurs données, qu'on a
18 eu accès à beaucoup de choses, que ça allait de soi
19 de les aviser d'une façon, d'autant plus que le
20 National Post, moi je ne l'avais pas lu, tu sais,
21 je ne l'avais pas lu auparavant, d'autant plus que
22 dans le National Post on en parle mais moi, c'est
23 plus les connaissances plus primitives par rapport
24 aux tiers innocents.

25 Ça fait que c'est pour ça que les

1 discussions avaient été, avaient eu lieu dans ce
2 sens-là pour aller l'aviser, justement, qu'on a ces
3 données-là puis de ne pas s'alarmer. Tu sais, moi
4 j'aime mieux que la police m'informe de quelque
5 chose que de l'apprendre, mettons, par, mettons,
6 une partie défenderesse ou par quelqu'un d'autre.
7 Ça fait que je trouvais que c'était la moindre des
8 choses de l'aviser de ce qui avait été fait.

9 Q. [344] Et...

10 R. À ce moment-là, on ne parle pas de feu. En tout
11 cas, quand on en parle...

12 Q. [345] Ça, c'est... Mais là, vous vous situez, je
13 veux juste bien comprendre, au moment où vous
14 prenez cette décision d'aller voir La Presse. Et
15 là, ce que vous dites à la Commission, c'est
16 qu'elle n'est pas prise le vingt-huit (28) octobre
17 cette décision-là.

18 R. Non.

19 Q. [346] C'est ça? O.K. Elle est prise quand? Est-ce
20 qu'elle est prise avec maître Poulin? Est-ce
21 qu'elle est prise dans le cadre de rencontres avec
22 lui? Dans le temps et dans le contexte, si vous
23 pouvez nous aider un tout petit peu.

24 R. Mais en fait, moi je me rappelle très bien de ça
25 puis peut-être que, je me trompe peut-être de date

1 d'une journée mais...

2 Q. **[347]** Ce n'est pas grave, approximativement.

3 R. ... je suis pas mal certain que le vingt-sept (27)
4 octobre, le vingt-sept (27) octobre je suis assis
5 dans le bureau à monsieur Renaud puis là, je lui
6 dis, je dis « Là, tu sais, il faut aller, tu sais,
7 il faut aller le voir, d'autant plus que maître
8 Poulin, deux arguments, maître Poulin, d'autant
9 plus, il y a quelqu'un de La Presse qui a déjà eu
10 accès ou ils se sont rendu compte qu'il y avait
11 effectivement des ordonnances. ».

12 À ce moment-là, dans mon esprit, ils n'ont
13 pas saisi c'était sur qui. Tu sais, j'étais peut-
14 être naïf mais ils l'avaient déjà fait mais moi, je
15 ne pensais pas qu'ils avaient fait le lien avec
16 monsieur Lagacé. Puis deuxième argument...

17 Q. **[348]** La Presse?

18 R. Oui, c'est ça, le représentant de La Presse, quand
19 il parle avec maître Poulin, je ne pensais pas
20 qu'il avait fait le lien avec monsieur Lagacé.

21 Q. **[349]** Hum, hum.

22 R. Je pense qu'il avait fait le lien avec un mandat
23 qui concernait La Presse mais pas monsieur Lagacé.

24 Q. **[350]** Hum, hum.

25 R. Deuxième argument, puis c'est ça que j'ai trouvé

1 dans mes mains, c'est que maître Poulin nous envoie
2 un National Post, il nous l'envoie en email,
3 l'arrêt, puis il nous dit que ça, on est obligés en
4 vertu de la jurisprudence. Ça fait que, donc, je
5 dis à monsieur Renaud « Bien là, pas juste qu'on
6 veut le voir par courtoisie mais là, on est obligés
7 de le faire. C'est parce que là, on te le disait
8 par courtoisie. Là, on est obligés de le faire. ».
9 Ça fait que c'est le vingt-sept (27) qu'on va lui
10 dire ça. Mais peut-être que c'est le vingt-huit
11 (28) au matin mais je vous dis, comme...

12 Q. **[351]** Avant le, peu de temps avant le vingt-huit
13 (28). Soit le vingt-sept (27)...

14 R. C'est avant la rencontre puis c'est dans son bureau
15 quand je suis assis puis, avec monsieur Borduas,
16 puis on lui dit ces arguments-là.

17 Q. **[352]** Présignons pour les fins de discussion que
18 c'est le vingt-sept (27).

19 R. Oui.

20 Q. **[353]** Je ne vous en tiens pas rigueur si c'est le
21 vingt-huit (28) au matin, ça va être plus simple
22 pour... Donc, la réunion du vingt-sept (27),
23 qu'est-ce qui amène sur, comme sujet de discussion
24 le fait, bon, le fait que monsieur, que maître
25 Poulin va ultimement vous envoyer National Post, le

1 fait que vous parlez de la rencontre, est-ce que
2 c'est justement un représentant de La Presse qui a
3 parlé à maître Poulin et le fait que, donc, ils
4 savent, peut-être pas Lagacé, mais qu'il y a des
5 médias? Pourquoi on discute de ça le vingt-sept
6 (27)?

7 R. Mais, notamment, on va en discuter avant, comme
8 vous dites, comme vous avez compris, c'est qu'on va
9 discuter avant pour aller le voir mais pourquoi que
10 ça devient comme, tu sais, un peu plus urgent, bien
11 ça va de soi, c'est que maître Poulin, il va
12 communiquer une liste, je pense, à un avocat de La
13 Presse ou à un avocat des médias, une liste des
14 ordonnances judiciaires...

15 Q. [354] Hum, hum.

16 R. ... lors de la divulgation.

17 Q. [355] O.K.

18 R. Et c'est à ce moment-là que, tu sais, là, le temps,
19 tu sais le sablier, il ne reste plus, il reste
20 quelques grains de sable dedans. Tu sais, à un
21 moment donné, il va...

22 Q. [356] Ils vont voir qu'il y a eu de la
23 surveillance.

24 R. Il va l'apprendre puis moi je trouvais que, bien,
25 on trouvait, pas juste moi, je veux dire, en

1 équipe, on trouvait qu'il valait mieux lui annoncer
2 avant qu'il l'apprenne, tu sais, que de l'annoncer
3 après. Tu sais, la valeur de la rencontre, bien, on
4 le voit qu'est-ce que ça a donné. Si on l'avait
5 rencontré beaucoup avant, bien, peut-être que ça
6 aurait été reçu mieux. En tout cas, j'imagine.

7 Q. [357] Et est-ce que je comprends de votre
8 témoignage que, bon, il y a cette discussion le
9 vingt-sept (27) ou le vingt-huit (28) au matin mais
10 qu'il y avait eu auparavant des discussions
11 aussi...

12 R. Oui.

13 Q. [358] ... pour rencontrer les journalistes.

14 R. Oui, c'est ça que je vous dis, Maître.

15 Q. [359] Et auparavant, ces discussions-là, est-ce
16 qu'elles ont lieu avec maître Poulin? Est-ce que
17 c'est le premier à attirer votre attention là-
18 dessus?

19 R. Non, ce n'est pas maître Poulin. Non, c'est
20 vraiment en équipe, c'est vraiment à notre niveau,
21 un niveau plus inférieur qu'on discutait d'aller le
22 rencontrer. Puis on mettait, justement, des
23 possibilités de la façon qu'on va le faire.

24 Q. [360] O.K.

25 R. On va le voir, il vient nous voir, on...

1 Q. [361] Est-ce que vous aviez discuté de ça avec les
2 Communications...

3 R. Non.

4 Q. [362] ... à l'époque?

5 R. Non.

6 Q. [363] O.K. Finalement, vous avez expliqué, je
7 pense, les raisons, ça ne se fait pas. Le vingt-
8 sept (27) il y a un événement catalyseur.

9 R. Oui.

10 Q. [364] Le vingt-huit (28), donc, vous recevez ce
11 courriel des Communications. Vous prenez ça
12 comment? En fait, le courriel, vous le recevez de
13 monsieur Martin Renaud qui est votre supérieur mais
14 c'est une chaîne de courriels des Communications.

15 R. Oui.

16 Q. [365] Vous voyez ça?

17 R. Oui.

18 Q. [366] Et vous prenez ça comment, vous, la réception
19 de ce courriel-là? Pourquoi monsieur Renaud vous
20 envoie ce courriel-là?

21 R. Bien, c'est parce que ça faisait suite, selon moi,
22 ça faisait suite aux discussions qu'on a eues par
23 rapport à ça.

24 Q. [367] O.K. Parce que vous avez rencontré les
25 Communications, c'est ça?

1 R. Non, moi je n'ai jamais, je les rencontre
2 seulement, je vous dirais, quelques minutes avant
3 d'aller rencontrer monsieur Lagacé et quelques
4 minutes après avoir été rencontrer monsieur Lagacé.
5 Donc, c'est le seul moment que je vais être en
6 communication directement avec les gens de la
7 Communication.

8 Q. [368] O.K. Alors ce courriel-là, pour vous, il
9 représente les discussions que vous avez eues en
10 équipe, c'est ça?

11 R. Bien, avec monsieur Borduas, du moins.

12 Q. [369] O.K.

13 LE PRÉSIDENT :

14 Maître Leblanc, on va prendre la pause du matin.

15 Alors, de retour à onze heures cinq (11 h 05).

16 Merci.

17 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

18 REPRISE DE L'AUDIENCE

19 _____

20 LE PRÉSIDENT :

21 Merci à tous de votre ponctualité. Maître Leblanc?

22 Me CHRISTIAN LEBLANC :

23 Merci, Monsieur le Président.

24 Q. [370] Monsieur Hanna, vous avez discuté, donc vous
25 dites que vous rencontrez les Communications très

1 peu de temps avant de quitter et très peu de temps
2 après la rencontre, toujours celle du vingt-huit
3 (28) octobre à La Presse. Dans la première
4 rencontre, avant de quitter, qu'est-ce qui se dit?
5 Qu'est-ce que vous vous souvenez qui s'est dit dans
6 cette rencontre-là?

7 R. La première rencontre avant d'aller rencontrer La
8 Presse.

9 Q. [371] Avant...

10 R. Oui.

11 Q. [372] Oui, c'est ça.

12 R. La discussion a eu lieu avec monsieur Labos et
13 madame Marie-Claude Dandenault, qui est la
14 responsable des communications.

15 Q. [373] Hum hum?

16 R. Et je vous avoue, je cherchais à savoir c'était
17 quoi vraiment notre mandat, parce que normalement
18 c'est réservé aux communications, ces choses-là,
19 surtout quand ça passe par eux.

20 Q. [374] Hum hum?

21 R. Et... Fait que là j'essayais de savoir c'est quoi
22 qu'ils voulaient qu'on... C'est quoi le message
23 qui... Puis ils nous ont tout simplement dit :

24 « Bien, vous vouliez aller le voir, bien... »

25 T'sais, c'est dans la même veine, là, de l'informer

1 de l'enquête, et d'informer dans quelle mesure
2 qu'il a fait l'objet, mettons, de certains types
3 d'autorisations. C'est ça le message général. Ça
4 fait que ça ne m'a pas vraiment aidé, là, je vous
5 avoue, fait que... On est allé quand même...

6 Q. [375] Donc c'était expliquer l'enquête, en fait?

7 R. Oui. D'expliquer...

8 Q. [376] J'essaie juste de comprendre.

9 R. D'expliquer l'enquête et l'implication de monsieur
10 Lagacé dans cette enquête-là.

11 Q. [377] O.K. Et lorsque vous revenez, vous avez dit
12 qu'il y avait... qu'il y a eu un... pas longue, là,
13 mais une autre rencontre avec les communications?

14 R. Oui.

15 Q. [378] Qu'est-ce qui a été discuté là?

16 R. Bien, ils nous ont demandé comment... Bien nous,
17 quand je dis « ils nous ont demandé », « ils »,
18 c'est monsieur Labos et madame Marie-Claude
19 Dandenault.

20 Q. [379] Hum hum?

21 R. Qui est la commandante.

22 Q. [380] Hum hum?

23 R. Je ne me rappelle plus si monsieur Renaud était
24 encore là ou il avait quitté. Peut-être qu'il était
25 là. Puis là ils nous ont demandé comment ça a été.

1 Moi je trouvais que ça n'avait pas... ça avait bien
2 été, somme toute. Je veux dire, c'était courtois
3 puis... avec les gens.

4 Q. **[381]** Hum hum?

5 R. Mais je savais que... T'sais, je ne dirais pas
6 qu'on a échoué, mais je voyais, t'sais, que là on
7 est comme... On a fait du rattrapage, en d'autres
8 mots. C'est que là on les informe de quelque chose
9 qu'ils étaient au courant, que les gens ont déjà eu
10 leur première impression, puis on sait que la
11 première impression, souvent c'est dommageable, ça
12 fait que... C'est difficile de refaire une bonne
13 première impression.

14 Q. **[382]** Et donc à la première rencontre avant de
15 quitter il y avait monsieur Labos, il y avait
16 monsieur Borduas, il y avait madame Dandenault et
17 vous? C'est ça?

18 R. Oui.

19 Q. **[383]** O.K. Et au retour il y a madame Dandenault,
20 monsieur Labos?

21 R. Et monsieur Re...

22 Q. **[384]** Vous n'êtes pas sûr si monsieur Renaud y
23 était?

24 R. Monsieur Renaud était... Il était là au début, ça
25 je suis...

1 Q. [385] Il était là? O.K.

2 R. Il était là au début. Puis je ne suis pas certain
3 qu'il était là après.

4 Q. [386] O.K. Dans le courriel 89P - et j'ai posé les
5 mêmes questions à monsieur Borduas - à la toute
6 fin, vous voyez que Darren Martin McMahon-Payette,
7 là, qui est chargé de communications au SPVM, dit :

8 Est-ce en lien avec Fayçal Djelidi?

9 Marie-Hélène me dit que son cellulaire
10 montrait beaucoup d'appels de ce
11 journaliste.

12 Je vous suggère, là - on a vérifié depuis, là - que
13 c'est Marie-Hélène Ladouceur, des Communications.

14 Je ne sais pas si vous connaissez?

15 R. Non, je ne la connais pas.

16 Q. [387] O.K. Savez-vous pourquoi ces gens-là, donc
17 cette Marie-Hélène et Darren Martin McMahon-
18 Payette, savent ça?

19 R. Bien, il y a deux explications que moi je me suis
20 données quand j'ai vu ça la première fois que vous
21 avez posé cette question-là.

22 Q. [388] Hum hum?

23 R. C'est que, est-ce qu'ils ont été mis au courant
24 avant que ça soit public, ou après que ça soit
25 public? Puis je vous avouerais, je ne sais pas...

1 Je ne sais pas pourquoi qu'ils étaient au courant
2 de ça, puis à quel moment.

3 Q. [389] Parce que je vous suggère qu'à cette époque-
4 là, au vingt-huit (28), les affidavits ne sont
5 pas... ce n'est pas descellés, là. Il n'y a pas...
6 Je ne sais pas si c'est à votre connaissance, là,
7 mais...

8 R. O.K. Non.

9 Q. [390] Donc vous ne savez pas pourquoi ces deux
10 personnes-là...

11 R. Non.

12 Q. [391] ... seraient au courant de ces détails-là.

13 R. Non.

14 Q. [392] On s'entend que normalement, les enquêtes à
15 la DAI sont gardées confidentielles, notamment -
16 monsieur Borduas nous l'a dit, là - l'impact sur
17 les policiers visés.

18 R. Oui.

19 Q. [393] Donc, est-ce que je peux conclure que c'est
20 quand même surprenant pour vous de voir qu'à ce
21 stade-là ou à ce moment-là, les Communications,
22 deux personnes aux Communications?

23 R. Je vous avoue que je n'avais pas porté attention à
24 cet aspect-là...

25 Q. [394] Oui.

1 R. ... du message, mais moi, pour moi, c'est
2 inhabituel qu'ils soient au courant des... en tout
3 cas, du nom et des appels, et/ou nombre d'appels.

4 Q. [395] C'est quand même un niveau de détail assez
5 précis, là.

6 R. Oui, parce que... admettons, en lien avec Fayçal
7 Djelidi, il y a eu une conférence de presse, je
8 pense, de direction au mois de juillet, quand il y
9 a eu l'arrestation.

10 Q. [396] Hum hum.

11 R. Donc tu sais, ça a peut-être été connu là, le nom,
12 mais le nombre d'appels, je ne pense pas que ça a
13 été discuté lors de cette conférence...

14 Q. [397] Hum hum.

15 R. ... de presse-là.

16 Q. [398] O.K. Je n'ai plus de question, Monsieur le
17 Président, pour monsieur Hanna. Monsieur Hanna,
18 merci beaucoup de votre témoignage.

19 R. Bienvenue. Merci à vous.

20 LE PRÉSIDENT :

21 Merci, Maître Leblanc. Maître Déom?

22 Me MICHEL DÉOM :

23 Pas de questions, merci.

24 LE PRÉSIDENT :

25 Maître Dumais?

1 Me CATHERINE DUMAIS :

2 Je n'aurai pas de question non plus, Monsieur le
3 Président.

4 LE PRÉSIDENT :

5 Maître Cossette?

6 Me MARIE COSSETTE :

7 Pas de questions, Monsieur le Président, merci.

8 LE PRÉSIDENT :

9 Maître Coderre.

10 Me MARIO CODERRE :

11 Finalement, je n'aurai pas de questions, merci.

12 LE PRÉSIDENT :

13 Maître Crépeau?

14 Me PAUL CRÉPEAU :

15 Deux petites questions.

16 LE PRÉSIDENT :

17 Oui, je vous en prie. Maître Crépeau représente la
18 Cour du Québec.

19 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU :

20 Q. **[399]** Monsieur Hanna.

21 R. Maître Crépeau.

22 Q. **[400]** Juste en introduction, votre collègue,
23 monsieur Borduas, a expliqué en début de semaine
24 passée, il a parlé de failles au niveau de
25 transmission de l'information, de renseignements

1 qui se retrouvaient dans un affidavit. Vous avez...
2 vous êtes revenu sur la question pour expliquer,
3 essentiellement, que ce qui avait été dénoncé par
4 monsieur Borduas était, si je résume bien, un
5 imbroglio concernant l'identité du nom d'une source
6 ou des renseignements comme ça. Ce n'est pas
7 tellement sur ce phénomène-là que je veux revenir,
8 mais... et vous avez ajouté, vous dites, de toute
9 façon, ça appartient à l'affiant de vérifier ses
10 sources, de vérifier l'identité, le profil de la
11 source, la fiabilité. Ça, je comprends que vous
12 dites que ces informations... ce renseignement-là
13 parce que vous l'avez appris dans votre formation
14 comme juriste aussi. Question, est-ce qu'il y a, au
15 SPVM, une directive ou une information quelconque
16 très claire qui est diffusée à tous ceux qui sont
17 appelés à être affiants pour dire voici, vous avez
18 l'obligation de vérifier les différents
19 renseignements que vous allez indiquer dans vos
20 affidavits?

21 R. S'il y a une procédure? Vous voulez savoir s'il y a
22 une procédure?

23 Q. **[401]** Oui, s'il y a une procédure écrite,
24 distribuée aux enquêteurs pour leur dire comment
25 rédiger les renseignements dans un affidavit.

1 R. Je crois que dans le mode des fonctionnements, qui
2 est le livre des procédures du SPVM...

3 Q. [402] Oui.

4 R. ... on y fait mention par rapport aux affidavits...
5 aux affidavits et à qui se référer pour avoir le...
6 à qui se référer, qui est, en l'occurrence, le
7 Module de contrôle de l'informateur, c'est à eux
8 qu'on doit se référer pour obtenir le profil de la
9 source. Maintenant, est-ce que c'est une... c'est
10 tu indiqué de cette façon-là, je ne peux pas vous
11 le dire, je ne m'en rappelle pas, mais je sais
12 qu'il y a une procédure qui existe à cet effet-là.
13 Mais de quelle façon qu'elle est rédigée, je ne
14 pourrais pas vous répondre, Maître.

15 Q. [403] O.K. Et savez-vous, dans le cas qui a été
16 mentionné par monsieur Borduas, si cette procédure-
17 là a été suivie?

18 R. Mais en fait, je ne prétends pas que monsieur
19 Borduas a manqué en quoi que ce soit, là. Mais ceci
20 étant dit, ce n'est pas ça. Tout ce que je vous
21 dis, c'est lorsqu'on divulgue des informations, que
22 ce soit, admettons, l'info... le contrôleur ou
23 l'affiant, les deux, on doit faire des
24 vérifications. Et naturellement, il vaut mieux les
25 deux qu'on en fasse pour, justement, trouver les...

1 s'il y a des irrégularités ou des problèmes. Dans
2 ce cas-ci, je ne sais pas si monsieur Borduas...
3 Moi, je sais qu'étant donné que j'étais aux
4 Stupéfiants, et aux Stupéfiants, j'ai été formé de
5 cette façon-là, parce qu'on fait affaire avec
6 beaucoup de sources, je ne sais pas, à ce moment-
7 là, je ne connais pas le bagage de monsieur Borduas
8 par rapport au contrôle de source, est-ce qu'il y a
9 des sources enregistrées à son nom, je ne crois
10 pas, est-ce qu'il a fait affaire avec beaucoup
11 d'affidavits sur la foi des dires de sources, mais
12 je peux vous dire que la plupart de enquêteurs,
13 sinon la majorité des enquêteurs qui oeuvrent avec
14 les sources...

15 Q. **[404]** Oui.

16 R. ... connaissent ça. Autant quand ils sont affiants
17 que quand ils donnent l'information.

18 Q. **[405]** O.K. Ils l'ont appris par leur expérience
19 personnelle?

20 R. Par l'expérience et, souvent, je vous dirais, à la
21 Cour, on... il y a le juge Fortin, que vous
22 connaissez, le juge Fortin, il est très sévère en
23 cette matière-là, dans le sens que quand on parle
24 de sources, bien il veut savoir la source elle
25 vient d'où, c'est quoi son background. Souvent, il

1 va demander à ce qu'on rajoute un paragraphe sur la
2 fiabilité de la source. Donc, pour rajouter ce
3 paragraphe-là de la fiabilité de la source, il faut
4 avoir un profil de la source. Il faut avoir un
5 certain profil de la source.

6 Q. **[406]** Donc, il y a des exigences de la part des
7 juges, des juges de paix qui émettent des
8 autorisations.

9 R. Les juges de paix qui oeuvrent beaucoup avec les
10 enquêteurs en matière de stupéfiants, je dis
11 beaucoup « stupéfiants, gangs de rue » parce qu'il
12 y a beaucoup de sources d'impliquées, donc ces
13 juges-là sont très alertes à cet aspect-là. Puis je
14 vous dis le juge Fortin parce que lui, il est
15 intransigible là-dessus, ça fait que c'est par
16 rapport à ça, oui. Ça fait qu'il y a des exigences.

17 Q. **[407]** Maintenant, sur une chose qui est en
18 parallèle un peu, au niveau de la consultation lors
19 de la rédaction, justement, de différents types
20 d'affidavits qui accompagnent les demandes
21 d'autorisations judiciaires, est-ce que vous, avez-
22 vous l'habitude de consulter des gens du DPCP pour
23 faire valider votre rédaction ou pour qu'elle soit
24 prête et mieux préparée pour le juge de paix?

25 R. En fait, je suis content que vous posiez cette

1 question-là parce que c'est une question qui est
2 quand même complexe puis je vais vous expliquer
3 pourquoi. C'est qu'il faut faire attention, il y a
4 plusieurs mécanismes qui sont mis par le SPVM et
5 par le DPCP justement pour répondre à ces besoins-
6 là.

7 La première source que je peux consulter,
8 je vais vous parler d'expérience, la première
9 source c'est mes pairs.

10 Q. **[408]** Oui.

11 R. Je vais me référer à quelqu'un qui a déjà rédigé un
12 mandat dans ce type-là qui, lui, va pouvoir me
13 fournir. Ensuite, c'est l'expérience, c'est le
14 superviseur qu'on dit. Par la suite, il y a les
15 préposés aux autorisations judiciaires qu'on
16 appelle aussi, c'est des gens que monsieur, je
17 pense, Deramond a expliqué qu'ils ont des
18 formations en droit et eux autres, c'est des
19 policiers qui ont des formations en droit, qu'ils
20 nous offrent le service de réviser nos mandats.
21 Donc, ces gens-là, on peut faire appel à eux.

22 Q. **[409]** Est-ce que c'est juste en matière d'écoute
23 électronique?

24 R. Non.

25 Q. **[410]** C'est pour tous les types d'autorisations.

1 R. C'est qu'en matière d'écoute électronique, on est
2 obligés...

3 Q. [411] Oui.

4 R. ... de faire affaire avec eux et en matière d'ADN,
5 je pense, on est obligés.

6 Q. [412] Oui.

7 R. Mais ils sont ouverts à tout parce que, comme vous
8 le savez, des écoutes électroniques, il n'y en a
9 pas à chaque jour, tu sais, je veux dire, quand il
10 y en a, bien c'est un dossier après ça pendant
11 soixante (60) jours, et cetera, ils sont
12 disponibles. Donc, on peut se référer à eux en tout
13 temps.

14 Ensuite de ça, il y a le Contentieux, le
15 Contentieux du SPVM à qui on peut se référer. Je
16 vous dirais que le Contentieux, on fait moins appel
17 au Contentieux du SPVM et je vous dirais pourquoi,
18 parce que souvent c'est une question d'expérience
19 avec certains types de mandats et certains types de
20 criminalité. Donc, on va souvent faire appel aux
21 procureurs-conseils parce que le procureur-conseil
22 il oeuvre dans la pratique donc lui, il nous offre
23 ce service-là.

24 Mais d'appeler directement au DPCP,
25 exemple, si je connais un procureur au DPCP,

1 souvent il va y avoir un malaise parce qu'ils ne
2 veulent pas, vu qu'ils ne sont pas nommés au
3 dossier, ils ne veulent pas trop donner de, tu
4 sais, de conseils par rapport à ce dossier en
5 particulier, là.

6 Q. **[413]** Alors, quand vous parlez de procureurs-
7 conseils, c'est l'équipe, le Bureau de services-
8 conseils?

9 R. Exactement, exactement, oui.

10 Q. **[414]** O.K.

11 R. Je ne parle pas... Oui, Monsieur le Juge.

12 LE PRÉSIDENT :

13 Q. **[415]** Le Bureau de services-conseils, c'est le
14 Contentieux?

15 R. Non, le Bureau-conseil c'est un service offert par
16 le DPCP, c'est un numéro 1-800 qu'on peut appeler
17 et se référer au procureur-conseil de garde, qu'on
18 puisse référer à eux.

19 Me PAUL CRÉPEAU :

20 Et pour connaître très bien ce Bureau-là, Monsieur
21 le Président, il faut indiquer que c'est ouvert le
22 soir après quatre heures trente (16 h 30) jusqu'à
23 huit heures trente le matin (8 h 30). C'est un
24 service en dehors des heures de bureau et les fins
25 de semaine, vingt-quatre heures sur vingt-quatre

1 (24/24).

2 R. Oui, puis pour aller dans ce sens-là, aux
3 Stupéfiants, on travaille dans ces heures-là
4 souvent.

5 Q. [416] Oui, c'est ça.

6 R. C'est pour ça qu'on fait affaire avec eux.

7 Q. [417] Mais ce n'est pas accessible sur les heures
8 normales...

9 R. Non, exact. C'est ça.

10 Q. [418] ... de bureau. O.K.

11 LE PRÉSIDENT :

12 Est-ce que ce sont des informations qui viennent
13 d'une autre vie que vous avez vécue?

14 Me PAUL CRÉPEAU :

15 D'une autre vie où on dormait à des heures
16 différentes. Merci, Monsieur Hanna.

17 R. Bienvenue.

18 M. ALEXANDRE MATTE, Commissaire :

19 Q. [419] Peut-être une question à monsieur Hanna.

20 R. Oui.

21 Q. [420] Vous étiez l'enquêteur principal au dossier
22 dans monsieur Djelidi, bon, vous avez rédigé le
23 plan d'enquête. Avez-vous l'impression d'avoir été
24 suffisamment présent dans la supervision du
25 dossier?

1 R. En fait, Monsieur le Commissaire, je n'étais pas
2 l'enquêteur principal au dossier de monsieur
3 Djelidi et je vais vous expliquer pourquoi. C'est
4 que dans le dossier de monsieur Djelidi, monsieur
5 Borduas avait le rôle d'enquêteur principal et j'ai
6 été en support à lui. Et pour démontrer ça, je
7 pense que monsieur Borduas a été assez présent dans
8 le dossier. C'est lui qui a rédigé le précis des
9 faits.

10 Normalement, c'est l'enquêteur qui rédige
11 le précis des faits, c'est monsieur Borduas qui a
12 rédigé le précis des faits. La chronologie
13 d'enquête qu'on en a parlé souvent, c'est
14 l'enquêteur principal au dossier qui peut savoir
15 c'est quoi la chronologie de l'enquête.

16 Q. **[421]** O.K.

17 R. Donc, c'est monsieur Borduas qui a rédigé la
18 chronologie d'enquête. Je pense que j'ai été assez
19 présent par rapport à mon rôle de support et je
20 savais pertinemment que je ne pouvais pas être
21 l'enquêteur principal étant donné mes obligations
22 ailleurs. Parce que sinon je n'aurais, comme vous
23 avez dit, je n'aurais pas été capable, en mesure de
24 superviser le dossier. C'est important que
25 l'enquêteur principal soit présent.

1 Q. [422] O.K. Merci.

2 LE PRÉSIDENT :

3 Q. [423] Bon, là, c'est la bonne fois. Merci beaucoup
4 Monsieur Hanna et puis merci de votre présence.

5 R. Merci et bonne chance dans votre mission.

6 Q. [424] Merci.

7 Alors, le prochain témoin, Maître Joncas, Maître
8 Levasseur?

9 Me LUCIE JONCAS :

10 Oui, alors le prochain témoin, on m'informe qu'il
11 est en route.

12 Me CHARLES CÔTÉ :

13 Bonjour, Monsieur le Président. Charles Côté, je
14 suis conseil pour Costa Labos qui est l'inspecteur-
15 chef qui est le prochain témoin. On a été pris un
16 peu de court, je vous dirais, par le contexte plus
17 raccourci cette fois-ci on s'attendait à plus long.
18 Monsieur est en route, je l'ai appelé à la pause,
19 je lui ai demandé de s'en venir il est en route.
20 C'est le mieux que je puisse vous dire à ce stade-
21 ci.

22 LE PRÉSIDENT:

23 Bon, alors, ça donnera rien qu'on soit assis ici.
24 Maître Leblanc, vous allez me dire quelque chose?

25

1 Me CHRISTIAN LEBLANC :

2 Je me levais en prévision.

3 LE PRÉSIDENT :

4 Vous auriez pu rester debout, parce que c'est ce
5 qu'on va faire. Dès que monsieur Labos arrive et
6 qu'il est prêt à témoigner, vous viendrez nous
7 chercher. On ne sera pas loin, à côté.

8 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

9 REPRISE DE L'AUDIENCE

10 _____

11 LE PRÉSIDENT:

12 Maître Levasseur, on vous écoute.

13 Me CHARLES LEVASSEUR:

14 Oui, Madame la Greffière, s'il vous plaît, procédez
15 à l'assermentation de monsieur Labos.

16 _____

1 IN THE YEAR TWO THOUSAND AND SEVENTEEN (2017),
2 on this twenty-third (23rd) day of May, came and
3 appeared,

4
5 COSTA LABOS, Police officer for the Montreal
6 Police

7
8 WHOM, having made a solemn declaration, doth depose
9 and say as follows:

10
11 EXAMINED BY Me CHARLES LEVASSEUR:

12 Q. [425] Good morning, Mr. Labos.

13 A. Good morning, sir.

14 Q. [426] Mr. Labos, you are going to testify in
15 English, but a couple of questions before, some
16 questions that I have for you on your background.
17 You're testifying in English, but you do understand
18 French, am I right?

19 A. You're correct.

20 Q. [427] You're reading French too?

21 A. Correct.

22 Q. [428] Okay. I'm asking you this because I'm going
23 to refer you to some exhibits that was produced
24 before the Commission, and I wanted to make sure
25 that you do understand French orally and written.

1 A. Out of respect for the Commission, if there's some
2 stuff you want to answer, say in French, you could,
3 and I'm going to be testifying in English, but I'm
4 sure that you're going to be using some French
5 words also...

6 Q. [429] Okay.

7 A. ... during my testimony, so...

8 Q. [430] Exactly.

9 A. ... feel free.

10 Q. [431] So, you've just said to us that you are a
11 police officer at the SPVM. What position are you
12 holding right now?

13 A. Presently, I'm Chief Inspector.

14 Q. [432] Okay. Of any department in specific?

15 A. Operational communications and information systems.

16 Q. [433] Regarding your academic background, could you
17 please inform us of your academic background?

18 A. I graduated in nineteen ninety (1990) from École
19 Nationale de Police. From ninety-four ('94) to
20 ninety-nine ('99), I have a certificate in Human
21 Resource Management. Then I did a certificate in
22 Gestion de bureau d'enquête; I need one course to
23 equivalence to complete. And presently, I'm doing a
24 Master's program in public security.

25 Q. [434] Okay. Regarding your professional background,

1 have you ever been to another police force, or
2 you've been with the SPVM your whole career?

3 A. My whole career.

4 Q. [435] Your whole career. And you began what year?

5 A. I began my career... you want me to go through my
6 career?

7 Q. [436] Well, just...

8 A. Okay.

9 Q. [437] ... just the reason...

10 A. I got hired in nineteen ninety-one (1991). I was a
11 patrolman from nineteen ninety-one (1991) to
12 nineteen ninety-six (1996). In nineteen ninety-six
13 (1996), I became an investigator for the Street
14 Gang Division, from ninety-six ('96) to nineteen
15 ninety-nine (1999). In nineteen ninety-nine (1999),
16 I was promoted to sergeant-detective at the South
17 Operational Centre. Very quickly, I came back to
18 street gangs as a Superviseur des enquêtes, from
19 ninety-nine ('99) to two thousand and one (2001).

20 There was a new structure that was put in
21 place throughout the SPVM in two thousand and one
22 (2001), so I went back to my functions as an
23 investigator for the next two (2) years. In two
24 thousand and three (2003), I was promoted to
25 lieutenant-detective in charge of what we call

1 night patrol, so responsible for all the criminal
2 activities and throughout the province... not the
3 province, excuse me; throughout the city of
4 Montreal. That's in two thousand and three (2003)
5 to two thousand and five (2005). In two thousand
6 and five (2005), I came back to... as a lieutenant-
7 detective at the Street Gang Division in the north.
8 I did that for almost two (2) years. In two
9 thousand and six (2006), I went to the Organized
10 Crime Division, where I was in charge of proceeds
11 of crime; I did that for three (3) years. In two
12 thousand nine (2009), I was promoted to commander
13 of quality services; I did that for about almost
14 six (6)... about six (6) months, and that's when I
15 got the famous phone call to report to the fourth
16 floor and go and meet my ex-boss, who, back in
17 nineteen ninety-two (1992), they asked me to become
18 commander of special investigations, which I
19 agreed. I stayed commander until...

20 THE PRÉSIDENT :

21 Q. **[438]** Which year was that?

22 A. In two thousand nine (2009).

23 Q. **[439]** Two thousand nine (2009)?

24 A. End of two thousand nine (2009). Yes.

25 Q. **[440]** End of two thousand nine (2009)?

1 A. Yes. So, end of two thousand nine (2009) 'till two
2 thousand thirteen (2013), September two thousand
3 thirteen (2013), that's when I was promoted to
4 inspector in charge of special investigations with
5 a new structure that was put in place.

6 In two thousand fourteen (2014) I was still
7 inspector, but the structure changed in terms of,
8 from having two inspectors, one for enquêtes
9 criminelles and one for discipline, they abolished
10 the post of the other inspector and it was united,
11 and I was in charge, as of, if I'm not mistaken,
12 two thousand fourteen (2014), of both units, both
13 sections - Section interne and section discipline.

14 And in two thousand fifteen (2015),
15 November of two thousand fifteen (2015), I was
16 promoted to Chief Inspector of Internal Affairs,
17 'til November of two thousand sixteen (2016), where
18 I was... I went laterally to Operational
19 Communications and informations policières.

20 Me CHARLES LEVASSEUR:

21 Q. **[441]** Okay. Regarding some specific training that
22 you could have received, did you receive any kind
23 of specific training regarding writing affidavits,
24 writing judicial demands?

25 A. I'd have to go back... We'd have to go back, I

1 think it's in two thousand (2000), if I'm not
2 mistaken, when we followed the sergeant-detective
3 course at Nicolet.

4 Q. **[442]** Hum, hum?

5 A. We had a basic overview of the different warrants
6 that were granted for various situations. But in
7 terms of being more specific, if I have, concerning
8 that type of warrant, no.

9 Q. **[443]** No. So...

10 A. No.

11 Q. **[444]** You had a general training in two thousand
12 (2000), but there is no specific training regarding
13 affidavits from them.

14 A. No specific training, but I was... I was involved,
15 or I was in... I was in charge of various projects
16 that, indeed, had electronic surveillance.

17 Q. **[445]** I'm gonna ask you the same questions
18 regarding wiretapping warrants. Did you ever get...

19 A. The answer...

20 Q. **[446]** ... any kind of...

21 A. The answer is no.

22 Q. **[447]** No.

23 A. No.

24 Q. **[448]** Regarding ethics and professional practices,
25 did you receive any kind of specific training

1 regarding that subject?

2 A. I know we followed a course in ethics. I also
3 followed it at university, but from what my memory
4 serves me, I did... we did follow a course of
5 ethics and policing during my career.

6 Q. **[449]** Okay. You told us briefly, regarding the
7 structure of the Internal Affairs Department, am I
8 right to say that there is two branches... Well,
9 actually, from two thousand fourteen (2014), you
10 say, you said to us that the structure changed. Am
11 I right to think that even before two thousand
12 fourteen (2014), there was two branches on Internal
13 Affairs department: there was special
14 investigations and internal investigations. Am I
15 right to say that?

16 A. You're correct, Your Honour. In two thousand... end
17 of two thousand nine (2009), when I came to the
18 division, there was two... there was three
19 commanders in the Internal Affairs Division. There
20 was a commander for enquêtes spéciales, there was
21 the commander for Internal Affairs, and there was
22 the commander also for Bureau service à la
23 clientèle and... what's the word I'm looking for...

24 Q. **[450]** Quality services?

25 A. A little bit...

1 Q. [451] 'Cause customer services, I don't think
2 it's...

3 A. No. No. But there was a... For more of a prevention
4 role, in terms of Internal Affairs.

5 Q. [452] Okay.

6 A. It was classified as that. That's when I got there,
7 and the boss of the division was the assistant-
8 director at the time. So the structure was with an
9 assistant-director and three commanders that were
10 under his supervision at that time.

11 Q. [453] Okay. You said to us that you've been an
12 inspector and a Chief Inspector at the Internal
13 Affairs. What was your role as, we're gonna start
14 with inspector. What was your role, what were you
15 doing?

16 A. Well, if we go back in terms of when I first began
17 at the division, at the Enquêtes spéciales, I was
18 responsible for overseeing all the investigations
19 in terms of criminal investigations in the
20 division. My role was also to conseiller the... my
21 boss, who at the time, was Mr. Desrochers, but for
22 a very, very short period, because he took his
23 retirement quickly after, to establish the plan
24 d'action, supervise personnel, to be the person in
25 terms of liaison with other police forces, not only

1 other police forces, but also the Minister of
2 Public Security, the DPCP, I was... I was more in
3 the role of having... working with other police
4 forces, of course, also with the RSMP, with the SQ.
5 And quite often, I was also a resource person. It
6 came a little bit later, because as you can
7 understand, when I first got through, I didn't know
8 how anything was... the particularities of the job
9 in question, you know, I learned...

10 Q. [454] Hum, hum.

11 R. ... through experience and everything, but quickly,
12 I became... I became involved and... because of the
13 volume of the dossiers are coming to the SPVM, we
14 were often solicited for advice, and how we do
15 files, and how we... how we proceed with certain
16 situations, so more of a conseiller role as the
17 time went on.

18 Q. [455] And when you're talking about your oversight
19 role, you said to us that you were overseeing all
20 the criminal investigation files. Could you define
21 to us what you mean by overseeing or oversight?

22 R. Well, when I got to the Internal Affairs
23 Department, I've worked in investigation bureaus
24 since nineteen ninety-six (1996) and apart from
25 specialized squads where the Sargent-detective is

1 le superviseur des enquêtes. You know, centre
2 d'enquête, you'll have you lieutenant-detective
3 that will oversee the day to day operations in
4 terms of investigations, and even in some
5 specialized squads, you do have also the
6 lieutenant-detectives that are in charge of teams.
7 So, when I arrived in two thousand and nine (2009)
8 at Internal Affairs, there was no structure... the
9 structure that was in place was concerning... was
10 concerning... it was the commander and directly
11 with his Sargent-detective, so I was the one that
12 was receiving the complaints and evaluating the
13 complaints and distributing the complaints to my
14 investigators at that time, so, basically, I was
15 doing like a hy...

16 Q. **[456]** Hybrid.

17 R. ... hybrid role in terms of investigations and also
18 my commander duties.

19 Q. **[457]** And your overseeing role, does that imply
20 analyzing, reading, correcting, suggesting things
21 about affidavit that could be written by some of
22 your Sargent-detectives?

23 R. My role was... of course, everything went through
24 me in terms of... if we're talking about les précis
25 des faits, so I'll just expend a little bit how the

1 mechanism... how the mechanism... we get... let's
2 say we get a complaint from a citizen concerning a
3 criminal... a criminal... a voie de fait... a voie
4 de fait armé concerning a police officer, well, the
5 report is going to come to my office, I'm going to
6 read the report and at that point, there's elements
7 there that describe that there's a possible
8 allegation in terms of a voie de fait grave, so I'm
9 going to distribute the complaint to an
10 investigator, of course, we have an agenda that I
11 get to see how things evolve in terms of la charge
12 de travail de... you know, of all the
13 investigators...

14 Q. **[458]** If you'll allow me, I'm going to stop you
15 right there. When some criminal allegations is
16 coming to your office, you're saying that you're
17 reading, you're analyzing, and then you are going
18 to distribute the investigation to some
19 investigators. My question is this : could you, on
20 your own, decide that there's no need to
21 investigate that allegation?

22 R. No. We're bound by the laws of... la loi de
23 police...

24 Q. **[459]** Hum, hum.

25 R. ... and we have to communicate with the DPCP...

1 with the DPCP to determine... we consult with the
2 DPCP and at that point, let's say I'm not sure if
3 there was a criminal offense that was... that was
4 loaded in the file or what have you, I'll have a
5 discussion with the prosecutor that's at Quebec and
6 often, they will ask to send the report through
7 email, and there's times that it's come back at...
8 il n'y a aucun fondement ou c'est frivole ou c'est
9 vexatoire ou... but at the end of the day, it's the
10 DPCP that decides in terms of...

11 Q. **[460]** So it's the prosecutor's call, it's not your
12 call.

13 R. There...

14 Q. **[461]** To say that if we have to investigate or not,
15 this is... from your point of view, it's the DPCP's
16 call?

17 R. Well, whatever complaint from whatever channel the
18 complaints come in, we have to investigate...

19 Q. **[462]** Hum, hum.

20 R. ... we could consult, there's some of them that are
21 flagrant, if we're going for violence conjugale,
22 whether, you know, there's no room for
23 interpretation or no room for discrepancy because
24 we're bound by, for violence conjugale. And then,
25 there's other things that sometimes they're not

1 clear or what have you so, we have at our
2 disposition the DPCP, which is there to consult us
3 and guide us if there's anything we have to do in
4 terms of that...

5 Q. **[463]** I don't want to repeat myself, but I just
6 want to be clear, if you're consulting with the
7 prosecutors and the prosecutors say, "No, there's
8 something, this is not frivole or sans fondement."
9 the file is going to come back to your office, the
10 Internal Affairs Office and then you have to
11 investigate. This is what you're saying?

12 A. But it's not only that, it's... Yes, absolutely,
13 you have to investigate because... But at the same
14 time, there's nothing that's not investigated in
15 the sense, there's nothing that's not consulted
16 or...

17 Q. **[464]** Okay.

18 A. Okay. So, once I process, let's say we consult with
19 the DPCP and the DPCP decides there's evidence or
20 there's allegation to be investigated, we send the
21 'avis au Ministère', the MSP number. Well, we send
22 our rep... I ask the investigators to do a little
23 summary of what the allegation is, it's transcribed
24 to the formulaire' and then it's sent to the DPCP.
25 MSP, sorry. MSP.

1 Q. **[465]** The formulaire you're talking about, it's
2 the, I don't know, 268 or 286, I always...

3 A. 286.

4 Q. **[466]** 286.

5 A. If my memory is correct, it's 286 and it's sent and
6 everything is done via my secretary and she will
7 receive, sometimes it takes one, we can get it the
8 same day, sometimes it can take two, three days to
9 get a return in terms of having a number of MSP and
10 it's noted on the file in question.

11 Q. **[467]** As a Chief Inspector, what was your function?
12 What was your role?

13 A. Well, in my last year, I was, in November of two
14 thousand fifteen (2015) until November of two
15 thousand sixteen (2016), I occupied the role of
16 Chief Inspector, Internal Affairs Division. Again,
17 I was in charge of globally, everything that was
18 going on in terms of my division. Counselor also to
19 the Direction when we had specific files. I assured
20 that the whole, my gestionnaires had the tools to
21 do their investigations and always in the image of
22 professionalism and rigueur concerning all the
23 files that were dealt with in Internal Affairs.

24 Q. **[468]** Because as a Chief Inspector in the Internal
25 Affairs Division, am I right to think that you are

1 reporting directly to the Director, there's no one
2 between the Director and you.

3 A. There's a little distinction in terms of my
4 immediate boss, administrative boss, was mister,
5 who just now took his retirement, Mr. Alain
6 Cardinal. And yes, I would report directly to Mr.
7 Pichet concerning the sensitive files or if there's
8 a police officer who got arrested. It was my role,
9 as the Chief Inspector, to inform the Director -
10 because I've gone through three Directors in the
11 Division. I've went from Mr. Delorme, Mr. Parent
12 for five years and for one year with Mr. Pichet.

13 So, in my role more specific, as the Chief
14 Inspector, it was my, when I was informed of
15 allegations against a police officer or an arrest
16 of a police officer or something sensitive to the
17 organization, while... It was my job also to keep
18 informed the Direction for...

19 Q. **[469]** And when you're saying it was your job to
20 keep informed the Direction, I just want to make
21 sure that are you keeping, are you having the
22 discussion directly with, let's say Mr. Pichet or
23 you're going to talk to his Chief of staff and
24 then...

25 A. No, it's directly with the Chief of Police.

1 Q. [470] Directly. And then for the other DAs, I don't
2 know, 'Directeurs associés', like Mr. Deramond.

3 A. Well, the way it works, and I'm not in the gestion
4 of how Mr. Pichet determines who's present or who's
5 not present concerning the discussions that are
6 between myself and him, so I'm just going to give
7 you an example. If, for some reason, I had to go to
8 his office and there was another person in Mr.
9 Pichet's office, before I would say anything, I
10 would ask permission if what I disclosed to the
11 Chief, if the people that are present could listen
12 in to what I might be having to say because it was
13 really, he's my immediate supervisor...

14 Q. [471] Uh, huh.

15 A. ... and there's sensitive stuff so I respected the
16 'confidentialité' of the information that was given
17 directly. So, if Mr. Pichet chose that, whether
18 it's Mr. Deramond or another of his états-majeurs
19 to be present and listen to what's going on, well,
20 who was I to say no? It's the chief that decides,
21 and c'est tout à fait normale.

22 Q. [472] Hum, hum. You talked to us about some change
23 in the structure on September two thousand and
24 thirteen (2013). You said to us that one of the
25 inspectors was let go, and the structure was

1 basically a Chief Inspector, an inspector for both
2 branches.

3 A. Sorry, it just changed in two thousand fourteen
4 (2014).

5 Q. [473] Okay.

6 A. It wasn't two thousand and thirteen (2013), just...

7 Q. [474] No problem. No problem.

8 A. And it was decided that it would be only one
9 inspector that would be dealing with both boxes, as
10 we say. It's not the exact term, but both sections,
11 the Internal Affairs and the Enquêtes spéciales.

12 Q. [475] So, you were informed of... I like the boxes.
13 You were informed about the investigation that was
14 taking place on both boxes?

15 A. As of two thousand... I believe it's November or
16 December of two thousand fourteen (2014), when I
17 took the responsibility of both boxes as, we'll use
18 from now on, no problem, and I also had... you have
19 to understand also, in the structure, that we also
20 had a lieutenant that was 'fonction supérieure' at
21 the Internal Affairs who's been there for I think
22 almost twenty (20) years, if I'm not mistaken,
23 so...

24 Q. [476] Okay, so there's someone higher than you...

25 A. Not higher, under my supervision.

1 Q. [477] Okay.

2 A. Yes.

3 Q. [478] I'm going to give you some names. I just
4 want...

5 A. Sure.

6 Q. [479] Martin Renaud, do you know him?

7 A. Yes, he was the inspector of... he was my inspector
8 from January first (1st), officially, January first
9 (1st), two thousand sixteen (2016) until I believe
10 February of two thousand seventeen (2017). I left
11 in November of two thousand sixteen (2016), and if
12 my dates are correct, I think he left... he was
13 transferred laterally to another place in February
14 of two thousand seventeen (2017).

15 Q. [480] And is the duties that was expected from
16 Mr. Renaud as an inspector was basically the same
17 that you described to us, overseeing the
18 investigation, the criminal investigation file?

19 A. Yes, but there was a bridge in between Mr. Renaud
20 and the investigators, because even since two
21 thousand fourteen (2014), September two thousand
22 fourteen (2014), we had a 'fonction supérieure' as
23 a lieutenant-detective in our division, so there
24 was the... there was a sergeant-detective that was
25 on 'fonction supérieure' of lieutenant-detective in

1 between Mr. Renaud and the investigators.

2 Q. [481] But... sorry, continue.

3 A. Sorry...

4 Q. [482] No, go ahead.

5 A. But it was still his responsibility to oversee day-
6 to-day operations in terms of whether it was
7 projects, whether it was day-to-day complaints, the
8 role of the inspector is also to oversee everything
9 that's going on in the section, and be aware of
10 what's going on in terms of investigations.

11 Q. [483] Normand Borduas, do you know that name?

12 A. Of course.

13 Q. [484] What was his role in...

14 A. He was a sergeant-detective at our Enquêtes
15 spéciales.

16 Q. [485] Do you know from when to when?

17 A. From two thousand fourteen (2014), I think
18 officially October, or September two thousand
19 fourteen (2014), I know he had come a little bit
20 earlier because of what happened at Hôtel de ville
21 in August of two thousand fourteen (2014), and
22 that's when Mr. Borduas first made his, call it
23 official appearance in terms of a more permanent...

24 Q. [486] Hum, hum.

25 A. ... permanent with us, in August, but more

1 operational in terms of investigations in October
2 of two thousand fourteen (2014).

3 Q. **[487]** Iad Hanna.

4 A. Iad Hanna. Mr. Iad Hanna, we were on a special
5 project in two thousand... from two thousand ten
6 (2010) to two thousand... I'm just going on memory.
7 Just bear with me for a sec. I think it's two
8 thousand twelve (2012) or two thousand thirteen
9 (2013). And, seeing that we needed a certain
10 expertise in terms of drug investigators, I had
11 notified one of the supervisors of the North if he
12 knew a couple of investigators that could give us a
13 hand in this special and secret file, and that's
14 the first time I made contact with Mr. Hanna and
15 Mr... his partner at the time, Mr. Valentino.

16 Q. **[488]** And Mr. Hanna told us that he got, let's say
17 a supervisor role, when he was at the Internal
18 Affairs Division. Could you explain to us what was
19 his role, what you understand?

20 A. Well, we had a major fallout going on at that time,
21 and I had my two investigators, l'affiant and the
22 investigator, who were from the Major Crimes
23 Division, that were... had just recently, it wasn't
24 too long that they were in our division, so they
25 handled the, as we say, the meats and potatoes of

1 the major file. And we had a branching, an internal
2 branch of, dealing with drug activity, and
3 Mr. Hanna was responsible for that branch of
4 investigation.

5 Q. [489] I'm asking you because he said to us that he
6 was a superviseur d'enquête. He's been a
7 superviseur d'enquête for, I think it's September
8 two thousand fifteen (2015) to... No, I think it's
9 March two thousand fifteen (2015) to September two
10 thousand fifteen (2015). My question is, is it you
11 who has nominated...

12 A. Yes. Yes.

13 Q. [490] ... Mr. Hanna as a superviseur d'enquête?

14 A. In terms of appointing the investigators in a
15 fonction supérieure, it's my decision, but it's
16 consulted also with my... At the time it was
17 Mr. Werotte who was my immediate supervisor.
18 Mr. Hanna and a few others had gone for the process
19 of lieutenant-detective, and to develop our
20 personnel and... as there weren't too many people
21 knocking on our door to... also to come - let's be
22 honest - to come and work at Internal Affairs, so
23 we developed within, and I gave the opportunity to
24 Mr. Iad Hanna to exercise a supervisory role in
25 preparation for an eventual interview for

1 lieutenant-detective.

2 Q. [491] And did you appoint him on a specific file,
3 or with a specific investigator, or you appointed
4 him for good?

5 A. No. He was appointed in various files. What I
6 expected from Mr. Hanna, and he knows that very
7 well, is that you're the supervisor of the
8 investigation. If you have investigators that are
9 gonna come up to you and ask you for advice, or
10 different reports, or different information, well,
11 it was his role also to oversee some of these day-
12 to-day, which I had done in the past with meetings,
13 with... I didn't get into that before with my role
14 in terms of functions exactly, but that's what I
15 was expecting from... And he exercised his role.
16 He's a very young... young, very determined and
17 bright investigator, and his relations
18 interpersonnelles made... I think made his job a
19 little bit easier with... Because it's not... It's
20 a little bit more difficult when you're working
21 with your peers, and then the next day you become
22 their supervisor. So he had to manoeuvre
23 politically and sensibly to progress in a
24 supervision role.

25 Q. [492] And when he was supervising a file, did he

1 have an authority on the inspector... not the
2 inspector, on the sergeant-detective? Let's say
3 that the sergeant-detective wanted to ask for a
4 communication order, did the sergeant-detective
5 have to ask to Mr. Hanna before going to see a
6 justice of the peace?

7 A. I just want to... I would just go back a little, in
8 terms of the investigators... The investigators
9 have the autonomy to do their investigation in
10 terms of...

11 Q. [493] Okay.

12 A. ... in terms of whether it's a warrant, un mandat
13 de registres, whether it's another technique. It
14 could be talked about, but at the end of the day
15 it's the investigator that brings up... You know, I
16 was an investigator for many years and, you know,
17 you're the one that... you're the one that has your
18 investigation. You're the one that sees what
19 possible techniques, or what possible warrants
20 you're going to need for your file, and I know as a
21 fact when my two investigators from Major Crimes
22 were there, because like I explained, in two
23 thousand and nine (2009), two thousand and ten
24 (2010), there was no supervi... superviseur
25 d'enquête between myself and the investigators, so

1 my senior... my senior investigators were often
2 solicited by members of their peers to discuss
3 different warrants, to discuss different techniques
4 or there were like... they didn't have the official
5 job as fonction supérieure, but they were there to
6 consult, to guide and on the rare occasions, they
7 would come and see me if there was something
8 really... sorry, if there was something really...
9 that they don't know or what have you.

10 Q. [494] I was about to explore that subject when I
11 was... when we would be at the chain of command,
12 but I'm going to ask you the question right now.
13 There's a chain of command, obviously, you are the
14 inspec... you are the Chief Inspector, there's an
15 inspector, there's an LD, then, le superviseur
16 d'enquête, and then, the sergeant-detective. Am I
17 understanding... am I understanding right when...
18 when I'm saying that the sergeant-detective want to
19 use an investigating technique that doesn't imply
20 other sections or cost, the investigator, the
21 sergeant-detective, doesn't have to be approved by
22 you, the inspector or the LD or the superviseur
23 d'enquête?

24 R. The investigator in question, he gets an
25 investigation, he sees that he has to do

1 different... different techniques, it depends what
2 the techniques are, if it's, like you explained...

3 Q. [495] Yes, like...

4 R. ... if it's... if there's a cost effect, if
5 somebody's asking for a special logiciel that costs
6 a thousand dollars (1 000 \$), one hundred percent
7 (100 %), they're going to come and speak to the
8 boss of the division. But if it's a simple warrant,
9 he's... first of all, I'm not going to... unless he
10 has questions on how to write his warrant, but most
11 of the investigators that are select... that are
12 selected or come to our division have a... have an
13 experience with different warrants, they've been
14 investigators for a while, so they do their own...
15 they do their own warrants. There not coming up to
16 my office every two minutes and Mr. Labos, can I do
17 this or can I do that? It's not like that. And
18 often, what the investigators did, like I mentioned
19 before, they had different colleagues that had
20 different experiences and they would go and ask...
21 they would go and ask their peers if they had a
22 question or they weren't sure or what have you. I
23 don't know if that answers your question, but...

24 Q. [496] Yes. Yes.

25 R. ... that's how it was done. It wasn't... there was

1 an autonomy also with the investigators, you know,
2 I've dealt with investigators... I've been in
3 investigations for over twenty (20) years, I've had
4 investigators that come from diverse units, whether
5 it's Major Crimes, Sexual Assaults, Organized
6 Crime, Drug squads, so... Fraud, there's a variance
7 there and everybody has... you know, we work as a
8 team... we work as a team, it's a close-knit
9 team...

10 Q. [497] Hum hum.

11 R. ... in the sense that you know, for myself, I can't
12 start calling in my colleague from another division
13 and start explaining what's going on, because as
14 you understand, the files are confidential, so it's
15 pretty much restricted, so it's within... it's
16 within the investigative unit that we discuss and
17 we go forward with our investigations. And if I
18 need a certain expertise that I don't have on my
19 team, that's why I make the phone calls and I get
20 the people that I need.

21 Q. [498] O.K. Dominic Werotte.

22 R. Yes.

23 Q. [499] You know him... how come you know him?

24 R. Mr. Werotte was my partner as a commander from two
25 thousand... I'm going by memory, now, two thousand

1 and eleven (2011), November, he was my partner
2 until September of two thousand and thirteen
3 (2013). At that point, we were both named
4 inspectors, but the difference between Mr. Werotte
5 and myself, I was named inspector of Enquêtes
6 spéciales. There was a new inspector that came into
7 a box that was named inspector of Affaires
8 internes, and Mr. Werotte was named inspector in
9 charge of the division. So he became the boss of
10 the division from September two thousand and
11 thirteen (2013) until November two thousand and
12 fifteen (2015), where I assumed the role of Chief
13 Inspector afterwards.

14 R. Miss Annie Landry.

15 Q. [500] She's one of our analy... one of our two
16 analysts, but in the last year or so, she's been by
17 herself because the other analyst that was there
18 retired.

19 Q. [501] Uh, uh.

20 A. Sa pré-retraite. So, madame Landry has been there
21 since I got her in end of two thousand nine (2009).

22 Q. [502] And what was, what is the role, we're going
23 to speak to Ms. Landry right after you but briefly,
24 could you describe the role of an analyst in the
25 Internal Affairs Division.

1 A. Yes. Well, her role evolved from when I got her in
2 terms of what she was doing in the beginning versus
3 towards the end, what her job was. When I got
4 there, there was two analysts so they were sharing
5 the duties of doing the work. They supported our
6 investigators in terms of investigations. At the
7 same time, they also supported the investigators of
8 Internal Affairs on the discipline side.

9 At that time also, we had embauche, yes,
10 embauche...

11 Q. [503] You hired.

12 A. Yes, embauche, so they were doing a lot of embauche
13 and enquêtes de sécurité so that was part of their
14 role, on top of analysing different files and
15 through the major investigations that developed
16 through complaints or what have you, the role of
17 the analysts became more, they really started doing
18 more analysing on whether it's charts, whether it's
19 les registres des téléphones...

20 Q. [504] Phone registries, yes.

21 A. The registries when we got into electronic
22 surveillance, they had a specific role also. And we
23 worked very close with the investigators. She
24 worked, they worked both very closely with the
25 investigators in Internal Affairs.

1 Q. [505] Regarding the assignment of files, we talked
2 about that the allegation is coming on your desk.
3 Then, you're consulting with whoever you have to
4 consult and then you're going to assign the
5 investigation. Is there a process, is there
6 criteria, is there...

7 A. Well, you have to understand also, and that's why
8 I'm here to explain that in our office, there's
9 complaints and there's projects also. So, there's
10 certain members of the team that are on projects
11 and there's certain members of the team that are
12 doing the day-to-day, we still have our day-to-day
13 business.

14 When I call it a business, I'd rather have
15 no police officers being in trouble, what have you,
16 but that's not possible. So, when we do get our
17 complaints, I have to evaluate with my agenda
18 d'enquête to see who, the distribution of
19 complaints because everybody has a, we know exactly
20 how many complaints each investigator has, where
21 they are and they're assigned accordingly to the
22 level of what their charge of work is.

23 And we have to keep into account also that
24 some of the investigators are working specifically
25 on a project so I think you can understand that

1 it's hard to give them a call at three o'clock in
2 the morning (3:00) and one of the police officers
3 is involved in a conjugal violence, I'm not going
4 to give it to the person that's on a project. It's
5 going to be more the day-to-day investigators that
6 will handle such files.

7 Q. [506] And is there, you're talking about some
8 caseload and I'm, caseload, charges to assign some,
9 so is there other criteria like this investigator
10 has a speciality to investigate that kind of crime.

11 A. It all depends in terms of... Generally, no. But in
12 specific cases, I'm going to give you a clear
13 example I had, the investigators that were part of
14 the, in the past, Sexual Assault Unit of our police
15 force and if there was a complaint that was dealing
16 with sexual assault but a connotation of sexual
17 assault...

18 Q. [507] Uh, huh.

19 A. ... well, I'd give it to the investigator that has
20 that experience in terms of dealing with sexual
21 assault investigations. That's one thing. When
22 there was specific cases where, I'm going to give
23 an example, fraud, a big fraud or a sexual assault
24 that was really, that was more detailed, more
25 specific, then I would call the services of the

1 Major Crimes and they would assist us in terms of,
2 "Do you need an investigation?" The investigation
3 will be opened up in our file and there will be a
4 suivi that will be done with the special unit
5 that's doing our investigation and I would assign a
6 police officer, an investigator from my unit, to do
7 the liaison with that special unit.

8 Q. [508] And when you were at the Internal Affairs
9 Division, is there an investigator who was, let's
10 say specialized himself in media leaks...

11 A. No.

12 Q. [509] ... investigations? No?

13 A. No.

14 Q. [510] So, I'm going to ask you a straightforward
15 question: is there a reason why Mr. Borduas was
16 assigned to investigate Mayor Coderre's file, Mr.
17 Larivière's file, he was appointed to some of the
18 part of Djelidi file. Is there a reason for that?

19 A. The reason is very simple. At the time when Mr.
20 Borduas comes to our division in August, we were in
21 the... I wouldn't say "we" because it was... that
22 investigation was handled by another commander for
23 the Hôtel de ville, and in October, when Mr.
24 Borduas came officially to our... to Enquêtes
25 spéciales, we had a major file going on with pretty

1 much the whole office working on this major file,
2 and Mr. Borduas was one of two, if I'm not
3 mistaken, three investigators that were doing my
4 day-to-day investigations.

5 So, for example, the file of Mr. Larivière
6 came in, well, it was appointed to Mr. Borduas.
7 It's a concours de circonstances, but that was his
8 first file, so he has... I don't like to use the
9 word "he has to catch up," but he has to have some
10 work. He's just not going to work on one file, so,
11 that's how the concours de circonstances, why he
12 got those three or four... well, three files, and
13 that other investigators got other files during the
14 same period. So, it wasn't anything... it's not Mr.
15 Borduas, and I go, he's my guy. No. It's just that
16 he was just starting off, he didn't have a workload
17 like the other investigator who was doing day-to-
18 day, the other two that were doing day-to-day, and
19 the majority of my investigators were on the
20 special project.

21 Q. [511] When we examined... when I examined Mr.
22 Borduas, I talked to him about les plans
23 d'enquêtes, the investigative plan. I don't know
24 how you call it in English, but les plans
25 d'enquêtes.

1 A. You can keep it at plans d'enquêtes.

2 Q. **[512]** Plans d'enquêtes. Well, my first question,
3 obviously you know what it is?

4 A. Yes.

5 Q. **[513]** And is there a process, is there a directive
6 that made these plans d'enquêtes necessary or
7 mandatory?

8 A. The plans d'enquêtes, on a day-to-day file, just to
9 take an example in terms of conjugal violence, voie
10 de fait, conjugal violence, we're not going to do a
11 plan d'enquête for a conjugal violence. But if
12 there a file that we're going towards a major
13 project, or if we... I'm going to mix it in to also
14 if we're doing special techniques, like a sneak at
15 a house, or whatever, for sure there's... il n'y a
16 pas juste le plan d'enquête, mais un plan
17 d'opération aussi that follows with us when we're
18 dealing with such investigations.

19 Q. **[514]** Operational briefing, is there some briefings
20 between the investigators and you, the investigator
21 and the inspector, the investigators between
22 themselves?

23 A. When I first started off in two thousand nine
24 (2009) as commander of special investigations,
25 there would be, every two weeks would be an

1 operational meeting, briefing with all the
2 investigators, with all their files, with an order
3 of the day, discussing administrative, discussing
4 operations, discussing sometimes les départs you
5 know, all forms of... that was done every two
6 weeks, so everybody had an overview of pretty much
7 everybody's investigation in terms of what was
8 going on in the office, in the bureau. And that was
9 also an opportunity also for investigators to
10 express if there was something that was missed, or
11 what they could bring into the... it was... You
12 have to understand, it's a very small unit that had
13 eight investigators. The structure changed at one
14 point, we became ten, but at the end of the day, we
15 were really nine because we had put an FS,
16 sergeant-detective in the role of lieutenant-
17 detective, and like I explained earlier in my
18 testimony, we can't really start soliciting advice
19 or... or advice from other investigators, or what
20 have you, because there's also the aspect of
21 confidentiality that falls into place.

22 Q. [515] Were you involved in these meetings?

23 A. I was the one that was leading the meetings in
24 terms...

25 Q. [516] You were leading the meetings?

1 A. I was leading the meetings in terms of, up to a
2 certain point in my... in the difference of the
3 struc... as the structure evolved, and when the
4 implantation of a fonction supérieure, a
5 lieutenant-detective, he assumed, he or she... No,
6 it was he. It was never... He assumed the role of
7 doing his meetings with the team, and at the same
8 time, every week we had a rencontre de gestion with
9 my boss, which was Mr... at the time it was
10 Mr. Mario Desrochers, J.-P... Jean-Pierre Synnett,
11 Michel Guillemette, and then Dominic Werotte. So
12 every week, we had a meeting concerning the global
13 files of the unit, of the, you know, what was going
14 on in terms of... We had also our suivi in terms of
15 everything that was going on. There was a rapport
16 de suivi des événements...

17 Q. [517] Hum hum?

18 A. ... avec les prescriptions, so... And it was
19 subdivided in terms of criminal allegations,
20 discipline, enquêtes indépendantes and... I'm not
21 sure, but I think déontologie also.

22 Q. [518] That was the, let's say the manière de faire
23 from when you entered the...

24 A. Yes.

25 Q. [519] ... division until you left... until you

1 left.

2 A. Until I left.

3 Q. **[520]** So, les rapports de suivi, I'm assuming they
4 were produced by the investigator on file?

5 A. Les rapports... Bien, for sure, when... If we go
6 back to two thousand nine (2009), two thousand ten
7 (2010), eleven (11), twelve (12), thirteen (13),
8 until fourteen (14) when it changed, yes, there
9 is... They do their suivi, but we also have... We
10 also have a suivi with the MSP. We have a suivi
11 with our... call it formulaire, or...

12 Q. **[521]** Hum hum?

13 A. ... suivi hebdomadaire concerning all the files
14 concerning allegations for all the police officers.

15 Q. **[522]** And from twenty fourteen (2014), what, the
16 report disappeared?

17 A. No. No, the report is still there, but... If I
18 understand your question, les suivis, it's done
19 with... It was done with me when I was directly
20 with the...

21 Q. **[523]** Okay.

22 A. ... with the investigators, and slowly, as the...
23 when we put in place fonction supérieure, that
24 person assumed those responsibilities, but at the
25 same time, that person, with my lieutenant

1 F.S. from Internal Affairs, were part of our weekly
2 meetings for l'équipe de gestion. So we were all
3 aware of what was going on.

4 Q. [524] So the LD was reporting to you too.

5 A. The LD was reporting to me, and also, the
6 lieutenant also.

7 Q. [525] Ça serait peut-être un bon moment pour
8 suspendre, Monsieur le Président. Il est et trente
9 et un (31).

10 LE PRÉSIDENT :

11 Alors nous allons ajourner pour le lunch. De retour
12 à deux heures (2 h 00).

13 Q. [526] When we come back, Mr. Labos... You have a
14 very soft voice, hey? So if you could address to
15 the Commissioners rather than...

16 A. Sure.

17 Q. [527] ... address yourself to Mr. Levasseur. So you
18 listen to Mr. Levasseur...

19 A. No problem.

20 Q. [528] ... and you talk to us.

21 A. No problem.

22 Q. [529] It'll make it easier for the people who will
23 transcribe what you're saying, and it'll make it
24 easier for us.

25 A. No problem, Mr. President.

1 Q. [530] Okay? Thank you.

2 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

3 REPRISE DE L'AUDIENCE

4

5 LE PRÉSIDENT:

6 Bon après-midi. Alors Madame la Greffière, voulez-
7 vous procéder à l'appel des avocats?

8 LA GREFFIÈRE:

9 Oui. Alors je demanderais aux procureurs de bien
10 ouvrir leur micro pour l'enregistrement. Je
11 demanderais d'abord aux procureurs de la Commission
12 de s'identifier pour les fins de l'enregistrement.

13 IDENTIFICATION DES PROCUREURS

14 Me CHARLES LEVASSEUR:

15 Bonjour, Charles Levasseur pour la Commission.

16 Me LUCIE JONCAS:

17 Bonjour, maître Lucie Joncas pour la Commission.

18 Me FRANÇOIS GRONDIN:

19 Bon après-midi, François Grondin pour la
20 Commission.

21 LA GREFFIÈRE:

22 Et je demanderais maintenant aux procureurs des
23 parties de s'identifier et d'identifier ceux qu'ils
24 représentent.

25

1 Me CHRISTIAN LEBLANC:

2 Bon après-midi, Christian Leblanc pour La Presse,
3 Radio-Canada, Cogeco, Postmedia, Bell Media,
4 Transcontinental Médias et Groupe Capitales Média.

5 Me BENOIT BOUCHER:

6 Bonjour, Benoit Boucher pour la Procureure générale
7 du Québec.

8 Me CATHERINE DUMAIS:

9 Bonjour, Catherine Dumais pour le Directeur des
10 poursuites criminelles et pénales.

11 Me PAUL CRÉPEAU:

12 Bonjour, Paul Crépeau pour la Cour du Québec.

13 Me MATHILDE BARIL-JANNARD:

14 Bonjour, Mathilde Baril-Jannard pour la Fédération
15 nationale des communications.

16 Me MARIE COSSETTE:

17 Bonjour, Marie Cossette pour la Conférence des
18 juges de paix et magistrats.

19 Me MATHIEU CORBO:

20 Bonjour, Mathieu Corbo pour le Service de police de
21 la Ville de Montréal.

22 Me JEAN-NICOLAS LEGAULT-LOISELLE:

23 Bonjour, Jean-Nicolas Loiselles pour la Ville de
24 Montréal.

25

1 Me DANIA SULEMAN:

2 Bonjour, Dania Suleman de la Fraternité des
3 policiers de Montréal.

4 Me JULIE CARLESSO:

5 Bonjour, Julie Carlesso pour Québecor Média et Le
6 Devoir.

7 Me CHARLES CÔTÉ:

8 Bonjour, Charles Côté pour monsieur Costa Labos.

9 Me DOMINIQUE ST-LAURENT:

10 Bonjour, Dominique St-Laurent pour monsieur Marc
11 Parent.

12 LA GREFFIÈRE:

13 Merci.

14 LE PRÉSIDENT:

15 Alors merci, alors Maître Levasseur?

16 Me CHARLES LEVASSEUR:

17 Merci, Monsieur le Président.

18 THE CLERK:

19 So, Mister, you're still under the same oath. It's
20 your witness.

21 Me CHARLES LEVASSEUR:

22 Thank you.

23 Q. [531] Mr. Labos, when we left for lunch we were
24 discussing about some briefings that you had,
25 either with your staff or with your managing staff.

1 Is there other personnel that you were meeting on a
2 regular basis... and I'm having in mind the
3 director.

4 A. Well the director, I met him on... depending on
5 what role I was occupying as an inspector, I would
6 often - not all the time - join Mr. Werotte, who
7 was the Chief Inspector at the time, during our
8 monthly meetings with the director, and more
9 specifically in my role as Chief Inspector of
10 Internal Affairs from two thousand fifteen (2015)
11 to two thousand sixteen (2016), I'd meet with the
12 director once a month, what we're calling our
13 "statutaire".

14 Q. **[532]** And during that meeting, what is discussed?

15 A. Depending on what's going on in terms of our files,
16 if there was a new police officer that got
17 arrested, or debriefing a little bit on what's
18 going on in our special files. If there was
19 anything sensitive that the direction should know.
20 Pretty much... if he had any questions, I would
21 answer. It was... It was basically to keep the
22 direction... well, when I call the direction, the
23 director informed of what was going on downstairs
24 in our office.

25 Q. **[533]** I'm going to ask you a specific question:

1 during the time that you were inspector and
2 Inspector in Chief and you had these meetings,
3 these monthly meetings with the director, did the
4 subject of judicial orders that could target
5 journalists ever been discussed?

6 A. Well, in my recollection, on the twelfth (12th) of
7 January two thousand sixteen (2016), was one of
8 those days that we discussed judicial authorization
9 with... concerning the file of Mr. Djelidi in
10 Escouade.

11 Q. **[534]** So that's the meeting on January twenty
12 sixteen (2016).

13 A. That's correct.

14 Q. **[535]** We're gonna come...

15 A. Okay.

16 Q. **[536]** We're gonna come up to this. But other than
17 that, is there other meetings that you attended
18 that, in that the subject of the journalists was
19 addressed, or judicial orders that could target a
20 journalist that was addressed?

21 A. What time frame are you really specifying?

22 Q. **[537]** The time you were inspector and Inspector in
23 Chief.

24 A. Okay. From my recollection it's the file with
25 Mr. Djelidi. I'm just trying to think if... there

1 was another file, but I don't think it was
2 discussed with the director at... it wasn't the
3 same director. It was Mr. Parent. But I don't
4 remember being part of that meeting and I don't
5 remember if we discussed... we could talk about it
6 now, because it's been open to everybody, the
7 ticket with... the investigation with the ticket
8 with the mayor.

9 Q. **[538]** Well, we're going to come up to it right now.
10 Regarding the ticket of the mayor...

11 R. Hum hum.

12 Q. **[539]** ... when was the first time you heard
13 about... and I'm talking generally, here, I'm not
14 talking specifically...

15 R. Specifically, okay.

16 Q. **[540]** ... about media leaks. When was the first
17 time you heard about a problem or something went
18 wrong with a speeding ticket that was issued to
19 mayor Coderre?

20 R. My first knowledge of that investigation came
21 through Mr. Dominic Werotte, who informed me that
22 he had received information or... of a meeting with
23 Mr. Parent concerning that he had received the
24 ticket from... not a ticket, he was inqui... the
25 mayor was inquiring to find out exactly if there

1 was anything that could be done concerning...
2 concerning what happened. I know there was a... I
3 think, I don't know if it was the day after or two
4 days after, there was a... there was a... in the
5 news, a mention of that ticket and I'm just going a
6 little bit back in sequence, the police officer
7 advised her Chief Inspector concerning two police
8 officers that went and requested that ticket... to
9 retrieve that ticket from our system *de saisie*...

10 Q. [541] Hum hum.

11 R. ... and at that point, that's when she informed her
12 Chief Inspector, her Chief Inspector communicated
13 with Mr. Werotte and that's how everything went
14 forward in terms of the investigation. I know that
15 Mr. Werotte did some verifications with the DPCP,
16 he inquired on the... on the fact that the
17 police... the allegation... that they went in the
18 system, seeing that it was in the system of... the
19 usual system, like CRPQ that were more... more...
20 more accustomed to, so he communicated with the
21 DPCP to find out if there was any allegations in
22 terms of what the police officers are alleged to
23 have done, but that's Mr. Werotte that does the
24 match with the DPCP.

25 Q. [542] So Mr. Werotte informed you that he met with

1 directeur Parent, that's right?

2 R. He informed me that he received... that he received
3 an information, I don't know if it was a call or if
4 they met and said that I received the... I received
5 a phone call from Mr. Coderre, and he was asking if
6 anything could be... if anything could be done with
7 this information.

8 Q. **[543]** What do you mean, if... what do you mean, if
9 there's anything...

10 R. That's what I understood from... from Mr. Werotte
11 when he explained, he goes, the initial call that
12 he got where he met with Mr. Parent, because I
13 wasn't part of that conversation, and I wasn't part
14 of that meeting, was the inquiry from Mr. Coderre,
15 was it normal or was it... to have that
16 information, that confidential information exposed
17 in the media.

18 Q. **[544]** And that discussion that you had with Mr.
19 Werotte, is it before or after December seventeen
20 (17)?

21 R. Well, I'm trying to situate myself at the time,
22 because between the sixteenth (16th) of December
23 and the twenty-eighth (28th) of December, I was on
24 vacation, so I can't... I believe it was before I
25 left on vacation, but I'm not sure one hundred

1 percent.

2 Q. **[545]** Because in that event, you are aware that
3 Patrick Lagacé wrote to someone at Mayor's office
4 asking if the speeding ticket he sent as an
5 enclosed... as enclosed to the email, if the
6 speeding ticket was paid. You are aware of that?

7 R. Yes, I am.

8 Q. **[546]** And the conversation that you had with Mr.
9 Werotte, is it before or after that fact was put...

10 R. I believe it's after the... after the fact, because
11 afterwards, the... the Chief Inspector of Sécurité
12 communicates with monsieur Werotte because one of
13 his officers went... she drew like a red flag
14 saying no, this is what happened a few days
15 earlier, they went into the system and they went...
16 she remembered the name of Coderre, there's not
17 twenty Coderre, so that's when she identi... she
18 went and saw her supervisor and her supervisor
19 communicated with Mr. Werotte after the article in
20 the newspaper, and that's how the investigation
21 went forward.

22 Q. **[547]** And the investigation was assigned to Mr.
23 Borduas, am I right?

24 A. That's correct.

25 Q. **[548]** And do you remember the date that the

1 investigation was assigned to Mr. Borduas?

2 A. The date? I know that I transmitted the documents,
3 I believe, in the beginning of January. Beginning
4 of January...

5 Q. [549] I'm going to...

6 A. Like I said, I was on vacation from the sixteenth
7 (16th) to the twenty-eighth (28th), I think. I came
8 back to the office sometime in the beginning of, in
9 January. I probably, from my memory, I don't have
10 my notes or whatever. Probably the investigation
11 was given to Mr. Borduas in the beginning of
12 January.

13 Q. [550] I'm going to show you an exhibit, it's 56P.
14 56P, s'il vous plaît. It's tab 10.

15 A. Yes, I see the documents.

16 Q. [551] You're okay?

17 A. Yes.

18 Q. [552] Okay. So, on 56P, on the higher part, we have
19 an email from you to Mr. Borduas. It was sent
20 January the fifth (5th) at fourteen hundred (14:00)
21 and you're transmitting to Mr. Borduas documents
22 that you were talking to me just minutes ago. The
23 lower part of the email is an email sent from
24 Caroline Lemieux to you on December ninth (9th) two
25 thousand fourteen (2014) at fifteen thirty-two

1 (15:32). You see that?

2 A. Yes, I see that.

3 Q. **[553]** So, my first question is who is Caroline
4 Lemieux?

5 A. That's my secretary.

6 Q. **[554]** Okay. And she sent to you the document, am I
7 right to say that she sent to you the document that
8 you transferred to Mr. Borduas on December ninth
9 (9th) two thousand fourteen (2014)?

10 A. From what I see here, I see the email from madame
11 Lemieux to myself and:

12 Vous trouverez ci-joint les documents
13 concernant le constat d'infraction
14 émis à monsieur Coderre. Merci et
15 bonne journée.

16 That's what I see here but I don't see les pièces
17 jointes with this courriel.

18 Q. **[555]** With the December ninth (9th), the enclosed
19 file with the December ninth (9th) email, that's
20 what you meant?

21 A. I don't see in the... that's right, on December
22 ninth (9th), I don't see the enclosed pièces
23 jointes with this email.

24 Q. **[556]** But do you agree with me that the email is at
25 least saying that,

1 Please find enclosed the documents
2 concerning the ticket issued to Mr.
3 Coderre.

4 Are you agreeing with me?

5 A. Yes. Yes, I do.

6 Q. **[557]** And then, you are transferring the, and then
7 you are sending an email to Mr. Borduas on January
8 fifth (5th) regarding a ticket that was issued to
9 Mr. Coderre. Am I right?

10 A. From what I see here, it's exactly right.

11 Q. **[558]** Could you explain to us why you were in
12 possession of documents concerning that ticket
13 issued to Mr. Coderre from December ninth (9th) two
14 thousand fourteen (2014), could you explain it to
15 us?

16 A. I'd love to explain it to you but I don't see, I
17 don't know where it's coming from, the email
18 from... I know it's coming from madame Lemieux but
19 where did she receive it from, it's ...there's no
20 backing in terms of...

21 Q. **[559]** Yes, I know but Ms. Lemieux is obviously
22 sending you documents concerning a ticket issued to
23 Maire Coderre and my question is simply this: did
24 you have possession of the documents regarding the
25 ticket on December ninth (9th) two thousand

1 fourteen (2014)? That's my question.

2 A. If... It's two thousand fifteen (2015). Hold on,
3 two thousand fourteen (2014)... From what I
4 understand in the email that's written by Ms.
5 Lemieux, yes, I would have those documents from...
6 But again, I don't see the pièces jointes as it's
7 stipulated if we look on top of 56P, where you have
8 all the stuff that are in the email. But if you're
9 asking me from memory, it's very possible that
10 those documents were part of this email, but to be
11 sure, I'd have to have the complete email.

12 Q. **[560]** But you don't have any kind of recollection
13 that...

14 A. No.

15 Q. **[561]** ... somebody transferred you on December
16 ninth (9th) the documents concerning... that could
17 have been... not could, but was issued to Mayor
18 Coderre?

19 A. I'm seeing the email today, it shows that it's been
20 sent to me on that particular day, but in my mind,
21 from my memory, we're talking almost two and a half
22 years, a little bit over two years, I believe that
23 the documents were sent to Mr. Borduas on the fifth
24 (5th) of January.

25 Q. **[562]** The email that was sent to the employee, Mrs.

1 Maurice from the Mayor's office, were you informed
2 of the content that... were you informed of the
3 exchange between Mr. Lagacé and Mrs. Maurice?

4 A. Yes, I was.

5 Q. **[563]** And you transferred... did you transfer these
6 emails to Mr. Borduas?

7 A. I transferred all documents pertinent to the
8 investigation to Mr. Borduas.

9 Q. **[564]** And you transferred them... could you specify
10 the date you transferred them?

11 A. If we look at the email over here, on 56-P, the
12 fifth (5th) of January at thirteen fifty-nine fifty
13 (13:59:50).

14 Q. **[565]** In fact, before you transferred the file to
15 Mr. Borduas, did you discuss with someone at the
16 Internal Affairs Division of... basically of the
17 investigation that was coming?

18 A. I can't remember if I did. It's possible, just like
19 it's not possible. I can't... well, for sure I
20 discussed it with my secretary because she's
21 sending me the document, so I'm sure we discussed
22 the fact that there was a new file, and eventually
23 we'd be opening up a, as we call it, an ES number
24 for this investigation.

25 Q. **[566]** Talking about the ES...

1 THE PRESIDENT:

2 Q. [567] One question, please. You referred to Mr.
3 Werotte having spoken to the DPP.

4 A. DPCP.

5 Q. [568] DPCP, if you wish.

6 A. Sorry. No, I'm just...

7 Q. [569] That's fine. You're right.

8 Did you ever speak to the DPCP people before
9 transferring the documents to Mr. Borduas?

10 A. If I spoke with them? I don't believe so, no.

11 Q. [570] No?

12 A. I know as a fact that Mr. Werotte spoke with the
13 DPCP.

14 Q. [571] And you personally had no direct contact with
15 the DPCP on this file before transferring the
16 documents to Mr. Borduas?

17 A. I don't believe so. I'm not sure one hundred
18 percent, but from what I understand, I know that
19 Mr. Werotte had made contact with the DPCP.

20 Q. [572] Okay.

21 A. And, like I explained a little bit earlier, I went
22 on vacation from the sixteenth (16th) to the
23 twenty-eighth (28th) or thirty-first (31st) of
24 December, so I don't... not from that period,
25 that's for sure.

1 Q. [573] Okay. And I ask you the question if you were
2 informed that Patrick Lagacé wrote an email to Mrs.
3 Maurice from the Mayor's office. Obviously it was
4 after December 17th, because the emails are dated
5 December 17th, and I'm suggesting that to you.

6 Could you specify the date that you were informed
7 that Mr. Lagacé wrote to Mrs. Maurice please?

8 A. If we are going from...if we're... I'd have to
9 verify the exact dates. If Mr. Lagacé and Madame
10 Maurice exchanged courriels on the seventeenth
11 (17th) while... I was not present for two weeks
12 after that email. So it would have to be in the
13 year of... in January of two thousand fifteen
14 (2015), Your Honour. Right now, I don't remember
15 who gave me the document, but one thing is for
16 sure, that the document was transferred to
17 Mr. Borduas. I can't give you the exact date, but I
18 know that that document was transferred to
19 Mr. Borduas.

20 Q. [574] And you were referring to a phone call from
21 the Mayor's office, in fact the Mayor, to
22 Mr. Parent. Who put that fact to your knowledge?

23 A. That's Mr. Werotte.

24 Q. [575] It's Mr. Werotte?

25 A. It's Mr. Werotte.

1 Q. [576] And did Mr. Werotte explain, or... well,
2 explain to you what was... the call was about? I
3 mean...

4 A. I don't remember the exact... if you're asking me
5 the exact terminology that was used back in
6 December of two thousand fourteen (2014), I don't
7 have a recollection, but one... I don't have a
8 precise recollection, but one thing is for sure, he
9 did receive a call from the Mayor. He didn't find
10 it normal that police officers would have access to
11 personal and confidential information concerning
12 the ticket, and he wanted to see if anything could
13 be... anything could be done, from what I
14 understood. And that's when Mr. Dominic Werotte,
15 seeing that the inquiry that the police officers
16 requested from the police officer who was at that
17 system, le SÉCI qu'on appelle, he had to verify
18 because normally it's more, it's a little bit more
19 simple in terms of if you're verifying the CRPQ. We
20 know the CRPQ but that logiciel, or that computer
21 was... So he wanted to make sure that, if there was
22 an infraction or not. So that's why he communicated
23 with the DPCP to validate if there was anything
24 that was done.

25 Q. [577] We were talking about the ES number, this is

1 what police officers call "event number".

2 A. Right.

3 Q. **[578]** In the file of Mr. Coderre, the event number,
4 the ES number is 20141217-... I don't know the last
5 three digits, but... and I could be wrong about
6 this, but I'm pretty sure... Mr. Borduas testified
7 that even though the investigation was opened, or
8 assigned on January fifth (5th), two thousand
9 fifteen (2015), the ES number is two thousand
10 fourteen (2014), December seventeen (17). Could you
11 explain that to us, please?

12 A. From when we receive the information, and I can't
13 precisely say what date the information was
14 received, I see here, it refreshes my memory to a
15 certain extent that on the ninth (9th) we received,
16 that I received an email from my secretary with
17 certain documents. Did I or didn't... we discussed
18 the investigation with the team, and I don't want
19 to go forward and saying that I did discuss this,
20 because I don't remember, but usually, the ES
21 number is opened around the vicinity of the...

22 But, if we look at the date that it was
23 opened, it was on the seventeenth (17th) of
24 December, and again I was on vacation. I was on
25 vacation on the sixteenth (16th) of December, so...

1 I can't give you a clear answer, because I don't
2 know. I don't know.

3 Q. **[579]** I'm gonna show you, it's 79-P - 79-P - tab
4 29. It's quite small on the screen.

5 A. Oh yes.

6 Q. **[580]** Even on paper. Is that the document that you
7 were talking to me about from the Chief Inspector
8 of the division that is responsible for the
9 management of tickets that are issued by the
10 police, the Montreal Police Department?

11 A. From what I understand here, in the last line it
12 says:

13 Les documents ont été transférés à
14 l'inspecteur-chef, Dominic Werotte, le
15 4 décembre du matin.

16 Q. **[581]** So the Chief Inspector has the documents on
17 December fourth (4th), your secretary is writing to
18 you that she is transferring... is writing that
19 she's transferring to you the documents relating to
20 the ticket on December ninth (9th) and does it...
21 does it remem... does it... this document allow you
22 to remember some fact or to confirm that you were
23 in possession of documents on December ninth (9th)?

24 R. Reading it now, it... I have knowledge of this
25 document at that time, but if you're asking me at

1 what point exactly I had all the documentation, I
2 can't answer that question, I don't know.

3 Q. **[582]** But it was transferred to Mr. Werotte, that's
4 what it says.

5 R. Yes.

6 Q. **[583]** And... What was the purpose of transferring
7 these documents to you on the ninth (9th) of
8 December?

9 R. If I could forecast why, it's because Mr. Dominic
10 Werotte is the boss of the division and I'm the one
11 that's taking care of the criminal allegations.

12 Q. **[584]** So the purpose of sending it to you was to
13 carry on an investigation.

14 R. Exactly. Send them to me and from there, I'm going
15 to give them to my investigators.

16 Q. **[585]** And you received them on December ninth (9th)
17 and the investigation is assigned on January fifth
18 (5th).

19 R. Again, I've just got to be careful here, from my
20 knowledge and from my memory, it was on the fifth
21 (5th), but I can't say for certainty between the
22 ninth (9th) and the sixteenth (16th) that I
23 informed one, two, three people of this particular
24 investigation, or even Mr. Borduas, I can't say
25 with certainty that I did, so...

1 Q. **[586]** When you assigned the investigation to Mr.
2 Borduas, is the fact that Mr. Lagacé wrote an email
3 was at your knowledge when you assigned... when you
4 assigned the investigation?

5 R. If we go by deduction, January fifth (5th), yes, I
6 was aware of the... of the... of the courriel, as
7 we say.

8 Q. **[587]** Mr. Borduas produced before the Commission
9 two versions of... well, at least. Not two, three
10 versions of son précis des faits. The first... the
11 first he produced was 73P, 63P, which is tab 30.

12 R. I don't think I've got the right...

13 Q. **[588]** I'm only going to ask you one question on
14 this.

15 R. Sure.

16 Q. **[589]** It's onglet 30, Monsieur le Juge. So at 73P,
17 and at that time, if... could we put it on the
18 screen, please? Thank you. Do you remember seeing
19 that document or approve that document?

20 R. At what point... at what point in time are you
21 asking, Sir?

22 Q. **[590]** Well, it's dated on... bottom left, it's
23 dated November eighteenth (18th), two thousand and
24 fifteen (2015).

25 R. I don't see my signature anywhere there. On the

1 right.

2 Q. **[591]** But in fact, my question is this. Mr. Hanna,
3 this morning, told us that there was a first
4 version of the report, it's 78P.

5 R. 78P?

6 Q. **[592]** 78P. Mr. Hanna, this morning, and it's...
7 c'est l'onglet...

8 Me CHARLES CÔTÉ :

9 Non, ce n'est pas un onglet, Monsieur...

10 Me CHARLES LEVASSEUR :

11 Q. **[593]** So, Mr. Hanna, he told us this morning about
12 it to answer the question of one of my colleagues.
13 On 78P, it's an investigation report who was signed
14 by Mr. Hanna as... at the time, he was L... he was
15 an LD, and he told... he told us that you
16 specifically told him to hold on that report and to
17 avoid sending it to the DPCP. Do you have any kind
18 of comments on that?

19 R. I have comments on that, but it's just the question
20 of situating the time when those comments were
21 stated.

22 Q. **[594]** Go ahead.

23 R. I'm going by memory also, because I don't have...
24 You mentioned earlier there's three different
25 reports. I'm seeing here that one was signed on the

1 sixteenth (16th) of September.

2 Q. [595] Yes.

3 A. I know that I signed one with the date on the
4 eighteenth (18th) of November but, again, I didn't
5 put the date exactly that I signed it. And,
6 apparently, there's a third copy which was done in
7 June so I'm just trying to situate what...

8 Q. [596] When...

9 A. ... exactly when that conversation did occur.

10 Q. [597] When Mr. Hanna testified, he was shown 78P.

11 A. Okay.

12 Q. [598] He said to us that it was a report produced
13 by Mr. Borduas on June twenty fifteen (2015) and
14 I'm suggesting that this date is written down left.
15 It was produced on June twenty fifteen (2015).

16 A. June thirtieth (30th).

17 Q. [599] Yes, June twenty fifteen (2015), thirtieth
18 (30th).

19 A. Yes.

20 Q. [600] June twenty fifteen (2015). And when Mr.
21 Hanna wanted to, or when it was time to send the
22 report to the DPCP to be analysed, Mr. Hanna said
23 this morning that you put a hold on that report,
24 78P, because it was a special file.

25 A. I used those terms?

1 Q. [601] I don't know, I wasn't there. That's what Mr.
2 Hanna is telling us.

3 A. Okay.

4 Q. [602] So, my question is this: can you explain to
5 us why?

6 A. The explanation is very simple in terms of... As
7 the Inspector of the section, I read the précis des
8 faits and I, with my numerous years of experience,
9 I saw that there was some démarches d'enquête that
10 were not done so that's the first thing. The second
11 thing is that I got information from Mr. Werotte
12 at, I can't tell you exactly what specific time,
13 that there was a complaint or there was an
14 investigation at l'EPIM concerning the Mayor.

15 Q. [603] Okay.

16 A. And to be even more clear, one of the three police
17 officers that was, as we call "intimé", was, and I
18 don't have this for certitude, but that's what I
19 was told at that point because there was never a
20 follow-up after that, that he's one of the police
21 officers that made a complaint to l'EPIM.

22 Q. [604] You said to us that you had, I think, one
23 every two weeks, a briefing with the team regarding
24 the investigation that are taking place. Were you
25 informed between January ninth (9th) and January

1 twenty-second (22nd), were you informed that Mr.
2 Borduas was about to ask to a justice of the peace
3 to get a DNR? You know what a DNR is?

4 A. Which case are we talking about?

5 Q. [605] Coderre.

6 A. Okay.

7 Q. [606] We are still on Mayor Coderre. When I'm going
8 to change, you're going to know it.

9 A. Okay, no problem.

10 Q. [607] Were you informed that Mr. Borduas was
11 planning to ask a judicial order to get telephone
12 registries of Mr. Lagacé in Mayor Coderre's events
13 between January fifth (5th) and January twenty-
14 second (22nd).

15 A. Of January two thousand fifteen (2015)?

16 Q. [608] Yes.

17 A. It's possible that he mentioned it and it was a
18 démarche d'enquête in his file that he was going to
19 do.

20 Q. [609] It's a démarche d'enquête, I fully agree with
21 you that it's a démarche d'enquête. But do you
22 agree with me that targeting a journalist and
23 asking for telephone registries of a specific
24 journalist is not something that the Internal
25 Affairs is doing every day. I may be wrong, but...

1 A. Just to respond to your question, Your Honour,
2 first of all, it wasn't a target on a journalist.
3 First of all, it's an allegation against a police
4 officer. And the allegation was that he
5 transmitted, possibly, information... that he used
6 the system, and at the same time, abus...

7 Q. [610] Abus de confiance?

8 A. ... abus de confiance. So, I understand that it's
9 the journalist's registre that was done for a
10 period of, if I'm not mistaken, two weeks -- we
11 didn't go three months before, we didn't go three
12 months after -- for that specific time, and
13 according to les démarches d'enquêtes that the
14 investigator had at that point, it was justified to
15 go into that direction, so... but again, it's...
16 one thing has to be clear, it's an allegation
17 against a police officer, it's not an investigation
18 on Mr. Lagacé.

19 Q. [611] Yes, it's an allegation against the police
20 officer, but do you agree with me that the judicial
21 order is targeting the phone number of the
22 journalist?

23 A. That is correct.

24 Q. [612] And is there, at the time that the order was
25 asked, was there any kind of process when a

1 judicial order was about to target a journalist,
2 was there any kind of process?

3 A. From my memory, going back to two thousand fifteen
4 (2015), the answer is no.

5 Q. **[613]** And was it discussed on committees or
6 meetings that we should -- I don't know -- we
7 should put some way to intercept, or way to protect
8 third parties from being intercepted by the police?

9 A. At that time, no.

10 Q. **[614]** There was... speaking of third parties, there
11 was a third party who has been identified from the
12 telephonic registries of Mr. Lagacé, am I right?

13 A. That's correct.

14 Q. **[615]** And this person was not, absolutely not
15 targeted by the main investigation? Am I right?

16 A. That's correct.

17 Q. **[616]** When were you informed that the third person
18 has been identified?

19 A. I can't give you the exact dates, but one thing's
20 for sure, when I saw the... le rapport de précis,
21 it was clear to me that there was, 1) a third
22 party, and 2) we had to complete the investigation
23 because, in my eyes, with my experience, at that
24 point, it was not complete.

25 Q. **[617]** So, Mr. Borduas asked for judicial order, he

1 received the telephonic registries. Could you
2 inform us what... because there's no... is there
3 any kind of accusation that was laid down against
4 the police officers that were targeted by the
5 investigation?

6 A. The result of the investigation, I think we
7 received on the fourth (4th) of November two
8 thousand sixteen (2016), and the answer is no.

9 Q. **[618]** So, there's no criminal accusation. Is there
10 disciplinary action that was taken against the two
11 police officers that were initially targeted?

12 A. I believe there was.

13 Q. **[619]** You believe there was. Do you know it or you
14 believe it?

15 A. I'm going to by memory, I don't have the documents
16 in front of me to be sure one hundred percent
17 (100%), but from what I remember, there was
18 disciplinary... an open disciplinary file for the
19 first two police officers. I can't confirm for the
20 third police officer. But I don't have any results
21 or conclusions of the disciplinary files of the
22 two.

23 THE PRESIDENT:

24 Q. **[620]** What would have been the role of the first
25 two officers, and the role of the third person that

1 was eventually identified? What role did they play
2 in the event?

3 A. The first two police officers, there was... the
4 evidence was that they went and presented
5 themselves to the office where the police officer
6 can retrieve the... le constat.

7 Q. [621] M'hm.

8 A. And subsequent to...

9 Q. [622] And asked for a copy of it?

10 A. And asked for a copy of it, yes.

11 Q. [623] Okay. What about the third one? What was his
12 role?

13 A. It wasn't established because, from what I remember
14 also is that, I know there was, I think telephone
15 or text messages between the two, between Mr.
16 Lagacé and Mr... the third police officer, but the
17 third police officer, when he was met, never
18 explained the context of these conversations. So...

19 Q. [624] You don't know much about his role.

20 A. We don't know much about his role. At that time.
21 Whereas the other two, it was more specific in
22 terms of the actions that they did.

23 Q. [625] And to your knowledge, there was a
24 disciplinary file opened on each of the two first
25 officers.

1 A. I believe so, Your Honour.

2 Q. **[626]** Were there disciplinary sanctions?

3 A. I think...

4 Q. **[627]** You wouldn't know that?

5 A. I wouldn't know. I don't have the finality of the
6 investigation for the disciplinary...

7 Me CHARLES LEVASSEUR:

8 Q. **[628]** But you've just said it, there was a
9 disciplinary file that was opened. When there is a
10 special investigation file opened, and like on
11 this... like in this case, when there is criminal,
12 let's say criminal investigation that is running,
13 and then disciplinary investigation that is opened
14 too, is it a possibility that the evidence that is
15 gathered on the criminal investigation could be
16 used in the disciplinary cases?

17 A. The answer is yes.

18 Q. **[629]** And is the reverse possible? Can the
19 disciplinary investigation can use criminal...

20 Well, actually, no, it's...

21 A. It won't be admissible.

22 Q. **[630]** It's the other way. It's the other way. But
23 you answered my question. It won't be... It would
24 not be admissible.

25 A. It would not be admissible because when you start a

1 disciplinary investigation, the police officers are
2 bound by their duty to declare what happened while
3 they were on duty, whereas in a criminal
4 proceedings, it's his right or her right to remain
5 silent.

6 Q. **[631]** Following the issuance of the order,
7 Mr. Borduas received a ton of data regarding the
8 telephonic registries of Mr. Lagacé. Could you...
9 You were head of the Internal Affairs department.
10 Could you inform the Commission regarding what
11 is... how the data are treated? How they are
12 stored, how they are treated. Could you inform us
13 of that?

14 A. I just want your question to be a little bit more
15 specific. Are you talking about the time when I was
16 inspector, or are you talking about the time when I
17 was Chief Inspector? Because the file of Mr. Denis
18 Coderre, I was...

19 Q. **[632]** Well, if there is some difference between the
20 time you were inspector and Chief Inspector, yes, I
21 want both of them. If there is no, well, we're
22 gonna cover that, we're gonna cover both periods.

23 A. Okay. Can you just repeat your question globally,
24 please?

25 Q. **[633]** Yes. When one of your investigator is asking

1 for a judicial order, a communication order, and he
2 got data from the cellular phone companies, your
3 investigator is gonna receive a lot of data.

4 A. Hum hum.

5 Q. **[634]** What's gonna happen to the data when the
6 investigator is gonna receive it?

7 A. If we're talking about the data that he received in
8 the file of, concerning the ticket of the Mayor, at
9 that point it's on our server. There was no
10 particular special action that was taken to secure
11 the data, but at the same time the data is secured,
12 because it's on our server of Division des affaires
13 internes, and access to Internal Affairs, well,
14 there is the employees and, apart from the chief,
15 that's the only other people that have access to
16 our section. Our division.

17 Q. **[635]** We're gonna talk about Mr. Larivière's case.

18 A. Yes.

19 Q. **[636]** There is something who came up in the
20 testimony of Mr. Hanna and Mr. Borduas: Spector
21 360. Do you know what I'm talking about, when I'm
22 talking about Spector 360?

23 A. Yes I do.

24 Q. **[637]** Mr. Hanna told us about Spector 360 this
25 morning. Could you please tell us what you

1 understand about Spector 360.

2 R. What's your question, exactly?

3 Q. **[638]** Well, what it is...

4 R. What do you want to...

5 Q. **[639]** ... could you tell us what it is? Do you know
6 what it is?

7 R. First of all, the first time it came into my
8 attention was in the file of Mr. Larivière, it's
9 Mr. Borduas that presented this investigative tool,
10 I had no idea what he was talking about, and he
11 informed l'équipe des enquêteurs, l'équipe de
12 gestion, that this investigative technique could be
13 useful in our investigation. There was a cost that
14 was associated with the logiciel.

15 Q. **[640]** Hum hum. Software.

16 R. Soft... Thanks for that, software. And of course,
17 we had to... it's... we're going to give either yes
18 or no to the cost of that software and it was
19 granted and Mr. Borduas did his investigation using
20 not solely that technique, but other techniques
21 also...

22 Q. **[641]** Yes.

23 R. ... of course, in the investigation.

24 Q. **[642]** But when Mr. Borduas talked to you about
25 Spector 360, did he... did he explain to you that

1 it could make real time interception of email, of
2 what is typed on a computer?

3 R. The question was raised in terms of when... because
4 I have absolutely no knowledge of that software or
5 how it works or what have you. What I was
6 explaining was that there is a delay in terms of
7 receiving the information between... I'm going out
8 of memory, five to ten (10) minutes or a little bit
9 longer than that and there wasn't a direct... there
10 wasn't a direct... it wasn't, I don't know if I
11 could use the word live...

12 Q. **[643]** Yes.

13 R. ... it wasn't a direct...

14 Q. **[644]** It was not live interception.

15 R. It wasn't direct, yes.

16 Q. **[645]** But who brought up these... who brought up
17 this concern, because he got authorized to use it,
18 we're going to come... we're going to come to that
19 in a second, but who raised the concern of...

20 R. I can't say specifically who raised the concern,
21 but it was mentioned, like I mentioned earlier in
22 my testimony, we're a small... we're a small group,
23 it was something that was new to... I had no idea
24 what he was talking about, so... this software, and
25 I'm not... I don't want to shoot myself down, but

1 I'm not the strongest person in terms of computers
2 and that technology, so he explained it and there
3 was questions that were... that arose concerning...
4 concerning what was mentioned, is it... is it live,
5 is it... is it a time delay, because there's a
6 distinction between if it was live, then we're
7 looking at... we're looking at electronic
8 surveillance versus a technique d'enquête that has
9 a delay of fifteen (15) minutes. So I know that was
10 discussed with the... with the investigator, which
11 was mister... Mr. Borduas and a few other
12 investigators at the time.

13 Q. **[646]** And who... who granted... who authorized the
14 use of the software?

15 R. Well, he brought up the... he brought the idea of
16 this technique, we listened to the arguments in
17 terms of what was... what he was stating, it wasn't
18 something that was on... completely on right
19 fields, it was something that could be done in the
20 investigation, and it was decided to go forward
21 with this investigative technique. As you can
22 understand also, there's costs associated with this
23 technique, so it's only normal that he came and
24 informed us and proposed the use of this software
25 in our investigation.

1 Q. [647] I understand that you're a small team and
2 you're saying we... I fully understand that, but
3 the... not everyone in the small team is the chief.

4 R. Non.

5 Q. [648] There's someone... there must be someone who
6 says yes, you can use it, yes, we're going to buy
7 it. Who's that person?

8 R. Well, one hundred percent (100 %) me...

9 Q. [649] O.K.

10 R. ... but I don't remember if I discussed it with
11 mister... with Mr. Werotte at that time, it's very
12 possible, but I don't want to say something that
13 I'm not sure.

14 Q. [650] And do you ask Mr. Borduas to consult with
15 in-house counsel or I don't know, the DPCP
16 regarding the legal aspect of that?

17 R. I can't remember one hundred percent (100 %), but I
18 know that there was questions about the delay and
19 the... so it doesn't constitute live... live data
20 retrieval, I know there was... I'm just going by
21 memory, because c'est quand même in two thousand
22 fourteen (2014), there was discussions probably
23 with the Division des opérations spécialisées who
24 deal with electronic surveillance so I don't know,
25 I don't remember if there was a consultation or

1 what have you with because, I think it was, from
2 what I understand, I have never heard it before in
3 my investigative experience so it was new to pretty
4 much everybody and I haven't heard anybody else
5 using that software in other investigations.

6 So, from what I remember, from memory,
7 there was consultations with la Division des
8 opérations spécialisées to understand what could
9 be, the use of this software because I think nobody
10 in the team before Mr. Borduas brought it up,
11 nobody had any knowledge of this logiciel spécial.

12 Q. **[651]** And after the first use of that special
13 software, was the technique still used on other
14 files or it was put aside?

15 A. From memory again, it was used, I believe, in our
16 last, on Escouade and I know we're limited on what
17 we can say and what we can't say but, after that, I
18 can't tell you one hundred percent (100%) if it was
19 used in other files but, with certainty, Mr.
20 Larivière's file and, with certainty, Escouade.

21 Q. **[652]** What started Mr. Larivière's file was the
22 observation of four police officers in a restaurant
23 in Montreal, you know that.

24 A. Yes, I do.

25 Q. **[653]** On October nine (9) two thousand fourteen

1 (2014).

2 A. That's correct.

3 Q. **[654]** That night, well actually, the night between
4 the ninth (9th) and the tenth (10th), you received
5 an email from Nicodemo Milano.

6 A. Yes.

7 Q. **[655]** You remember that?

8 A. If I see it, I'll remember it more specifically but
9 I know that I spoke to Mr. Milano concerning...
10 He's the one that informed me about the
11 intervention.

12 Q. **[656]** Allow me one second, I just want to make
13 sure... Tab 64, 67P, s'il vous plaît, tab 64, Mr.
14 Labos.

15 A. 64. 67 for me.

16 Q. **[657]** 67?

17 A. Yes, Your Honour.

18 Q. **[658]** Okay. The email that we are... Well,
19 actually, I'm referring to the lower part of the
20 email of 67P. It's an email from Mr. Milano to Mr.
21 Desmarais and you and Mr. Benoît Dubé is cc. It's
22 sent at midnight (00:00) October ten (10). Do you
23 know at what time the observation was made at the
24 restaurant in Montreal?

25 A. I think it was on the ninth (9th) but I can't tell

1 you exactly what time.

2 Q. **[659]** Yes, at what time. If I'm suggesting that Mr.
3 Larivière was observed at the restaurant around ten
4 (10), ten o'clock (10:00) the morning of the ninth
5 (9th), would I be right?

6 A. That's what he writes here on the email, ten o'six
7 (10:06).

8 Q. **[660]** Ten o'six (10:06). So, Mr. Larivière is seen
9 on the ninth (9th) at ten o'six (10:06). You are
10 receiving an email on October ten (10) at midnight.
11 Do you talk to... have you talked to Mr. Milano
12 between ten o' six (10:06) the morning of the ninth
13 (9th), and midnight October ten (10)?

14 A. Yes, I did.

15 Q. **[661]** And you talked to him how many times?

16 A. For sure once, maybe twice, Your Honour.

17 Q. **[662]** And what was...

18 A. I'm not sure.

19 Q. **[663]** Sorry about that. What did you say?

20 A. I'm not sure exactly if it was... once for sure, I
21 don't know if it's twice in terms of... because...
22 what's your question?

23 Q. **[664]** And do you remember talking to them in the
24 morning, afternoon, evening?

25 A. I believe it was in the evening, and globally

1 informing me of what occurred at the restaurant
2 with his investigators, and if my memory is
3 correct, because I'm really going by memory in
4 terms of our conversation, I asked him to be more
5 precise in terms of what was observed, seen by his
6 investigators, and to get back to me with the
7 information that he had.

8 Q. **[665]** And when you talked to Mr. Milano this...
9 between ten o six (10:06) on the ninth (9th) and
10 midnight on the tenth (10th), do you represent that
11 there will be an investigation that will be open
12 regarding that matter?

13 A. Well, he's the one that communicates with me at
14 first, because I had no idea that Mr...

15 Q. **[666]** Okay.

16 A. ... Mr. Larivière was at the restaurant with Mr.
17 Berthomet, and at that point, Mr. Milano
18 communicates and exposes the situation, and of
19 course I have a few questions in terms of... and
20 he's going also by what he received as information
21 from his investigators that were there, the fact
22 that - and I'm going by memory again - that, when
23 the investigators got there, Mr... one of them went
24 to the washroom, and the journalist was trying to
25 find out where he works, something with his pin, I

1 think, eagle, and subsequently I know he made some
2 telephone calls to les relations médias de la
3 Sûreté du Québec to find out where that eagle...
4 what unit they're working for. I know that he
5 touched his gun. They left quickly, leaving some
6 personal items that helped us identify Mr.
7 Larivière. Basically, that's the information that
8 was given, and I know that he had to get the
9 personal notes of his investigators to *colliger*
10 this information, and then send it to our division.

11 Q. [667] And you sent the email to Mr. Borduas that
12 morning at eight... not that morning, sorry about
13 that... yeah, that morning at eight twenty (8:20),
14 am I right?

15 A. From what I see on there, that's correct.

16 Q. [668] And am I right to understand that, at eight
17 twenty (8:20), October ten (10), two thousand
18 fourteen (2014), there was a criminal investigation
19 opened against Mr. Larivière?

20 A. There was an allegation against... globally, it was
21 an allegation against Mr. Larivière, but again, it
22 was preliminary, and there was a *démarches*
23 *d'enquête* also to verify and validate certain
24 information that was transmitted to us by the
25 Sûreté du Québec.

1 Q. [669] And that day, that day at your recollection,
2 did you make some démarches d'enquête?

3 A. By memory... I'm trying to think... it's possible,
4 but you'd have to show me some documentation just
5 to be sure, Your Honour.

6 Q. [670] I'm referring to Tab... it's not your Tab,
7 I'm referring to l'onglet 66.

8 A. Thank you.

9 Q. [671] It was not produced, so we're going to
10 produce it. It's Tab 66, it's going to become 102P.

11

12 102P: Tab 66

13

14 A. Yes, I see the email, Your Honour.

15 Me CHARLES LEVASSEUR:

16 Q. [672] So, what we can see on that email is that at
17 thirteen forty-five (13:45), October ten (10), you
18 sent Mr. Borduas a file, an Excel file obviously,
19 which... named "Fichier accédé". Do you remember
20 what was the file about?

21 A. Oh... I have... I don't remember.

22 Q. [673] If I'm suggesting to you that it was the file
23 that was accessed by Mr. Larivière on that day, and
24 that file was referring to Mario Lambert's file, is
25 it coming back, or...

1 A. It's not a question of coming back. I just don't
2 remember. I know that the request was done via
3 Mr. Baril, I know what he sent. I don't have the
4 documentation in front of me, but if you're telling
5 me that... It's possible, but I have no
6 recollection that... the exactitude of the fichier
7 that was sent on that day in question.

8 THE PRESIDENT:

9 Q. [674] The request was made by you, or by someone
10 else?

11 A. Well, the request with the... how it works, 'cause
12 the... It's very limited in terms of...

13 Q. [675] How did it work there?

14 A. Yes. I'm gonna explain. I'm gonna explain how it
15 works in terms of... with the Sécurité
16 informatique, the Chief Inspector or the inspector
17 are pretty much the sole people that could demand
18 special requests, because we don't want the whole
19 service communicating with these, with *informatique*
20 and asking for special requests that have... they
21 have no authority or no...

22 Q. [676] So any request to the Sécurité informatique
23 has to go through you?

24 A. Well...

25 Q. [677] And it went through you here?

1 A. It went through me here, but at the same time, once
2 I established the initial contact with the person
3 in charge of Sécurité informatique, I inform him
4 that he can directly communicate with the
5 investigator of the file. It's like I give him
6 authorization that...

7 Q. [678] Okay. But in this case, Mr. Baril
8 communicated with you?

9 A. With me, and I sent the doc...

10 Q. [679] Yes.

11 A. Yes, I sent the documentation, but if you're asking
12 me today exactly what, I don't remember.

13 Q. [680] No no, I'm not quarreling about that. I'm
14 just questioning the way it went.

15 A. Yes.

16 Q. [681] So the request went from you to Mr. Baril, or
17 to someone from that department?

18 A. That's right.

19 Q. [682] And the reply came from Mr. Baril to you
20 directly.

21 A. And then I sent... then I sent it.

22 Q. [683] And then you forwarded it to Mr. Borduas.

23 A. And, of course, because if I don't give access to
24 the investigator to be able to interchanger with...

25 Q. [684] No no, I understand that.

1 A. I'm not gonna... It's not gonna...

2 Q. [685] That's not my point.

3 A. It's not gonna stop.

4 Q. [686] Yes.

5 Me CHARLES LEVASSEUR:

6 Q. [687] When he testified, Mr. Borduas told us about
7 an information that was given to him by Mr. Hanna
8 regarding an informant that should be a coded
9 informant. Mr. Borduas told us, basically, that
10 Mr. Hanna told him that he had some information to
11 give him on Larivière's case, and when it come...
12 and when the time came that the information should
13 be given to Mr. Borduas, Mr. Hanna asked you the
14 permission to give the information to Mr. Borduas.
15 Is Mr. Hanna right when he's telling how things...
16 when Mr. Borduas is telling how things happened?

17 A. He's right, in the sense that... I'm going by
18 memory also because honestly, I didn't even
19 remember that part of the... Now that I've read it,
20 now I situate myself with that information. But I
21 still don't situate myself at what point, or where
22 exactly I was met to discuss this particular
23 source. But one thing is for sure, when Mr. Hanna
24 and Mr. Borduas came and saw me - and again, I
25 don't remember if it was in my office, if it was

1 outside - one thing is clear, I don't know what he
2 was... I don't know... I don't remember what he was
3 talking about, then when Mr. Hanna put me into
4 context in terms of when the information... because
5 the information was never... was not... I shouldn't
6 say never, it wasn't part of our unit. He was
7 working somewhere else, so he had a boss somewhere
8 else.

9 So when he mentioned the information that
10 was concerning potentially the file of
11 Mr. Larivière, so, for sure I had to evaluate if
12 there was any pertinence. Because at the time,
13 there was no pert... there was no... from what I
14 understand, there was no *pertinency*, but Mr. Hanna,
15 when he heard that Mr. Larivière accessed the files
16 of Mr. Lambert and other people - I don't think it
17 was just Mr. Lambert - that's when he clicked and
18 he said... there could be a link over here with the
19 information I received prior. So normal procedure,
20 he asked me, and he puts me into context... no, I
21 didn't remember what that information was at that
22 time and explaining the context, explaining the
23 information, no problems, there was a link, there
24 was a possible link with that information, with the
25 file of Mr. Larivière and I just made sure that

1 they respect, you know, the confidentiality of the
2 source and do what they have to do as
3 investigators. That's as simple as that.

4 Q. **[688]** So, you weren't informed, you didn't know the
5 information before Mr. Hanna talked to you about
6 it?

7 R. It's possible... it's possible that he... that he
8 informed me of the information prior, but there's
9 so much information that I receive in terms of...
10 we're talking about the way are projects are going
11 on, we have multiple cases going on at the same
12 time, it's possible that he informed me, but first
13 of all, it wasn't my concern, because it wasn't my
14 investigation, it was Lépine, so it's possible he
15 informed me to know, but at the same time, I didn't
16 even remember when he brought it up in October, he
17 had to put me into the context to explain that
18 information and by putting me in the context, I
19 understood what it was, but I had no... I didn't
20 have any recollection. There are so many things
21 that are going on at the office that...

22 Q. **[689]** Regarding Escouade, "Espion - Escouade", like
23 you said, we've got to be careful about what we can
24 talk about. Escouade, we're going to... we're going
25 to focus on Espion. You can speak... if you want to

1 gi... if you want to give us context or something
2 like that, you can talk, about Escouade, but I'm
3 going to ask you to focus on Espion.

4 R. Sure.

5 Q. **[690]** The lead investigator is in Espion was Mr.
6 Borduas or Mr. Hanna?

7 R. I know that the pers... in Espion, the person that
8 wrote the plan d'enquête was Mr. Hanna, we'd have
9 to verify on the plan d'enquête who... because at
10 the end of the plan d'enquête, the roles are
11 defined of who's the investigator, who's the co-
12 enquêteur, who's l'affiant, who's the analyst,
13 who's the supervisor, who's the responsible, it's
14 all mentioned there.

15 Q. **[691]** Okay. Just before... just before writing the
16 plan d'enquête in Espion, Mr. Borduas told us, well
17 actually, the day after, right before you are going
18 to the meeting that we're going to examine in a
19 couple of minutes, but Mr. Borduas told us that he
20 learned that there were eighty-five (85) contacts
21 between the cellphone number of Mr. Lagacé and the
22 cellphone number of Mr. Djelidi. When were you
23 informed of that?

24 R. I believe it was in the morning of the twelfth
25 (12th) of January. And that's going by memory, of

1 course.

2 Q. **[692]** Regarding the projet Espion, am I right to
3 say that le plan d'enquête of Espion was written on
4 January eleventh (11th)? Do you remember that?

5 R. That's correct.

6 Q. **[693]** Could you explain to us what lead to the
7 production of this plan d'enquête?

8 R. There was a series of articles in the newspaper
9 that constituted... constituted...

10 Q. **[694]** Breach of trust?

11 R. Thank you.

12 Q. **[695]** I don't want to answer for you, but...

13 R. Yes.

14 Q. **[696]** ... I'm going to help you...

15 R. Possible breach of trust concerning three different
16 files and it was explained to me globally, but I'm
17 aware of two out of the three... two out of the
18 three files that were ongoing. Yes, two out of the
19 three, the third one, I'd heard about it, but I
20 didn't know much about the thing with the... veste
21 pare-balles...

22 Q. **[697]** Hum, hum.

23 R. ... de jeudi, there was a context and there was
24 precise information that was in the newspapers
25 concerning the theft of the... the theft of the

1 briefcase of Mr. Vilcéus.

2 Q. **[698]** We can put it up on the screen, could you
3 please put it up 84P on the screen, please, 84P,
4 it's tab 43. So, you're looking at 84P and I'm
5 suggesting that it's... Yes, if you have it on
6 paper you can take it but I'm suggesting that it's
7 four articles that were written. One is written
8 January seven (7), two are written on January nine
9 (9) and the last one has been written January
10 fifteen (15). Is it the article that you were
11 referring to?

12 A. I think it's one of them. I can't be for certain if
13 it's the exact date or the exact... Because there
14 was, I think there was more than one article
15 written about this. But looking at the date over
16 here, it looks like the date that we're
17 referencing.

18 Q. **[699]** So, from January seven (7), there's a series
19 of articles that are written. When is the first
20 time that the media, because it was considered like
21 a media leak, am I right?

22 A. Uh, huh.

23 Q. **[700]** When was the first time that the media leak
24 was discussed with your team?

25 A. Possibly, I'm just going by memory because I don't

1 have, probably the seventh (7th) of January and
2 onwards.

3 Q. [701] And you discussed it with, do you remember
4 with whom?

5 R. I can't recall exactly the specific people but,
6 like I said, at that time, for sure, my inspector
7 was in the loop, the lieutenant-detective fonction
8 supérieure, Mr. Zouaoui, Normand Borduas c'est
9 certain and I can't confirm if Mr. Hanna or other
10 investigators were part of that conversation.

11 Q. [702] Okay.

12 THE PRESIDENT:

13 Q. [703] At that point, on the seventh (7th) of
14 January, when you discuss the first time with the
15 people in your team, you had no complaint from
16 anyone, I mean, like Mr. Pichet had not complained
17 to you nor anybody else from the état-major. It's
18 on your own that you were worried about these
19 articles, is that what should be left to
20 understand?

21 A. From what I understand, I can't recall exactly,
22 two, three, four, five days prior if there was
23 anything that was said or popped up but if I'm
24 going according to the dates over here...

25 Q. [704] These are the articles...

1 A. These are the articles.

2 Q. [705] ... that were produced before the Commission.

3 A. It was brought to our attention but, for sure, it's
4 from our understanding at that time.

5 Q. [706] The things that I want to understand now is
6 these investigations are launched and I take it
7 here that it was launched before because your
8 people were worried about what was in the articles.

9 A. That's correct.

10 Q. [707] And the team decided to go ahead with an
11 investigation.

12 A. That's correct.

13 Q. [708] Is that a standard practice? Are you going
14 through the papers in the morning to see if there's
15 something wrong or are you looking somewhere else
16 to see if there's something wrong to investigate?
17 How does it work?

18 A. No, but with this case in particular, because
19 there's specific information on both the first two,
20 so you understand clearly, on the first two
21 articles - I don't know if it's the first two but
22 the ones with Mr. Vilcéus and l'ingérence that we
23 have knowledge of these investigations because...
24 And I can't talk about Escouade because there's a
25 direct link with...

1 Q. [709] No, no, but Mr. Borduas testified about that
2 referring to hold backs.

3 A. He didn't explain everything in terms of the
4 link...

5 Q. [710] No, because he...

6 A. ... the right link.

7 Q. [711] We don't want to get into Escouade...

8 A. Exactly, exactly but...

9 Q. [712] ... too deeply.

10 A. I understand. But there is a link, it just doesn't
11 come out of air this information. There's
12 information, there's specifics in this information
13 and we have the knowledge that there's certain
14 people that have...

15 Q. [713] I see.

16 A. ... that are, I just don't want to get into the
17 nitty-gritty of... But just to answer your
18 question, it just doesn't come out of the air,
19 there's reasons why.

20 Me CHARLES LEVASSEUR:

21 Q. [714] So, there was no specific allegation from
22 someone like we have in Mayor Coderre's and Mr.
23 Larivière, it's...

24 A. There's no specific allegation but there is
25 elements that are exposed in these articles that

1 grab our attention. We have an ongoing
2 investigation with Escouade, and that morning, with
3 les démarches d'enquête that Mr. Borduas had done
4 prior brings us to new facts that there was
5 conversations, or messages textes with Mr. Lagacé,
6 like you mentioned, plus ou moins, I think it's
7 eighty-five (85) times exactly, so that's the
8 information that is present to us on the twelfth
9 (12th)... I believe it's the twelfth (12th) of...
10 it is the twelfth (12th) of January concerning the
11 information we have.

12 Q. **[715]** Okay, so we got the article 7, who are
13 published seven (7) and nine (9) of January. Who
14 decided to launch Espion? Who decided to create
15 another file?

16 A. The investigators that were present addressed the
17 issues concerning the information leaks and the
18 possible breach of trust, and quickly it was
19 asked... again I'm going by... Mr. Renaud to
20 produce...

21 Q. **[716]** Plan d'enquête?

22 A. ... merci, plan d'enquête, and that's what was
23 done. The timing could seem a little bit... I'm
24 just trying to find the word, because I thought it
25 would be easier testifying, so everybody could

1 understand what I'm saying, in English, but I'm
2 searching for my words in English.

3 THE PRESIDENT:

4 Q. [717] A mix of French and English is okay with us
5 anyway, so...

6 A. It is? Okay.

7 Q. [718] ... if you want to switch in French when it's
8 easier for you...

9 A. Okay.

10 Q. [719] ... you switch to French. When you want to
11 stick with the English language, it's fine with us.

12 I think we'll take a break anyway. That
13 should help also. So, we'll take a break of fifteen
14 (15) minutes to quinze heures trente (15 h 30).

15 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

16 REPRISE DE L'AUDIENCE

17

18 LE PRÉSIDENT :

19 Maître Levasseur.

20 Me CHARLES LEVASSEUR :

21 Q. [720] Thank you. Merci. So Monsieur Labos, when we
22 left for the recess, I was asking if you talked to
23 someone between January seventh (7th) and January
24 eleventh (11th) of two thousand and fifteen (2015)
25 regarding the media leaks that was occurring...

1 that was occurring at the time. And your answer is?

2 R. If I spoke to?

3 Q. **[721]** Someone at the SPVM.

4 R. Well, like I mentioned, I think, just before the
5 break, I spoke with my inspector, which was
6 monsieur Martin Renaud, monsieur Borduas was
7 present, Mr. Zouaoui, who was the fonction
8 supérieure Lieutenant-detective. I'm not sure one
9 hundred percent (100 %) if Mr. Hanna was present
10 at... present. He was present at one point, but I
11 can't give you with certitude what date in
12 question. And that's... from my memory, that's who
13 I remember, Your Honor.

14 Q. **[722]** I'm going to ask you specific names and I'm
15 talking about this period, between the seventh
16 (7th) of January and January eleventh (11th). Did
17 you speak about media leaks with director Pichet?

18 R. It's very possible, yes.

19 Q. **[723]** It's very possible.

20 R. But I don't remember the exact... the exact moment,
21 but it's very possible that I did speak to him
22 about...

23 Q. **[724]** And could you... could you give us... I don't
24 want a specific number, but a ballpark figure of
25 how many times you could have spoke with directeur

1 Pichet about the media leaks?

2 R. From what period to what period?

3 Q. **[725]** Seven...

4 R. Oh, seventh (7th).

5 Q. **[726]** I'm always January seventh (7th) to January
6 eleventh (11th).

7 R. Like... I don't want to say something that I'm not
8 certain about, it could be once and for sure on the
9 twelfth (12th) of January, that's for sure. And
10 maybe once before. I'm just going by memory, I
11 just... it could have been on the fly, excuse the
12 expression, but I don't remember one hundred
13 percent (100 %), Your Honor.

14 Q. **[727]** O.K. So I'm going to ask you to take 82P,
15 92P, which is... which is le plan d'enquête of
16 Espion.

17 R. 82P?

18 Q. **[728]** 82P.

19 R. O.K.

20 Q. **[729]** Good? We know now that it's Mr. Hanna who
21 drafted this investigation plan and we know now
22 that this investigation plan was presented to the
23 high direction of the SPVM at some point between
24 January eleventh (11th) and January thirteenth
25 (13th). Do you... have you ever seen that document?

1 R. Yes, I have.

2 Q. **[730]** Have you ever... not ever, but have you
3 participated in drafting this document?

4 R. The plan d'enquête was presented to my inspector,
5 Mr. Renaud, and yes, I was aware that they were
6 drafting the plan d'enquête in question.

7 Q. **[731]** And who asked... who asked Mr. Hanna to draft
8 this plan d'enquête?

9 R. If my memory serves me correctly, it's the... his
10 immediate supervisor, which was mister... Mr.
11 Renaud.

12 Q. **[732]** Mr. Renaud. And do you ask Mr. Renaud to ask
13 Mr. Hanna to draft the plan d'enquête?

14 R. No, it doesn't work... it doesn't work like that.

15 Q. **[733]** Well, that's why I'm asking you questions.

16 A. No, it doesn't work like that. It's Mr. Hanna qui
17 rédige le document mais son approbation c'est suite
18 à monsieur Renaud qui demande de mettre ça sur
19 papier, de mettre ça en...

20 Q. **[734]** And this document was presented to you, you
21 just said it, by Mr. Hanna and Mr. Borduas, am I
22 right?

23 A. This document was presented to me once it was
24 completed via my inspector.

25 Q. **[735]** So, via your inspector. Did...

1 THE PRESIDENT:

2 Q. [736] Sorry, so it's Mr. Renaud who presented it to
3 you.

4 A. Yes.

5 Q. [737] Okay.

6 Me CHARLES LEVASSEUR:

7 Q. [738] So, Mr. Hanna and Mr. Borduas never talked to
8 you about that document.

9 A. There was discussion, like I mentioned earlier,
10 about a meeting concerning les informations in the
11 newspaper and everything. There was discussion but
12 if you're asking me if Mr. Borduas or Mr. Hanna
13 came up to me and said, "Mr. Labos, we're going to
14 do this, we're going to do this, we're going to do
15 this." the answer is no.

16 Q. [739] Okay. So, it was with Mr. Renaud. And you
17 read the document, obviously, when it was presented
18 to you by Mr. Renaud.

19 A. I read the document, yes, I did.

20 Q. [740] And did you ask some questions to Mr. Renaud
21 regarding some investigative technique that was
22 projected in this plan d'enquête?

23 A. This plan d'enquête was really rédigé really
24 quickly in terms of when we got the information
25 and, of course, there was a demand for this plan

1 d'enquête to be done because there was a
2 presentation that was going to be done to Mr.
3 Pichet and his état-major, as we say in French, so
4 it was done, the techniques, I think it was
5 explained also, these are all put forward.

6 It doesn't necessarily mean that all these
7 investigative techniques are going to be used.
8 People who have experience in investigations, they
9 are put there et ça peut évoluer selon le dossier
10 aussi. But for sure it was mentioned and we took
11 knowledge of the plan d'enquête.

12 Q. [741] Regarding the presentation to the état-major,
13 like you are saying, do you attend, have you
14 attended that meeting?

15 A. I attended that meeting, correct.

16 Q. [742] And when was that meeting?

17 A. That was on the twelfth (12th) of January. I can't
18 give you the exact time but I know it was on the
19 twelfth (12th) of January.

20 Q. [743] And on the twelfth (12th) of January you read
21 the documents and...

22 A. I read... Are you saying if I read the documents on
23 the twelfth (12th) or prior?

24 Q. [744] When you're going to the presentation.

25 A. I read the documents prior...

1 Q. [745] Yes.

2 A. ... but concerning the presentation of the plan
3 d'enquête that was done to the Direction, it's Mr.
4 Renaud that did the presentation for le plan
5 d'enquête to the Direction.

6 Q. [746] Did you spoke at that meeting?

7 A. I did the introduction and Mr. Renaud went with the
8 plan d'enquête.

9 Q. [747] And when you read le plan d'enquête, did you
10 address some questions to Mr. Renaud? And I'm
11 taking a specific topic, let's say for the usage of
12 an undercover agent. It was projected in the plan
13 d'enquête?

14 A. These are all projections in terms of what could be
15 used in, we're talking about now un abus de
16 confiance but in another plan d'enquête, there's
17 certain aspects of techniques or investigative
18 strategies that are used. It doesn't mean they're
19 all going to be used but I like your word
20 "projection".

21 Q. [748] But I'm happy that you like my word but I
22 just want to know if you raised some questions
23 about specific investigative techniques like the
24 usage of an undercover agent, wiretapping, warrant
25 that could lead, and I'm not saying that it could

1 target, but it could lead to intercept journalists'
2 conversations. Did you raise questions about that?

3 A. Whether it's this file, Your Honour, or any other
4 file that... When I was at Internal Affairs for
5 quite a few times, and I've supervised numerous
6 projects, and numerous projects concerning
7 electronic surveillance, and I think any one of my
8 investigators can attest that we will... it's not
9 automatic that, when you start a project, that
10 we're going to go towards electronic surveillance.
11 We have duties as investigators to *à la recherche*
12 *des faits*, and there's different techniques, and we
13 have to exhaust all these different techniques
14 before we even think of... it's... I could give you
15 a fun example - at one point I remember one of my
16 investigators had come up to us - Oh.. this project
17 is going to go to *écoute électronique*, I go, why
18 automatically is this project going to go *écoute*
19 *électronique*... This project, first of all, we have
20 a lot of footwork to do, there's a lot of
21 techniques that could be used prior to even
22 thinking about going into *écoute électronique*, and
23 at the end of the day, that project was *solutionné*
24 without going to electronic surveillance. So, yes,
25 there's some projections; yes, there's... *des fois*

1 *la volonté, or des enquêteurs... je dirais pas... I*
2 don't want to say they're ambitious, or what have
3 you, but we do have... we have a job to do, we
4 have... *on est toujours à la recherche des faits,*
5 and there's different techniques that could bring
6 us to the conclusion, as we say, of the
7 investigation, but it's not *absolu* that we're going
8 towards écoute électronique just because it's
9 written in a *plan d'enquête*.

10 Q. **[749]** But at least, and... I agree with you, but at
11 least if this *plan d'enquête* is going to be
12 presented by Mr. Renaud to the direction of the
13 SPVM, you must have green light the content of *the*
14 *plan d'enquête*. I cannot believe that Mr. Renaud
15 would present something that you haven't
16 authorized.

17 A. Again, the... *la rédaction du plan d'enquête avec*
18 *les différents possibles*
19 *scénarios/techniques/démarches d'enquête qui est*
20 *envisagé dans ce dossier-là, potentiellement oui,*
21 *mais c'est pas absolu non plus que ça va être*
22 *exactement, il y a marqué tel chose, puis*
23 *absolument il faut qu'on fasse tel chose. Durant*
24 *l'enquête, il y a des facteurs qui arrivent qui*
25 *peuvent changer les données, la direction, ou les*

1 objectifs. Puis on évolue aussi avec certaines
2 bases, avec l'expérience des enquêteurs que eux
3 autres, eux autres mêmes vont manifester certaines
4 démarches d'enquête qu'ils peuvent envisager dans
5 l'enquête, mais c'est pas absolu non plus.

6 Q. [750] Coming back to the meeting of January twelve
7 (12), do you remember who attended that meeting?

8 A. There was the director Mr. Philippe Pichet; the
9 Deputy Chief Didier Deramond; the Deputy Chief
10 Bernard Lamothe; Deputy Chief Claude Bussières, my
11 inspector Mr. Renaud; and myself.

12 Q. [751] And who... how this meeting took place? Who
13 *convoqué*, who asked for that meeting? Who asked for
14 that meeting? Is there someone who called the
15 meeting?

16 A. Like I mentioned earlier, the events of the...
17 starting the seventh (7th) of... the publication of
18 the different articles, brought up that situation,
19 and I can't remember exactly when I informed the
20 director about the so-called allegations of... I
21 shouldn't say "so-called," possible breach of
22 trust, and I think it was scheduled that day in
23 question, so that's... on the twelfth (12th), and
24 that's why requested that *le plan d'enquête* is done
25 as quickly as possible.

1 But in terms of circumstances, it could
2 look like the timing is there or not there, but
3 that morning, on the twelfth (12th), we received
4 the information that in the file of "ESQUAD", there
5 was conversations and text messages between our
6 police officer we had the investigation on and Mr.
7 Lagacé, and that's how everything evolved.

8 Q. [752] What was the purpose of the meeting? And I'm
9 talking about the meeting of January twelve (12);
10 what was the purpose of the meeting?

11 A. Well, I think it was important to address the issue
12 in terms of... we had a plan d'enqu... we had
13 issues in terms of les fuites ou le breach of trust
14 concerning some of our police officers, and that
15 morning, also, at the same time, the fact that
16 there was conversations or messages textes between
17 one of our alleged police officers and a
18 journalist. So at the same time, we addressed
19 something that was... that was not very common, and
20 not... I don't want to use the word extraordinary,
21 but it's... it was very sensible, and like I
22 mentioned in my testimony before, it's our job
23 also, it's my job also, as the... as the Chief
24 Inspector of the division, to foresee or forecast
25 if there's something that, you know, could... so,

1 naturally, the... my boss is Mr. Pichet, should be
2 advised that there are going to be some techniques
3 that are going to be used concerning Mr.... dans le
4 dossier Espion, Espion/Escouade.

5 Q. [753] So my understanding is that when you are...
6 when the meeting is taking place, and from now on,
7 when I'm referring to meeting, I'm talking about
8 the January twelfth (12th) meeting...

9 R. O.K.

10 Q. [754] ... I'm not going to say it all the time.

11 R. No problem.

12 Q. [755] So when you are coming to the meeting, you
13 know that... you know about the eighty-five (85)
14 contacts between Mr. Lagacé and Mr. Djelidi?

15 R. One hundred percent (100 %).

16 Q. [756] Okay. Did you... did you present this or Mr.
17 Renaud present this information to Mr. Pichet,
18 Deramond, Lamothe, Renaud... Mr. Pichet, Deramond
19 et Lamothe?

20 R. One hundred percent (100 %).

21 Q. [757] So you told them that you... in Escouade,
22 there was eighty-five (85) contacts between Mr.
23 Lagacé and Mr. Djelidi?

24 R. With... everybody was informed, I'm just trying to
25 think now if it was exactly... if it was stated

1 exactly eighty-five (85) and I'm not sure if it
2 was... if it was separated in terms of phone calls
3 versus messages textes, that, I can't... I can't
4 tell you...

5 Q. [758] (Overlapping) Sorry about that.

6 R. ... with one hundred percent (100 %) certitude. No
7 problem.

8 Q. [759] I was talking to you about the purpose of the
9 meeting because obviously, when Mr. Renaud made his
10 presentation, he talked about the investigative
11 technique...

12 R. Hum hum.

13 Q. [760] ... that was projected in this file. My...
14 you're saying that your role is to advise the
15 director on techniques that could be used...

16 R. No.

17 Q. [761] ... is it advising or getting... getting...

18 R. No.

19 Q. [762] ... authorized by?

20 R. What I said, my role... my role as the Chief
21 Inspector of the Internal Affairs is to advise a
22 direction if there's files that are sensitive and,
23 of course, we're here because one of those... one
24 of those issues. And it was important to address
25 that there would be... there would be some

1 investigative techniques that would involve a
2 journalist, so I thought it was not only important,
3 but it was my duty to inform the director
4 concerning what was going on with this file. He
5 is... and at the same time, as I mentioned earlier
6 in my testimony, he is my direct operational boss,
7 I have an administrative boss that demande de congé
8 and all that stuff, but in terms of what's going on
9 in the organization and in terms of what's going on
10 downstairs, like I've mentioned, like I've told all
11 our investigators, we have to do our... we have to
12 do our files professionally, avec rigueur, we...
13 you know, it's the reflection between, you know,
14 for the whole police force, what we're doing
15 downstairs, so yes, it's... yes, he's been
16 informed.

17 Q. **[763]** Yeah, he's been informed, but when mister...
18 when you and Mr. Renaud are going to the meeting,
19 are you soliciting authorization to use the
20 technique that was... that are projected or it's
21 only for...

22 R. It's... it's more to inform...

23 Q. **[764]** Okay.

24 R. ... the... it's more to inform the director that
25 this is what... this is what's... this is the

1 situation and this is where we're going, if you're
2 asking me if I'm asking his permission, the answer
3 is he didn't... the answer is no.

4 Q. **[765]** We have... so, was this document passed to
5 the people that was at the meeting?

6 A. Yes, it was.

7 Q. **[766]** And was that document picked up after or they
8 left?

9 A. Right away it was picked up after and from memory,
10 I don't think, unless, because where I was sitting,
11 I could see everybody where I was sitting, I do not
12 believe that each and everyone of those people
13 involved, except of course Mr. Renaud because he
14 read the plan d'enquête word for word and, right
15 after the meeting, we recuperated all the
16 documentation, as you can see on the forefront of
17 the plan d'enquête, it's written 'secret' and
18 everybody had their own copies with their names.

19 Q. **[767]** How long the meeting was?

20 A. Again, I'm going to have to go with memory, forty-
21 five (45) minutes, thirty (30), forty-five (45)
22 minutes, an hour max, maybe even less than that. I
23 can't answer you that question with one hundred
24 percent (100%) certitude.

25 Q. **[768]** And at that meeting, you told me that it was

1 Mr. Renaud who made the presentation. Was it Mr.
2 Renaud alone or there was some debates, some
3 questions raised, some issues that must be
4 addressed.

5 A. Well, one thing that has to be clear also is that,
6 and I think that Mr. Pichet mentioned it in his
7 testimony, his level of expertise is not in the
8 domain of investigations so that's when the three
9 deputy chiefs, Mr. Deramond, Mr. Bussière and Mr.
10 Lamothe who have a background, an extensive
11 background in terms of investigations, were present
12 to guide or challenge the issues at hand.

13 Q. [769] So, there was some challenge regarding the
14 issues at hand.

15 A. Challenge? Well, there was explanations in terms of
16 what the plan d'enquête entitled, the findings that
17 we got that morning and the possible, démarches
18 d'enquête that would be envisagé to move forward
19 with this investigation. So...

20 Q. [770] And the challenge came from whom? Mr.
21 Deramond, Mr. Lamothe?

22 A. I'm trying to go through memory here, there was
23 some questions that were asked. If you're going to
24 ask me right now specific questions of what was
25 said exactly, I don't recall. But I know for sure

1 Mr. Lamonthé asked a few questions.

2 Q. [771] And...

3 A. Of course, the Chief was asking a few questions
4 too, like I mentioned, but I can't give you the
5 exact verbatim of what was said or what was asked
6 or what was challenged or...

7 Q. [772] Well, without giving me the verbatim of what
8 was said, and you said to me earlier that you don't
9 think that everyone took the time to read from
10 cover to cover the plan d'enquête, but is every
11 investigative technique that are in the plan
12 d'enquête exposed to Mr. Pichet, Mr. Deramond, Mr.
13 Lamothe?

14 A. I'm going from memory again, I believe that Mr.
15 Renaud read completely the plan d'enquête, but I
16 can't say with certitude, one hundred percent
17 (100%) that it was done line for line or word for
18 word or...

19 Q. [773] Yes, but without word for word, did Mr.
20 Renaud talk about undercover agent, for example?

21 A. From what I recall, yes.

22 Q. [774] Wiretapping warrants?

23 A. Possibly. Again, I just want to correct, I want to
24 make one thing clear. I explained it before in
25 terms of le plan d'enquête, there's different

1 strategies and different techniques that are a part
2 of a plan d'enquête, but it doesn't necessarily
3 mean that we were...

4 Q. [775] Uh, huh.

5 A. You know. So...

6 Q. [776] After the meeting, were you kept in the loop
7 of the evolution of the investigation? Were you
8 informed that there was some renewal that was asked
9 by monsieur Borduas? Were you asking questions
10 about the evolution of the investigation?

11 A. In the structure that was in place in terms of le
12 projet Escouade, like I mentioned before, we had
13 not only our investigators, we had Mr. Zouaoui that
14 was the fonction supérieure Lieutenant-detective, I
15 had my inspector, who was doing the day-to-day
16 operations with his team. And, of course, was I
17 knowledgeable about the micro details on the
18 investigation? The answer is no. That I... Was I
19 informed globally of what was going on? The answer
20 is yes. And I remember even at one point I was
21 asked the question - did you know that there was
22 twenty-four (24) warrants that were signed
23 concerning Mr. Lagacé? I didn't even know the exact
24 number. I knew there was warrants, I know the
25 procedure that there's a renouvellement and

1 everything, but if you ask me precisely that there
2 was twenty-four (24) warrants in that file, I would
3 not be able to answer you that question.

4 And it doesn't... the pertinence in terms
5 of knowing the exact number, I have my
6 investigator, l'affiant, my Superviseur des
7 enquêtes, my inspector, so if there's something
8 that I need specific, I'm going to ask the
9 questions.

10 Q. [777] Wiretapping warrants, have you been informed
11 that, on May two thousand fifteen (2015), Mr.
12 Borduas was planning to get a wiretapping warrant?

13 A. Yes, I was.

14 Q. [778] And you've been informed of that when?

15 A. Well, prior to him presenting the Affidavit to
16 the... to the Judge, because there's the mandataire
17 also that has to be advised, there's the préposé
18 aux affidavits and, of course, the evolution of the
19 investigation from November of two thousand fifteen
20 (2015), 'till May of two thousand sixteen (2016).

21 Q. [779] Yes, because... and you're right, there's a
22 whole process to get a wiretapping warrant, am I
23 right?

24 A. One hundred percent (100%).

25 Q. [780] And at what point in time you had been

1 informed that that process began?

2 A. Specifically, I can't give you a date specifically,
3 but...

4 Q. [781] Let's say...

5 A. ... but...

6 Q. [782] ... the meeting... we have the meeting in
7 January, the warrant, and I'm suggesting to you...

8 A. No...

9 Q. [783] ... the warrant is issued on May twenty-seven
10 (27), between January and May, could you be... at
11 least, approximately, give us a period?

12 A. I know we've had our meetings de gestion, I know
13 that we have participated in meetings in terms of
14 the evolution of the project. Was I always present?
15 No. But yes, I knew the evolution of the file, but
16 at what point precisely that we were going possibly
17 on electronic surveillance, I can't give you an
18 approximate... I can't give you a date. I don't
19 remember.

20 Q. [784] Okay. Could you tell me who authorized to go
21 into electronic surveillance?

22 A. What do you mean?

23 Q. [785] Well, there's... we talked about it this
24 morning, when we're talking about electronic
25 surveillance, there's some costs that are

1 involved...

2 A. Of course.

3 Q. [786] ... obviously. So, there's someone who has to
4 authorize the process to get some lines.

5 A. Yes. The process is...is... I just want to make it
6 more simple for everybody to understand. Like I
7 mentioned, there's a series of investigative
8 techniques, there's a series of démarches
9 d'enquête, there's a series of stuff that bring us
10 to, at one point, where this is our last... our
11 last specific measure to go into wiretaps. And
12 during the investigation, of course, we were
13 updated, because there was things that were... new
14 information came in, we tried different strategies,
15 and at what point there was things that could be
16 done, and there's things that could not be done for
17 reasons that were explained I think by the
18 investigators.

19 And the final decision does come down to my
20 inspector addressing globally where we are, where
21 we're going, and the person that's in charge of the
22 division is myself, so, it's...

23 Q. [787] So the final word comes to you?

24 A. The final word comes to me in terms of this is
25 where we are at this point in the investigation,

1 the final word comes down to me in terms of this is
2 where we're at at this point in the investigation,
3 the final word comes down to the judge who signs
4 the authorisations, are we there or not there.

5 So yes, in terms of decisions to go towards
6 this technique d'enquête, after on a épuisé nos
7 démarches d'enquête puis nos stratégies, but at the
8 end of the day, it's the judge that decides yes or
9 no if he authorizes the electronic surveillance
10 on... sur les personnes visées.

11 THE PRESIDENT :

12 Q. **[788]** But, I mean, we understand that at the SPVM,
13 not at the Court House, but at the SPVM, you have
14 the last word...

15 R. Yes, I do.

16 Q. **[789]** ... on this question?

17 R. Yes, I do.

18 Q. **[790]** And you had the last word on this one.

19 R. Yes, I did.

20 Q. **[791]** Yes. We're going to talk a little bit about
21 the... we're going to leave the wiretapping,
22 because... and I'm going to ask you the question, I
23 know the answer, but were you involved in the
24 writing of the affidavit?

25 R. No.

1 Q. [792] So we're going to talk about... a little bit
2 about the impounding process that was... I'm going
3 to leave you some time, Monsieur...

4 R. Thank you, I'm having a little bit of trouble with
5 this...

6 THE PRESIDENT:

7 Q. [793] You did very well compared to what I would
8 have done.

9 R. Thank you.

10 Me CHARLES LEVASSEUR:

11 Q. [794] Yes. We're going to talk a little bit about
12 the impounding process, l'entiercement. It was made
13 by Mr. Hanna?

14 R. That's correct.

15 Q. [795] When did you first hear about the possibility
16 of getting or use an impounding process?

17 R. It's sometime in September, I know Mr. Hanna, at
18 one point, I don't know where exactly he
19 mentioned... he mentioned the word...

20 Q. [796] Entiercement, oui, ou impounding.

21 R. I didn't even know what it meant. Like, what are
22 you talking about. So I asked him what it meant, so
23 he explained to me what the word entitled, so...
24 and from what I remember... from what I remember, I
25 said, it was, you know, it was a good idea to do

1 les démarches to follow up with... I have a hard
2 time saying entiercement.

3 Q. [797] Just say impounding. It's usual.

4 R. Impounding?

5 Q. [798] Impounding.

6 R. Impounding, thank you.

7 Q. [799] Okay. So at the beginning of September, you
8 are hearing about the impounding procedure, am I
9 right to say that Escouade, the Escouade
10 investigation was terminated by... was terminated
11 on July seventh (7th)?

12 R. That's correct.

13 Q. [800] So... and were you informed that there's...
14 there was a lot of data relating to cell phone, to
15 the cell phones of Mr. Lagacé that was collected
16 during the investigation?

17 R. One hundred percent (100 %).

18 Q. [801] And were you... Did you know at that time
19 where the data was stored?

20 R. I know the data was stored on our servers, that's
21 for sure, the Division de renseignements, if I'm
22 not mistaken, and... but I don't know if they had
23 all the... all the information, and I know that the
24 Division des opérations spécialisées, but again, I
25 don't know exactly the full content of the... of

1 the information that was stored.

2 Q. **[802]** And am I right to say that either Mr. Djelidi
3 or Mr. Chartrand was charged with breach of trust
4 related to any kind of media leaks. Am I right to
5 say that?

6 R. You're correct.

7 Q. **[803]** So we are... we are July seventh (7th),
8 nobody has been charged of breach of trust relating
9 to media leaks...

10 R. Hum, hum.

11 Q. **[804]** ... and you're going to wait until...
12 actually, you're not going to wait, the first time
13 that someone is going to bring to you that we
14 should impound the data, it's at the beginning of
15 September, that's what I understand?

16 R. The honest truth, nobody thought about it. Not
17 myself, not the investigators, but Mr. Hanna, in
18 the month of September, he brought up the
19 situation, like I explained, I didn't even know
20 what it meant, I didn't even know what that word
21 was, he mentioned a go... it's a good idea, and he
22 did des démarches pour... to continue what he
23 brought forward. But if you're asking me from the
24 seventh (7th) of July until September, I didn't
25 think about it and nobody else thought about it and

1 that's the honest truth.

2 Q. **[805]** What do you know about the process that was
3 put up basically by Mr. Hanna?

4 A. Well, I know that he had some conversations with
5 secteur d'informatique and the word 'military key'
6 was mentioned as a possible... as a possible
7 securing of the data concerning Mr. Lagacé and he
8 was following it through with sécurité
9 d'informatique to put everything in process.

10 Q. **[806]** And do you know what date all the data of Mr.
11 Lagacé's phone, cell phone, was a hundred percent
12 (100%) impound?

13 A. The exact date, no.

14 Q. **[807]** If I'm suggesting to you that it's somewhere
15 between November seven (7), and November nine (9),
16 would it help you or you don't know.

17 A. I'm not certain one hundred percent (100%). If
18 you're telling me that, unless you have
19 documentation that states that fact that you can
20 show to me to be certain, it sounds, but I can't be
21 certain unless I see the documentation in terms of
22 the exact date, but I'll take your word for it that
23 it's around that date, Your Honour.

24 Q. **[808]** And between September and November, have you
25 addressed the urgency of the situation with Mr.

1 Hanna or you were kept informed by operational
2 meetings?

3 A. I was kept informed but if you really want an
4 answer in terms of urgency, I want to be honest,
5 no, there was no urgency in terms of... The data is
6 all secured anyways. It's secured on our servers,
7 it's secured, our place is secured, so there was
8 measures. If we're talking about from the time when
9 it began versus November when it was completed
10 according to the date that you mentioned, the
11 information is not, ce n'est pas libre à qui que ce
12 soit.

13 Q. [809] Uh, huh.

14 A. I remember the access to that information, it was a
15 limited amount of people that were, that had access
16 to it. I know I had access to it, I know that Mr.
17 Renaud had access to it, I know that Mr. Borduas
18 had access to it, I know that Mr. Hanna had access
19 to it and I believe, yes, our analyst had access to
20 it. But if you ask me today to go and try to
21 retrieve that information, even though I have
22 access, I still don't know how to, you know, and of
23 top of that, I have no, il n'y a aucun, pas intérêt
24 mais il n'y a aucun but d'aller chercher ça pour
25 moi. T'sais, it's there, it's secured and the

1 people that have the obligation to work with
2 that... with those données do it.

3 Q. **[810]** Was Mr. Pichet informed about the impounding
4 process from September?

5 A. Ouf, that's a very good question. I don't remember.

6 Q. **[811]** You don't remember?

7 A. No.

8 Q. **[812]** Have you ever, between September and
9 November, have you ever, well, actually, do you
10 remember talking to him about the impounding
11 process?

12 A. Yes.

13 Q. **[813]** How many times?

14 A. One, for sure. I can't give you a complete answer
15 because I don't recall if I... Mr. Pichet, when I
16 inform him of things, he has a very good memory.

17 Q. **[814]** And you, you talked to him about what? You're
18 going to say to me about the impounding process,
19 but specifically, what did you tell him? What have
20 you told to Mr. Pichet?

21 A. I related what Mr. Hanna explained to me in terms
22 of what was being put forward in simple terms
23 because I tried to keep things simple and that
24 there was an ongoing process but, again, I don't
25 know at what point I mentioned this. Did I mention

1 this in September, did I mention this in October,
2 did I mention this in November? But at one point,
3 it was mentioned and it was explained with the
4 knowledge I had from what Mr. Hanna explained to
5 me. I think I even had a hard time explaining, I
6 couldn't even repeat the word... I like impounding,
7 it's easier than entiercement.

8 Q. **[815]** And at some point in time, and I'm suggesting
9 that it's October twenty-eight (28), two thousand
10 sixteen (2016), members of your division met with
11 Mr. Lagacé, and the in-house counsel of La Presse,
12 and Eric Trottier from La Presse too. Do you
13 remember that meeting?

14 A. Yes, I do.

15 Q. **[816]** Do you remember that day?

16 A. I don't remember the... if you're asking me to
17 start from seven (7) in the morning 'till...

18 Q. **[817]** No, not seven (7) in the morning, but...

19 A. ... but...

20 Q. **[818]** ... I was asking you about...

21 A. But I remember that day, yeah. If you're more
22 specific, I could answer possibly.

23 Q. **[819]** I'm going to be more specific. So, like I
24 said, the Djelidi case... not Djelidi case, but
25 Djelidi investigation is over since July seven (7),

1 and you are aware... and you are informed at
2 beginning of September that there are some data
3 that belong to Mr. Lagacé that are... we are going
4 to have to be... that's going to have to be
5 impounded. So, your meeting with Mr. Lagacé on
6 October twenty-eight (28), could you explain to us
7 why the decision was made to meet with Mr. Lagacé
8 on October twenty-eight (28)?

9 A. Okay. The information concerning the impounding was
10 some time in September with Mr. Hanna. Again, the
11 intentions were, at one point, to meet with Mr.
12 Lagacé and inform him about the so-called modes de
13 registre, DNRs. What precipitated also is that the
14 warrants were at one point also, and this is the
15 sequence of how things evolve, the warrants, at one
16 point, were going to become des scellés, and that's
17 in conjunction with the prosecutor of the file who,
18 when he was in court, addressed with the... I
19 believe the lawyer of La Presse that, he suggested
20 that, 'are you here for the warrants of one or your
21 employees?' I don't know if he mentioned the name.
22 So, that was another factor. But I just don't
23 remember at what point that information came in
24 precisely. But that was another element.

25 But one thing's for sure, that it was

1 discussed that we were going to meet prior to that.
2 There were dates concerning the des scellés, I
3 think at the end of September, and then it went
4 into October, and then finally, I think, it went
5 some time in November. And if we just go back, I
6 don't know if it's the day before, the twenty-
7 seventh (27th) that we got a request, or the same
8 day we got a request via les communications, that
9 they wanted to have some information concerning
10 that particular.

11 So, one plus one makes two, the lawyers in
12 court, he believes that there's an autorisation
13 judiciaire made against one of his journalists, one
14 of the journalists makes a request for information,
15 and I'm not sure if it's the twenty-seventh (27th)
16 or the twenty-eighth (28th), and...

17 Q. [820] Well, we can put the email that you, that the
18 SPVM received that day, and it's going to be P...
19 évidemment, c'est la seule pièce que je... Mme la
20 Greffière, le courriel du vingt-huit (28) octobre
21 deux mille seize (2016).

22 Me CHRISTIAN LEBLANC:

23 89.

24 Me CHARLES LEVASSEUR:

25 89. Merci, Maître Leblanc. 89P.

1 Q. **[821]** So on... is it the email... is it the demand
2 that you were talking about?

3 R. From what I understand, it looks... that looks like
4 the demand that was... that was requested by the...
5 La Presse.

6 Q. **[822]** We know now that Mr. Borduas and Mr. Hanna
7 went to meet Mr. Lagacé. Who... well, did you
8 have... did you have meetings with Mr. Borduas and
9 Mr. Hanna before?

10 R. For sure.

11 Q. **[823]** Yes. One meeting, two meetings, three
12 meetings?

13 R. There was one meeting before and there was another
14 meeting after the... Mr. Borduas and Mr. Hanna met
15 with Mr. Trottier, l'avocat and monsieur Lagacé.

16 Q. **[824]** Could you inform us of the content of the
17 meeting that took place?

18 R. Well, we were informed via my inspector, Mr.
19 Renaud, that there was this request, so for sure,
20 we met and it precipitated our rencontre with...
21 eventual rencontre with Mr. Lagacé because of
22 course, this demand, because we still had time to
23 meet with Mr. Lagacé because les mandats scellés
24 étaient toujours sous scellés, so... it was in
25 preparation to eventually meet with Mr. Lagacé.

1 What was discussed is very simple, the
2 investigators or the two investigators, l'affiant
3 puis l'enquêteur, are the two people that
4 maîtrisent le dossier d'Escouade, and if my memory
5 serves me correctly, I believe I asked are you guys
6 comfortable... are you guys comfortable to go and
7 meet with Mr. Lagacé, and the answer was, we're
8 both comfortable, de toute façon, on maîtrise le
9 dossier, on va lui expliquer jusqu'où... qu'est-ce
10 qu'on peut expliquer, and that was the... that was
11 the end of the conversation in terms of... because
12 I wanted to assure that my investigators were
13 comfortable to go and meet... to go and meet with
14 La Presse. What was asked in the beginning was
15 that... pour convoquer monsieur Lagacé chez nous.
16 That request was denied by them, so they asked Mr.
17 Labos, do you...

18 THE PRESIDENT :

19 Q. [825] That, we know, that was covered before...

20 Me CHARLES LEVASSEUR :

21 O.K.

22 THE PRESIDENT :

23 Q. [826] ... so that was the meeting before, you had a
24 meeting with them when they came back from La
25 Presse...

1 R. Yes.

2 Q. [827] ... so what was... the question will be put
3 to you, what was discussed in that second meeting,
4 the meeting after.

5 R. Well, we asked them, of course, like, a debriefing,
6 how did it go, what was said, what was the
7 reactions. There was a big concern because when my
8 two investigators were leaving the offices of La
9 Presse, their pictures were taken from my two
10 investigators, and I think one of my investigators
11 or both, I'm not sure, addressed the issue with one
12 of the... with one of the... I don't know if it's
13 one of the three or maybe the photographer that
14 took the pictures and explained that he was on
15 sensitive files or what have you, and pretty much,
16 that was the content of the debriefing concerning
17 the meeting with the three people from La Presse.

18 Q. [828] Thank you.

19 Me GUYLAINE BACHAND, commissaire :

20 Q. [829] I do have a question. Since the Lagacé
21 events, did you change your impounding process?

22 R. Since the... since the... I don't like to call it
23 the Lagacé affair...

24 Q. [830] No, no...

25 R. ... but that...

1 Q. **[831]** but the meeting you just described.

2 R. Since the meeting... because what followed, I
3 think, a couple of days later, there were
4 conversations in terms if there was any other
5 journalist that were under the same mandat des
6 registres or what have you, but not having your
7 files before you, you can't remember everything,
8 so... there was another file, which is... now, we
9 know it was the file concerning the ticket of the
10 mayor, and procedures were taken with that file
11 also concerning the data that was collected back in
12 two thousand and fifteen (2015)... Two fifteen
13 (2015).

14 Q. **[832]** Do you have written directives about that, a
15 written document that describes what you do and it
16 happens with the journalist's data?

17 A. I know now that there is, there is, no, I don't
18 want to go there because I'm not sure. I know there
19 wasn't one before, I know that Mr. Hanna was, I
20 think it's the first time that it was done with the
21 follow-up of Escouade and subsequently, it was done
22 with the file of mister, the ticket of Mr. Coderre.
23 But subsequently to that, if there's a procedure
24 specific in terms of... One, I'm no longer at
25 Internal Affairs, so I can't answer that question

1 one hundred percent (100%), I can't answer that
2 question, I don't know. But I believe there is
3 steps that have been taken, but specific steps, I
4 don't know.

5 Q. [833] We'll ask, thank you.

6 A. Yes, thank you.

7 Me CHARLES LEVASSEUR:

8 That's all for me.

9 THE PRESIDENT:

10 On this one or all events?

11 Me CHARLES LEVASSEUR:

12 I would have to check with my... Il faudrait que je
13 vérifie avec maître Grondin, une minute.

14 LE PRÉSIDENT :

15 O.K.

16 Me CHARLES LEVASSEUR:

17 Et j'aurais tendance à...

18 LE PRÉSIDENT :

19 Merci. Maître Crépeau?

20 Me PAUL CRÉPEAU :

21 Il n'y a pas de questions, Monsieur le Président.

22 LE PRÉSIDENT :

23 Maître Suleman? Je n'ai pas compris.

24 Me DANIA SULEMAN :

25 Non. Merci.

1 LE PRÉSIDENT :

2 C'est préférable que vous vous leviez, c'est plus
3 facile vous identifier aussi alors... Maître
4 Cossette?

5 Me MARIE COSSETTE :

6 Pas de questions, Monsieur le Président.

7 LE PRÉSIDENT :

8 Maître Dumais?

9 Me CATHERINE DUMAIS :

10 Je n'aurai pas de questions non plus.

11 LE PRÉSIDENT :

12 Maître Boucher?

13 Me BENOIT BOUCHER :

14 Pas de questions, merci.

15 LE PRÉSIDENT :

16 Maître Leblanc?

17 Me CHRISTIAN LEBLANC :

18 Oui, j'aurais des questions.

19 LE PRÉSIDENT :

20 Je vous en prie.

21 Me CHRISTIAN LEBLANC :

22 D'ailleurs, on n'a pas couvert l'affaire Mainville
23 mais j'aurais des questions aussi sur l'affaire
24 Mainville parce que monsieur Labos était en poste,
25 sorry, I didn't cover, the Mainville affair was not

1 covered but I will have some questions because he
2 was in place at that time.

3 THE PRESIDENT:

4 Very good.

5 CROSS-EXAMINED BY Me CHRISTIAN LEBLANC:

6 Q. [834] Good afternoon Mr. Labos.

7 A. Good afternoon.

8 Q. [835] I represent many medias here today. You were
9 at Internal Affairs since the end of two thousand
10 and nine (2009), is that correct?

11 A. That's correct.

12 Q. [836] Okay. Until January two thousand and
13 seventeen (2017).

14 A. Until November two thousand sixteen (2016).

15 Q. [837] Sorry, November two thousand sixteen (2016).
16 Just to follow up on Commissioner Bachand's
17 question, just to be clear, when you're leaving on
18 November sixteen (16), to your knowledge, there is
19 no special procedure for...

20 A. No.

21 Q. [838] ... impounding, as you say, the information
22 you would have gathered with different
23 investigative techniques with respect to
24 journalists.

25 A. Not to my knowledge, Your Honour.

1 Q. **[839]** Okay. Do you know at the time you're leaving,
2 if there was such directives, whether written or
3 unwritten, in the pipeline, so to say. Is that to
4 your knowledge?

5 A. I believe there is, but I can't be certain one
6 hundred percent (100%) so, I confirm your answer,
7 Your Honour.

8 Q. **[840]** Okay. So, during your presence at Internal
9 Affairs, was there ever, was it ever discussed with
10 you or with you and your superiors at any point in
11 time that media leaks had to be looked at by
12 Internal Affairs.

13 A. No, I've never got any orders from anybody to
14 particularly go after media leaks. Our job is to
15 investigate police officers that had allegations of
16 possible breach of trust and that's what our job
17 is.

18 Q. **[841]** I understand that but was there, at one
19 point, was there something like, and we heard that
20 in past testimonies, there's an escalade, there's
21 an increase of media leaks, we'll need to take a
22 look at this, we'll need to pay attention to this,
23 we're Internal Affairs, so it's back on our
24 shoulders; was there any discussions of that nature
25 that you heard?

1 A. Like I mentioned in my testimony earlier, Your
2 Honour, concerning the period of January seventh
3 (7th), and the subsequent dates that followed in a
4 very short period of time, the issue in hand was
5 discussed, like I mentioned in my testimony
6 earlier, and actions were started and taken.

7 Q. **[842]** That's January seventh (7th), two thousand
8 sixteen (2016)?

9 A. Yes.

10 Q. **[843]** We'll come back to that. Thank you.

11 A. No problem.

12 Q. **[844]** We have taken a closer look here at basically
13 four files, so there's the Larivière file, the
14 Coderre file, the Mainville file, and the Djelidi
15 file, which are all breach of trust files with
16 respect to leaks to the media. You're aware of all
17 of those files?

18 A. I'm aware of all four files. I just want to make a
19 little bit of a correction. The...

20 Q. **[845]** Sure.

21 A. ... Mr. Mainville file, at that time, when we did
22 investigate that file, it was policier inconnu.
23 So...

24 Q. **[846]** The Mainville file was policier inconnu?

25 A. At that point, when the allegation was made with

1 the DPCP, the allegation was never directly to...
2 concerning Mr. Denis Mainville, it was policier
3 inconnu suite aux consultations avec le DPCP.

4 Q. [847] Okay, but all of that started with a meeting
5 between Mr. Mainville and...

6 A. Yeah.

7 Q. [848] ... and Mr. Renaud in his office at Place
8 Versailles, is that your knowledge?

9 A. You're a hundred percent (100%) right.

10 Q. [849] Okay. But in the end, it was policier
11 inconnu. Are you saying to the Commission by that,
12 that in the end, Mr. Mainville was cleared of all
13 breach of trust and leaks to the media?

14 A. What I'm saying is the investigation... there's two
15 aspects to the Mr. Mainville. There's the aspect
16 that he has... there's a meeting with Mr. Renaud,
17 and that's addressed by his superiors, and dealt
18 with...

19 Q. [850] Actually, I think it's one of his employees
20 at the time...

21 A. Yes.

22 Q. [851] ... not his superiors. It's somebody who's
23 working for him.

24 A. No, but at the same time, it's addressed higher up
25 to one of his superiors concerning what was done.

1 Those issues are handled with the Chief Inspector
2 Mr. Werotte at the time, and from... further on in
3 the timeframe, I communicate with, I'm asked to
4 communicate with the DPCP to validate what course
5 of investigation will be followed concerning
6 everything that was colliger, entendu, vérifier,
7 and that was my role to communicate with the DPCP
8 to get a clearer picture of what was going to be
9 done in this file.

10 Q. [852] That's at the end?

11 A. No, that's really in the beginning.

12 Q. [853] In the beginning?

13 A. Oh, yes.

14 Q. [854] So, we'll come back to the Mainville file,
15 because I want it to be clear, but it's just that I
16 was surprised by your answer, quite frankly, when
17 you said it was policier inconnu.

18 A. But after I explain it to you, it's going to be
19 much clearer.

20 Q. [855] Great. So, the question was there's four
21 files, there's four files with respect to breach of
22 trust, with respect to media leaks...

23 A. There's three files, one that concerns a policier
24 inconnu.

25 Q. [856] Yeah, that would be the Mainville file?

1 A. One that concerns le billet.

2 Q. [857] Yeah.

3 A. And the third one concerns Mr. Larivière.

4 Q. [858] Yes.

5 A. The fourth one is an allegation that doesn't start
6 off with a breach in trust, that's le projet
7 Escouade.

8 Q. [859] But that ultimately will take... one aspect
9 of it will be breach of trust?

10 A. It'll take a small aspect of the... small, or a
11 part of the investigation in terms of Escouade.

12 Q. [860] Okay. Aside from these files, are you aware
13 of any other files that was investigated by
14 Internal Affairs or the SPVM with respect to breach
15 of trust and media leaks?

16 A. Yes, I am.

17 Q. [861] Which one?

18 A. Projet F8.

19 Q. [862] Which is... what is Projet F8?

20 A. Projet F8 is concerning the information that was
21 leaked to the media concerning an operation that
22 occurred in Montreal-North.

23 Q. [863] Okay. So, we would like... I think we would
24 like some clarity on that from the perspective of
25 the Commission. Mr. Hanna this morning testified

1 that it was a disciplinary inquiry. Is that also
2 your testimony?

3 A. The Project F8, just to situate everybody, so they
4 can understand in terms of context how it was
5 initi  , I don't know if it's the right word, there,
6 but started. It's the assistant direct to Mr. Mario
7 Gu  rin who was responsible of la Section des
8 enqu  tes sp  cialis  es who demanded an investigation
9 in terms of what transcribed... what transcribed in
10 Montr  al-North. With the assistance of the Internal
11 Affairs and the assistance of... des cadres   
12 l'ext  rieur des affaires internes, there was an
13 investigation that was done concerning the
14 possible... not the... les fuites dans les m  dias,
15 concerning that file.

16 Q. **[864]** Is that a criminal investigation?

17 R. It was a disciplinary... it was a disciplinary
18 file.

19 Q. **[865]** So it was not... there was no crime being
20 investigated with respect to those leaks?

21 R. Unless something came out of it, but from my
22 knowledge, from what I remember...

23 Q. **[866]** Why not? Why is that not a breach of trust
24 like the Mainville case, like the Larivi  re case,
25 like the Coderre case?

1 R. That file... that was the call of Mr. Mario Gu erin
2 to investigate in an administrative/disciplinary...

3 Q. [867] So it's Mario Gu erin's call.

4 R. It's Mario Gu erin's call. He's the one that
5 initiated the complaints or the... les inqui tudes
6 or...

7 Q. [868] I thought it was the Chief Inspector of
8 Internal Affairs that would decide whether or not
9 it's a criminal investigation or a disciplinary
10 investigation...

11 R. It's...

12 Q. [869] ... but maybe I'm wrong.

13 R. No, you're not wrong. It's not a question of being
14 right or wrong, it's just a question of that file,
15 I don't have... all the... from what I gathered,
16 all the details, there were some details that were
17 already made public, so at what point was it
18 evaluated that it was more of a... you know, more
19 or an administrative investigation versus a breach
20 of trust, it went more towards the disciplinary/
21 administrative with Mr. Gu erin, that's... the
22 objective was... again, I'm just going by memory,
23 because I don't remember exactly the per se terms
24 that were written in the report or... in the
25 report, but there was recommendations, also, that

1 were after, at the end of the report, concerning
2 what we could do better to con... for the
3 information to stay more...

4 Q. **[870]** Prevent the leak.

5 R. ... more confidential. Yes. More confidential in
6 terms of what is addressed to the police officers
7 and what is... what they need to know or right to
8 know versus what they want to know, you know, in an
9 investigation.

10 Q. **[871]** But I just want to understand, if it's... so
11 if it's the call of the Inspector Chief of internal
12 affairs to decide whether or not it's going to be a
13 criminal investigation, the only conclusion I reach
14 here, is that exceptionally, for that case, it was
15 not the call of an Inspector Chief, it was Mario
16 Gu erin's call.

17 R. The initial investigation...

18 Q. **[872]** Was that exceptional or...

19 R. The initial investigation on that... on F8, the
20 initial startup, you want to call it, was the call
21 of the assistant-director who was in charge of the
22 specialized... as we call it in terms of SES, la
23 Section des enqu etes sp cialis es...

24 Q. **[873]** That's Mr. Gu erin?

25 R. That's Mr. Gu erin.

1 Q. [874] Yes.

2 R. And that's the... la voie that this investigation
3 went towards.

4 Q. [875] Did he... was it discussed with you? That
5 topic. Are we going to go criminal or disciplinary
6 as a way of inquiry investigation?

7 R. It was... from the onset, it was... they wanted...
8 they.... when I say, Mr. Gu erin was... and I'm sure
9 you can understand, was not too happy that this
10 information was released into the media, so he
11 wanted to do measures right away to try and
12 disciplinary/administrative measures to try to see
13 who or... who leaked the information.

14 Q. [876] I get the purpose of the investigation I get
15 the fact that he may be not happy about it. What
16 I'm trying to find out is was it discussed with you
17 whether or not it would be a criminal investigation
18 or a disciplinary investigation.

19 A. Well, he wanted the investigation on a
20 disciplinary/administrative...

21 Q. [877] And did he explain to you why he wanted that
22 as opposed to a criminal investigation?

23 A. Like I explained earlier, he... he wanted to
24 responsabiliser the divisions with the management
25 teams that, if things such as les fuites dans les

1 médias, it's not automatically that it's les
2 Affaires internes qui vont faire tout, là. They
3 have their responsibilities and it was one of the
4 first initiatives in terms of him as the patron of
5 le SES, that he wanted to address the issues at
6 hand because it was, he came from one of his
7 investigations and he wanted to address the issues
8 concerning the leaks of the information at his
9 level.

10 Q. [878] I know Mr. Labos but I'll be quite honest
11 with you, we see Mr. Mainville meeting a journalist
12 in his office at Place Versailles and he's being
13 criminally investigated for that and here, we have
14 leaks of operations and in the media saying that
15 the police may not intervene in a certain
16 neighborhood of Montréal-Nord because of political
17 reasons and it's only disciplinary. I'm just trying
18 to understand and I'm trying to help the Commission
19 understands...

20 A. Yes.

21 Q. [879] ... how do we make the call? I mean, I'm
22 looking at Mr. Mainville being criminally
23 investigated because he met a journalist in his
24 office. You understand where I'm coming from?
25 There's no... I'm not hiding from anything here.

1 A. I understand one hundred...

2 Q. [880] Yes.

3 A. I understand one hundred percent (100%)...

4 Q. [881] So, was that discussed?

5 A. ... one hundred percent (100%) to your question
6 and, just to get back to Mr. Mainville, it's not
7 the Division of Internal Affairs that decides to do
8 whatever they want, that's the first thing. The
9 second thing, the information comes to Internal
10 Affairs concerning the manquement or that meeting
11 with Mr. Renaud and the conversations between son
12 subalterne and his superior and then that
13 information is transmitted to us to investigate.
14 But at that time, we cannot say for certain.

15 It's not just because Mr. Mainville met
16 with Mr. Renaud and the information came out
17 concerning possibly one of the subjects that Mr.
18 Mainville spoke about. And that's why I took the
19 time to communicate with the DPCP and you have to
20 understand, I'm dealing with one or two prosecutors
21 and the first prosecutor that I dealt with was the
22 one that rendered the decision in the enquête
23 indépendante so, for transparency reasons, I... we
24 switched over to another prosecutor so just to
25 demonstrate transparency.

1 And the end result in terms of the
2 allegation comes back, and I believe the date was
3 the twentieth (20th) of January... twentieth (20th)
4 of January two thousand fifteen (2015), as you're
5 going to do an allegation pour abus de confiance
6 mais avec policier inconnu. She doesn't, the
7 prosecutor doesn't tell me it's precisely Mr.
8 Mainville. Yes, we have information, but...

9 So, just for the Commission to be clear, we
10 just don't decide because it's Mr. Mainville or
11 it's Mr. Labos or it's mister... We verify, we
12 validate and at the end, the prosecutor could have
13 said, "Yes, it's... you do an allegation solely on
14 Mr. Mainville" or "The decision came that you're
15 going to do an investigation, une allégation d'abus
16 de confiance sur un policier inconnu", because we
17 have to do our investigation.

18 Q. **[882]** You said a lot of things, I'm not sure I
19 understand most of them, so we'll try to clear that
20 out.

21 A. I thought I was...

22 Q. **[883]** First of all, you said, "We don't always
23 decide." I thought, and I ask you the question that
24 you do always decide. That's the Inspector Chief
25 and that's the Internal Affairs who decide whether

1 or not it's going to be criminal or disciplinary.
2 First, that. Did I understand something wrong
3 there? If it's the case, explain it to us because
4 that's... You said and when you're categorical you
5 say "a hundred percent (100%)" and I think that's
6 what you said in answer to my question, "a hundred
7 percent (100%)", so...

8 A. It all depends what period, what function and it
9 all depends what the situation is. Every situation,
10 yes, there is a decision to communicate with the
11 DPCP to get a consultation to validate, to
12 corroborate l'alignement, but it's not... c'est pas
13 absolu que c'est... c'est les Affaires Internes qui
14 décident qu'est-ce qu'ils veulent faire. There's a
15 process, and the process is, if we do get a
16 complaint, I could explain to you again, as I
17 mentioned this morning, how the process works. You
18 get an investigation or a complaint, yes, you're
19 going to validate, you're going to corroborate, and
20 there's things that are flagrant, like I had
21 mentioned this morning, about a VC, you have no
22 choice but to go toward... but there's other
23 investigations that you have to consult with the
24 DPCP, and as I explained for Mr. Mainville, yes,
25 there was the meeting between the two of them, but

1 at the same time, it's not one hundred percent
2 (100%), we're not one hundred percent (100%) sure
3 that it's Mr. Mainville that did the breach of
4 trust, and that's why we consult with the DPCP,
5 to... and that's why it comes back as a policier
6 inconnu. So, that's what I just wanted to correct,
7 because I'm hearing Mr. Mainville's name all over
8 the place, but...

9 Q. **[884]** Well, did you see in the... and this is not
10 me, it's Mr. Borduas in his report, that at one
11 point, a few days later, Mr. Mainville is packing
12 his boxes, saying "I think it's over for me here."
13 Did you see that in the report of... and shortly
14 after, he retired, and he was replaced by the guy
15 who denounced him. Did you see that in the report
16 of Mr. Borduas? Because you're talking about a
17 policier inconnu. He sure felt it at the time,
18 right?

19 A. Okay.

20 Q. **[885]** Is that to your knowledge?

21 A. But what's your question precisely?

22 Q. **[886]** Is that to your knowledge? Because you talk
23 about policier inconnu. At the time, he knew that
24 he was going to be investigated...

25 A. No.

1 Q. [887] ... right?

2 A. What I want to...

3 Q. [888] Is that to your knowledge, that he knew he
4 was going to be investigated?

5 A. What I want to define precisely, it's because
6 you're mentioning, and it's not a contest here, he
7 said, she said, but what's important to state also,
8 Your Honour, is that, yes, there's different roles
9 in the division -- inspector, Chief Inspector - but
10 at the end of the day, we have a complaint and
11 there's a due process to investigate. That's the
12 first thing.

13 The second thing, nobody has the absolute
14 power to do whatever they want in terms of
15 investigations. Yes, we have to validate, we have
16 to corroborate, we have to consult. And coming back
17 to Mr. Mainville, it would have been the easiest
18 thing to, from the beginning, don't call the DPCP,
19 don't do our due diligence, and allégations
20 directes concerning Mr. Mainville, but that was...
21 that's not our job, and it's not our... I'm trying
22 to find the word exactly. We had to do our due
23 diligence in terms of communicating with the
24 prosecutor, this is what we have because it started
25 off as a slash disciplinary, and then it moved

1 towards possible allegations of breach of trust, so
2 by gathering the information that was gathered by
3 the superior, that was gathered by the subalternes,
4 making copies of those documents, speaking with the
5 prosecutor, and sending those documents to the
6 prosecutor to get an overview of what he or she
7 believes, is there an allegation of breach of
8 trust, or what have you. So that's what was done in
9 this file, Your Honour.

10 Like I mentioned earlier, the first
11 prosecutor was involved in the decision-making of
12 the enquête indépendante, so, switched over to the
13 prosecutor which I dealt with, and in the month of
14 January, I think... I believe the twentieth (20th)
15 of January, it came back as an allégation sur un
16 policier inconnu.

17 I understand what you're saying also, that
18 Mr. Mainville decided to take his retirement
19 shortly after the events, I don't know the exact
20 date, but it's not Mr. Labos, or it's not the
21 Division des Affaires Internes that told him to
22 take his investigation... sorry, to take his
23 retirement.

24 Q. [889] You said that the Mainville affair started
25 off disciplinary?

1 A. I think, I know there was... from what I remember,
2 from what Mr. Werotte informed me, that the... his
3 superior had written a disciplinary report
4 concerning les agissements de M. Mainville. But...

5 Q. **[890]** The Mainville affair starts with the meeting.
6 The next day, Mr. Borduas is assigned to the case.
7 As far as I understand, correct me if I'm wrong,
8 Mr. Borduas works for special investigations, which
9 only cares, handles and look at criminal
10 investigations, is that correct?

11 R. I don't have the dates exactly what you're
12 implying.

13 Q. **[891]** Just for the sake of the discussion, trust
14 me...

15 R. But...

16 Q. **[892]** ... it's the next day that Mr. Borduas is
17 assigned to the case. The day after the subalterne
18 says he saw him with Mr. Renaud in his office at
19 place Versailles.

20 R. I want to believe what you're saying...

21 Q. **[893]** So...

22 R. ... is true, but that doesn't... me, I think
23 there's a period of time, I don't know exactly how
24 many days, before we get the information and it's
25 consulted with the DPCP. I don't want to be

1 difficult, but from my knowledge, what I remember
2 is that I know that there were meetings between the
3 subalternes, meetings with the supervisors, and
4 before it got to us, I think it did take a couple
5 of days, I'm not sure exactly the...

6 Q. **[894]** Oh no, it did not and I'll come back to it,
7 I... I'm preceding myself, but I'll show you
8 exactly the document where the next day, Mr.
9 Borduas is on the case. He's doing verifications
10 the very next day. And Mr. Borduas is special
11 inquiry... special investigations, so I don't know
12 why you say it started disciplinary.

13 R. The... there was a report... maybe I made a mistake
14 in terms of discipline, but I know one hundred
15 percent (100 %) sure, it's one hundred percent
16 (100 %) sure there was a disciplinary document that
17 I was informed of. That, I'm one hundred percent
18 (100 %) sure of. Now...

19 Q. **[895]** Yes.

20 R. ... was that report... I don't think it was versé
21 in the criminal investigation, but I know there was
22 a report that was done for disciplinary. What
23 happened, I can't tell you, but I know... one thing
24 is for sure, one hundred percent (100 %), that when
25 I did get all the documentation from the... his

1 commander, his Chief Inspector and the assistant-
2 director, I informed the prosecutor, numérisé les
3 documents, send it to the prosecutor and like I
4 mentioned, the prosecutor was the one that did the
5 enquête indépendante, I spoke with another
6 prosecutor, and the final decision... the final
7 decision came on the twenty-eighth (28th) of
8 January two thousand and fifteen (2015). That's the
9 sequentive events. Now, if I'm making a mistake in
10 terms of one, two, three days or the next day, in
11 my head, I think there was a certain period of time
12 before we received all the documents. But I could
13 be wrong because I don't have them in front of me.

14 Q. [896] I just want...

15 Me FRANÇOIS GRONDIN :

16 I'm sorry Maître Leblanc. Mr. President, I'm sorry
17 to intervene and to interrupt. Just to make sure
18 that nobody is misled here, there is in fact a
19 disciplinary report dated November twenty-fifth
20 (25th), two thousand and fourteen (2014). It just
21 has not been filed yet in the... before the
22 Commission because the appropriate witness has not
23 testified yet. But I just wanted to clarify this, I
24 don't want to intervene in... no longer in the
25 cross-examination, but I wanted to mention.

1 THE PRÉSIDENT :

2 And the appropriate witness will be?

3 Me FRANÇOIS GRONDIN :

4 Well, it would likely be wither Mr. Ménard or Mr.
5 Mainville himself.

6 Me CHRISTIAN LEBLANC :

7 Q. [897] It would have been nice to have that with Mr.
8 Borduas too, I mean, I'm learning this as we... as
9 we go along, but I will show the document I want to
10 show to the witness nonetheless as far as the
11 chronology is concerned. I'm curious, though, this
12 call to the DPCP and the process you just
13 described, I just want to make sure you understand
14 where I am. We're always on the question of whether
15 or not you are going to go disciplinary or criminal
16 investigation. And I think, and correct me if I'm
17 wrong, your testimony in Mainville was that you
18 yourself had doubts that ultimately conducted
19 yourself to talk to the DPCP to have her opinion.
20 Is that what we're talking about?

21 R. I'm going from memory in terms of the... that's why
22 I mentioned the report of the... the disciplinary
23 report. I remember one hundred percent (100 %),
24 there was a disciplinary report. That's... c'est
25 sans équivoque, I remember that.

1 Now, it's just to demonstrate to the
2 Commission that, notwithstanding, that Mr. Mainville was
3 seen with Mr. Renaud, automatically constitutes a
4 breach of trust. When you're not sure or when you
5 have questions about... we have documentation that
6 is sent to us concerning the meetings between Mr.
7 Mainville with his subalterne, commander, at that
8 time, Mr. Carrier with Mr. Ménard who was the Chief
9 Inspector, if I'm... Chief Inspector at that time,
10 and with Mr. Bernard Lamothe. Yes, there is
11 documentation, yes, there's verifications that were
12 done by the commander at the time. So, when I
13 receive all that information, naturally, I consult
14 with the DPCP to expose what we have at that point
15 in terms...

16 THE PRESIDENT:

17 Q. [898] And I understand that it comes back saying
18 that yes, there's something to be investigated but
19 instead of putting the name of Mr. Mainville in,
20 you put...

21 A. Poli...

22 Q. [899] ... a suspect... policier inconnu. That's
23 your explanation.

24 A. But it's exactly that, that's exactly what it is.

25 Q. [900] And when it comes back from the DPCP, what

1 date are we at now?

2 A. I believe it's on the twentieth (20th) of January,
3 because I think all the documentation and all the
4 reports concerning Mr. Mainville are given to Mr.
5 Borduas a few days later, and I'm just going from
6 memory. Yes, I've seen the reports but I'm just
7 going by memory when...

8 Q. [901] Okay.

9 A. ... when it was done.

10 Me CHRISTIAN LEBLANC:

11 Q. [902] And again, I just want to be sure you
12 understand my question. So, in that case, that's
13 when you realize that there will be a criminal
14 investigation. All by an unknown policeman, but
15 there will be a criminal investigation, that's when
16 you reach that decision.

17 A. It's not I that reach that decision, it's the DPCP
18 that confirms that you're going to do an
19 investigation for breach of trust...

20 Q. [903] Right.

21 A. ... concerning a policier inconnu.

22 Q. [904] So, did you call the DPCP for the Larivière
23 case?

24 A. No.

25 Q. [905] Did you call the DPCP for the Coderre case?

1 A. It wasn't me that called, Your Honour, it was Mr.
2 Dominic Werotte.

3 Q. [906] So, now we're back at Mr. Mainville's case.
4 Would you say it's Dominic Werotte who called or
5 you want to say that...

6 A. No.

7 Q. [907] ... in the Coderre's case, Mr. Werotte called
8 the DPCP.

9 A. What I'm saying, like I mentioned earlier in my
10 testimony today, it was Mr. Werotte that
11 communicated with the DPCP to validate or to verify
12 if the fact that they went, the police officers
13 demanded a ticket concerning the informatique
14 system SÉCI constituted a non autorisé d'un
15 ordinateur.

16 Q. [908] And that's when you decided to launch a
17 criminal investigation.

18 A. Which one? Are you still talking about Mr.
19 Coderre...

20 Q. [909] Yes.

21 A. ... or you're talking about mister...

22 Q. [910] Yes.

23 A. Subsequently, I can't give you the exact date
24 because, like I mentioned this morning also, I did
25 receive an email on the ninth (9th) of December

1 which was presented to me today and the
2 investigation from my knowledge was given to Mr.
3 Borduas on the fifth (5th) of January.

4 Q. [911] I'm not talking about dates, Mr. Labos, I'm
5 talking about conceptually speaking. Is that when
6 you decided a criminal investigation will be
7 launched in the matter, after the DPCP, after the
8 call from Mr. Werotte to the DPCP.

9 A. Mr. Werotte communicated with the DPCP and he
10 informed me, and I can't tell you exactly what date
11 he informed me that, yes, there will be a criminal
12 allegation concerning utilisation non autorisée
13 d'un ordinateur.

14 Q. [912] Did you call the DPCP in the Djelidi or
15 Espion case?

16 A. From my knowledge, no.

17 Q. [913] Why?

18 A. Because they're all of... If it was somebody to
19 call the DPCP, it could have been Mr. Renaud
20 because Mr. Renaud was the one that was in the role
21 of Inspector in charge of that investigation, but
22 it's not, ce n'est pas absolu and it's not one
23 hundred percent (100%) dans every file that we get,
24 we consult with the DPCP.

25 Q. [914] Because you were convinced in this case that

1 there was?

2 A. It's not a question...

3 Q. [915] Criminal enough to launch a criminal
4 investigation?

5 A. It's not a question of being convinced that there
6 was a criminal... There is a criminal allegation
7 because that's the information that is transmitted
8 by the Intelligence Service. But just like in any
9 other cases also, there's information or there are
10 reports that state certain facts or... I'm going to
11 give you an example of, I can get a report from
12 Déontologie saying that two police officers ont
13 fait une agression armée with their batons while
14 the person was handcuffed, it's... we have no
15 choice but to do an investigation.

16 Q. [916] But that's an easy example...

17 A. Well...

18 Q. [917] ... and thank you, but...

19 A. ... I just want to illustrate to you that it's not
20 in all cases that we consult with the DPCP.

21 Q. [918] I understood that. My question was why didn't
22 you in Djelidi?

23 A. It was... there's no particular reason in terms of
24 why we didn't do it in Djelidi, it's...

25 Q. [919] Why didn't... I'm sorry.

1 A. It's... yeah, it's... the information, or the
2 allegation is there, and we're going to collaborate
3 and we're going to investigate, and it could turn
4 out also that the information is not valid, or what
5 have you, and...

6 Q. [920] As is the case in the Mainville affair, but
7 yet, you did consult the DPCP. I'm trying to
8 understand where... is there... you referred to due
9 process. Is there a due process where... that you
10 follow before deciding, because again, you said you
11 decide if it's disciplinary or criminal. Is there a
12 due process, can you tell the Commission if there's
13 a due process that you follow before you decide if
14 it's going to be a criminal investigation or a
15 disciplinary investigation?

16 A. I'm going to give you an example, Your Honour. If
17 we get a complaint stating that... I'm going to go
18 back to the same example, because it's part of...

19 THE PRESIDENT:

20 Q. [921] You know, I'm not sure we need another
21 example. The question is : is there a process that
22 you follow either to go to the DPCP or not, and I
23 guess that the answer is it depends on the
24 circumstances.

25 A. It depends on the circumstances.

1 Q. **[922]** Is that what you're saying? I'm not sure it
2 qualifies as a process, but it's a case by case
3 decision?

4 A. Thank you. It's a case by case evaluation. If we
5 need to contact the DPCP to have some
6 clarifications, it will be done.

7 Q. **[923]** So, I take it that, in Mainville, the
8 disciplinary report was sent to you sometimes, and
9 then the documents were sent to the DPCP, and you
10 got the answer that we referred to a moment ago. In
11 Larivière, you did not go to the DPCP.

12 A. No.

13 Q. **[924]** In...

14 A. Coderre.

15 Q. **[925]** ... Coderre, you did, before launching the
16 investigation. And in Mr. Djelidi's file...

17 A. We didn't.

18 Q. **[926]** ... you didn't.

19 A. But I could enumerate you hundreds of files, Your
20 Honour, that were consulted, and other ones that
21 weren't consulted.

22 Q. **[927]** No...

23 A. There's no procedure. If the question is is there a
24 specific procedure, systematically...

25 Q. **[928]** That was the question.

1 A. Yeah. If... the answer is no. Because, like I've
2 mentioned before, many times, I go if it's only
3 black and white, you can put a monkey in my chair
4 and he can do the job, so...

5 Q. [929] We're not there yet.

6 A. I know.

7 Q. [930] So, it's two that you go to the DPCP, and two
8 that you don't? Okay.

9 A. Correct. For those files.

10 Q. [931] For those four files...

11 A. But again, that's what I want to explain to you,
12 it's not absolu that... if it was as simple as
13 black and white, then anybody can do the job.

14 Q. [932] No, no, but Maître Leblanc wants to know, and
15 so does the Commission...

16 A. Okay.

17 Q. [933] ... so that's why we're asking these
18 questions.

19 A. No problem.

20 Q. [934] And I think we'll leave it at that at this
21 moment. It's close to five o'clock (5:00). It's
22 been a long day. And on va se revoir demain matin,
23 9h00.

24 Me CHRISTIAN LEBLANC:

25 Could I have, you know how I like to read at night;

1 could I have this...

2 Me FRANÇOIS GRONDIN:

3 Well, Maître Leblanc, it was communicated last
4 Friday. So you have it.

5 Me CHRISTIAN LEBLANC:

6 Oh, thank you. Thank you very much.

7 THE PRESIDENT:

8 You mean it's in the documents that were...

9 Me FRANÇOIS GRONDIN:

10 It's in the PSD...

11 Me CHRISTIAN LEBLANC:

12 Well, could you tell me -- I'm sorry, it's going to
13 be my last question -- in what onglet?

14 Me FRANÇOIS GRONDIN:

15 Am I the witness now?

16 Me CHRISTIAN LEBLANC:

17 Yes.

18 Me FRANÇOIS GRONDIN:

19 I'll identify it for you.

20 Me CHRISTIAN LEBLANC:

21 Thank you.

22 Me FRANÇOIS GRONDIN:

23 All right.

24 THE PRESIDENT:

25 And for everybody else I suppose in the room, the

1 lawyers, they will all want to know where to look
2 at. Merci beaucoup. À demain matin.

3

4 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

5

6

7 CAUSE CONTINUÉE AU 24 MAI 2017, 9 h 00

8

9

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18

CERTIFICATE

We the undersigned, **NICOLAS PROVENCHER** and **MONIQUE J. LE CLERC**, Official Court Reporters, do hereby certify under our oath of office that the foregoing pages are and contain the exact transcription of the testimony and pleadings herein, according to the law.

AND WE HAVE SIGNED:

NICOLAS PROVENCHER

MONIQUE J. LE CLERC